



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 26 AVRIL 1924

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 26TH APRIL, 1924

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
OFFICIELLE GAZETTE.

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication.

qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1585

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

Government House.

1586

Nomination

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un ordre en conseil en date du dix-neuvième jour de février 1924, de nommer M. C. Gordon Bonser, de Londres, Angleterre, avocat près la Cour Suprême de Judicature, en Angleterre, commissaire pour recevoir, en Angleterre, les affidavits qui peuvent servir dans une des cours de la province ou qui sont nécessaires à un acte ou document qui doit être mis à exécution, ou avoir des effets civils dans la province de Québec.

1993

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the nineteenth day of February, 1924, to appoint Mr. C. Gordon Bonser, of London, England, Solicitor of the Supreme Court of Judicature in England, commissioner to receive, in England, affidavits for use in any court of the Province, or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil effect in the Province, under the authority of article 27 of the Code of civil procedure of the Province of Québec.

1994

Arrêté en Conseil

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 17 avril 1924.

PRÉSENT: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Attendu qu'en vertu de l'article 2214 des S. R. Q., 1909, des règlements peuvent être faits par le lieutenant-gouverneur en conseil, relativement à la salubrité et à la sécurité du travail dans les mines, de manière à protéger la vie et la santé des ouvriers qui y sont employés,

Il est ordonné qu'il soit réglé et statué ce qui suit:

RE: Puits de Mines

1. Tout puits de mine, foncé après la mise en vigueur de ce règlement, de plus de cent pieds de profondeur, doit être divisé en, au moins, deux compartiments dont un est réservé exclusivement à la circulation du personnel;

(b) Ce compartiment doit être entouré d'une cloison pleine le séparant complètement de la partie du puits servant à l'extraction;

(c) Ce compartiment doit être muni, les puits de mine dont l'inclinaison est de moins de 50 degrés avec l'horizontale exceptée, d'échelles fixes et solides inclinées à pas plus de 80 degrés, en

Order in Council

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, April 17, 1924.

PRÉSENT: The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas under article 2214 of the R. S. P. Q., 1909, regulations may be made by Lieutenant-Governor in Council, respecting the sanitary condition and safety of the works in mines, so as to protect the life and health of the workmen therein employed,

It is ordered that it be ruled and enacted as follows:

Re:—SHAFTS.

1. Every shaft exceeding 100 feet in depth sunk after the putting into force of these regulations shall be divided into two or more compartments, one of which to be used exclusively as a passage-way.

This passage-way shall be closely boarded off from that part of the shaft in which material is hoisted.

Except in shafts inclined to less than 50 degrees from the horizontal; this passage-way shall be provided with strong securely fastened ladders inclined to not more than 80 degrees from the

portées de 25 pieds, avec petits paliers de repos. Dans chaque palier doit être ménagée une ouverture juste suffisante pour permettre le passage d'un homme, et placée de manière qu'en cas de chute l'ouvrier ne puisse tomber à travers l'ouverture;

2. Les barreaux des échelles doivent être régulièrement espacés à pas plus de douze pouces de centre en centre. Ils ne doivent être en aucun cas à une distance moindre de quatre pouces du mur. Les montants doivent être prolongés au-dessus des paliers sur une longueur de trois pieds; à défaut, des poignées fixes sont établies sur une hauteur égale;

3. Il est interdit, dans la circulation par échelles, de porter à la main, la lampe exceptée, des outils et objets lourds quelconques qui, par leur chute, pourraient produire des accidents;

4. Pendant le fonçage d'un puits de mine, la partie inférieure du puits doit être munie d'une échelle mobile maintenue en place pendant tout le temps que les ouvriers travaillent au fond;

5. En dehors de la période préparatoire, aucun travail ne peut être poursuivi dans une mine sans qu'elle ait au moins, avec le jour, deux communications par où puissent circuler, en tout temps, les ouvriers occupés dans les divers chantiers de la mine;

Dans les installations futures, ces communications devront être séparées par une distance de 100 pieds au moins, leurs orifices au jour devront déboucher dans des bâtiments séparés;

6. Dorénavant, tout bâtiment recouvrant l'orifice d'un puits de mine devra être isolé et recouvert de matériaux incombustibles;

7. En aucun cas, le bâtiment recouvrant l'entrée d'un puits de mine ne peut contenir à demeure des substances facilement inflammables;

8. L'orifice au jour de tout puits de mine doit être entouré de façon à protéger contre toute chute accidentelle, à l'intérieur, de personnes ou de substances;

9. Chacune des recettes d'un puits de mine doit être fermée par une barrière ou garde-corps qui ne doit être ouvert que pour permettre le chargement ou le déchargement de la cage ou de la benne. Cette barrière ou ce garde-corps ne doit pas être à moins de trois pieds et demi, ni à plus de quatre pieds du plancher. Pendant les réparations ou autres opérations, lorsqu'il y a nécessité, on peut enlever la barrière ou le garde-corps à condition qu'on prenne des précautions pour la sécurité des ouvriers;

10. Pendant le fonçage d'un puits de mine, les ouvriers au fond doivent être protégés contre la chute de minéral ou de matériaux par une cloison solide munie d'une trappe pour la circulation de la benne;

11. Lorsque, dans un puits de mine vertical ou incliné à plus de 60 degrés avec l'horizontale, la circulation du personnel se fait par benne ou par cage, cette benne ou cette cage doit être munie d'un guidage rigide, d'un parachute, d'un chapeau et d'un garde-corps;

12. Dans tout puits de mine de plus de quatre cents pieds de profondeur verticale par lequel circule normalement le personnel, les cages de sûreté doivent être munies d'un parachute d'un type reconnu par l'inspecteur, et capable de supporter la cage chargée advenant la rupture du câble; d'un chapeau consistant en deux tôles d'acier d'épaisseur suffisante recouvrant toute la cage de manière à protéger la personne contre la chute d'objets; et d'une paroi métallique avec porte;

13. Dans les puits de mine, les plans inclinés, les carrières et autres excavations de plus de 50

horizontal, in 25-foot lengths, with rest platforms. In each platform shall be left an opening large enough to permit the passage of a man's body and so placed as to prevent a man falling from going through.

2. The rungs of all ladders shall be regularly spaced to not more than twelve inches center to center. They shall not be in any case less than four inches from the wall. The ladder shall be extended to a height of three feet above each platform, except where strong hand rails are provided.

3. It is strictly forbidden, while travelling in a ladderway, to carry, the lamp excepted, tools or any heavy objects which, by their fall, could cause an accident.

4. During the sinking of a shaft, the lower part shall be provided with a movable ladder, left in position during all the time men are working at the bottom.

5. Outside the period of preliminary work, no work can be carried on in a mine if there is not, with the surface, at least two passage-ways through which the men working in any section of the mine can travel freely to the surface.

In workings driven after these regulations are in force, these passage-ways shall be at least 100 feet apart, and their outlets at the surface must be in separate buildings.

6. Any building hereafter erected covering the mouth of a shaft shall be isolated and covered with incombustible materials.

7. In no case whatsoever should easily inflammable substances be left or stored in a building covering the mouth of a shaft.

8. The top collar of all shafts must be fenced in so as to prevent accidental falls of person or material into the shaft.

9. Each entrance to a shaft must be protected by a gate or a hand-rail to be opened only to permit loading or unloading of the cage or the skip. This gate or this hand-rail must not be less than three and one half feet or more than four feet from the floor. During repair work or other operations, when necessary, the gate or hand-rail may be opened provided however that precautions be taken for the security of the workmen.

10. During shaft sinking operations the men at the bottom shall be protected from falls of rock or material by a securely constructed covering, with a door to be opened only for the passage of the bucket.

11. When in a vertical shaft or one inclined to more than 60 degrees from the horizontal, travelling is done in a bucket, a skip or a cage, this bucket, skip or cage shall be provided with rigid guides, guard rails, safety catches and a hood.

12. In shafts over 400 feet in vertical depth, only safety cages shall be used, which are provided with safety catches of a type approved by the Inspector of mines, and sufficiently strong to hold the loaded cage in case of rupture of the hoisting cable; with a hood made of two sheets of steel of sufficient thickness, covering the whole of the cage in such manner as to protect the men from falls of objects; and with a metallic side casing with doors.

13. In shafts, inclines, quarries and other excavations of more than 50 feet in depth, signal

pieds de profondeur, les signaux pour la mise en marche de toute machine servant à l'extraction ou à la circulation du personnel doivent être transmis au mécanicien par un appareil à signaler;

14. Il est interdit de déroger aux signaux conventionnels établis par le code suivant :

Tableau des signaux par sonneries.

- 1 coup de cloche. Arrêtez immédiatement si la machine est en marche.
 1 coup de cloche. Hissez, remontez.
 2 coups de cloche. Abaissez, descendez.
 3 coups de cloche. Avertissement. . . Montée ou descente d'hommes. Le signal de trois coups doit être donné avant l'entrée des hommes dans la cage. La cage ne doit pas être mise en mouvement avant que le signal complémentaire "Hissez ou "Abaissez"" ait été donné.
 4 coups de cloche. Signal d'allumage de coups de mines. . . Le mécanicien doit répondre à ce signal en hissant de quelques pieds la cage ou la benne, et en l'abaissant lentement. Au signal suivant "un coup de cloche" il remontera sans délai.
 9 coups de cloche. Signal d'alarme en cas de feu ou autre danger. Puis sonnez l'étage où il y a danger.

15. Les exploitants peuvent faire usage des signaux supplémentaires après en avoir obtenu par écrit la permission de l'inspecteur des mines;

16. Les exploitants doivent placer bien en vue du mécanicien, dans la salle du treuil d'extraction, à l'orifice du puits et à chaque recette dans la mine, un tableau bien lisible du code des signaux;

17. Toute machine servant à l'extraction dans les mines en exploitation doit être munie d'un dispositif indiquant la position instantanée de la cage ou de la benne. Ce dispositif doit être placé à que du mécanicien;

18. Toute machine servant à l'extraction, employée à une mine ou à une carrière, doit être munie d'un frein fonctionnant indépendamment de la force motrice qui met la machine en marche. La manœuvre de ce frein doit se faire facilement et directement du siège du mécanicien;

19. Tous les appareils servant à l'extraction et plus particulièrement les treuils et leurs freins, les cables et leurs attaches, les cages, les bennes, les guidages, les parachutes et les appareils à signaler doivent être soigneusement examinés au moins une fois par semaine par un agent compétent, qui consigne les résultats de sa visite sur un registre spécial;

20. Aucun abatage ne doit être fait à moins de 20 pieds de distance d'un puits servant à l'extraction ou à la circulation. Cependant, en cas d'abandon du puits, et après en avoir avisé par écrit l'inspecteur des mines, on pourra procéder à l'abatage de tels piliers.

to set in motion any machinery used for hoisting material or for travelling, shall be transmitted to the hoistman by a signalling apparatus.

14. In signalling it is forbidden to use any other than the conventional signals given hereafter:

Code of mine signals to be used with signalling apparatus.

- 1 bell —Stop at once if in motion.
 1 bell —Hoist.
 2 bells —Lower.
 3 bells —Warning. Men about to ascend or descend. This signal must be given before men enter the cage. The cage must not be moved before the complementary signal to hoist or to lower has been given.
 4 bells —Blasting signal. The hoistman must answer this signal by hoisting the cage or skip a few feet and lowering it slowly; upon the next signal—one bell—he hoists at once.

9 bells —Danger signal in case of fire or other danger. Then ring number of station where danger exists.

15. Special signals may be used with the written approval of the Inspector of Mines.

16. An easily legible copy of the code of signals shall be posted at the proper distance in front of the hoistman, at the top of the shaft and at all shaft stations.

17. The hoisting engine in producing mines must be provided with a reliable depth indicator. This indicator must be so placed as to be visible at all times by the hoistman.

18. Every hoisting engine used in a mine or in a quarry must be provided with an auxiliary brake independent of the power which runs the engine. This brake must work readily and be within easy reach from the hoistman's seat.

19. At least once in every week all parts of the hoisting equipment, more especially the hoisting engines and their brakes, the cables and their attachments, the cages, the skips, the guides, the safety catches and the signalling apparatus shall be carefully inspected by a competent person, and the observations noted in a special book.

20. No stoping shall be done within 20 feet of a shaft that is used for hoisting men or material; provided, however, that stoping may be done within twenty feet of such shaft, if said shaft is to be abandoned, and the Inspector of Mines has been so notified in writing.

Le greffier du conseil exécutif,

1937

A. MORISSET.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

1938

"American Trading Company, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mars 1924, constituant en corporation: Héliodore Leblanc, médecin vétérinaire, de Magog, Qué., Jean Renaud, commis, de Longueuil, Qué., et Charles Hart, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, de tout ce qui peut faire l'objet de la fabrication, de l'industrie et du commerce en général;

Enregistrer, acquérir, exploiter et disposer, à quelques titres que ce soit, et de quelque manière que ce soit, de tout brevet, marques de commerce et de fabrique, procédés, permis et autres droits et privilèges enregistrés ou non au Canada ou ailleurs;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser exercer et développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Agir comme agents ou représentants de gros et de manufacturiers canadiens ou étrangers;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies formées dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Payer les services rendus ou à être rendus à la compagnie après sa constitution en corporation ou antérieurement à icelle, en argent ou en actions entièrement libérées ou avec d'autres valeurs de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie, en argent ou actions acquittées, toutes transactions par elle effectuées, le coût de son incorporation, ses dettes ou comptes, ainsi que tous services ou autres choses semblables qui pourraient profiter à la compagnie, sous le nom de "American Trading Company, Inc.", avec un capital total de

"American Trading Company, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1924, incorporating: Héliodore Leblanc, veterinary surgeon, of Magog, Que., Jean Renaud, clerk, of Longueuil, Que., and Charles Hart, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes:

To fabricate, manufacture and deal in, under any form whatever, everything which may be the object of manufacture, industry and business in general;

To register, acquire, deal with and under any title whatever and in any manner whatever dispose of any patents, trade-marks and trade names, processes, licenses and other rights and privileges, whether registered or not, in Canada or elsewhere;

To apply for, buy or otherwise acquire any patents, *brevets d'inventions*, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise and develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information thus acquired;

To acquire or take over the whole or any part of the business, property or liability of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To act as agents or representatives for wholesalers and Canadian or foreign manufacturers;

To buy, take on lease or in exchange or otherwise acquire any immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or suitable for the purposes of its business and in particular any machinery, plant and stock-in-trade;

To promote any company or companies formed for the purposes of acquiring the whole or any part of the property and liabilities of the present company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of shares of the capital-stock of the company or any debentures, debenture-stock or any securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To pay for services rendered or to be rendered to the company before or after its incorporation in cash or in fully paid up shares or with other securities of the company;

To pay out of the funds of the company in cash or paid-up shares, any transactions carried out by the company, the cost of its incorporation, its debts or accounts, as well as any services or other like things calculated to benefit the company, under the name of "American Trading Company, Inc.", with a total capital stock of ten thousand

dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (1000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1941 ALEXANDRE DESMEULES.

dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of March, 1924.

ALEXANDRE DESMEULES,
1942 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Atwater Garage, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de mars 1924, constituant en corporation: L'Honorable Pierre-Edouard Blondin, notaire, Charles Arnold, homme d'affaires, Laurette Papineau, sténographe, Oscar Hébert, courtier, Henri Fortier, commis, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce de gazoline, automobiles, accessoires, et de tout ce qui peut se rapporter directement ou indirectement à l'industrie de l'automobile;

Acquérir et exploiter, en tout ou en partie, tout commerce ou entreprise semblable à celui pour les fins susdites acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles; vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de tels immeubles;

Etablir, acquérir, posséder, louer et exploiter des salles de vente, des salles d'exposition, des garages, des ateliers de construction, de réparation, de remisage, et autres établissements analogues, nécessaires au commerce de la compagnie;

Faire des arrangements avec le public, et les clients de la compagnie aux fins de les protéger, les aider, les assister par concessions, escomptes, avances d'argent et autrement, dans l'achat, l'acquisition, les réparations et la confection des choses et effets dont le commerce fait un ou plusieurs des objets de la compagnie, et recevoir du dit public et des clients, comme considération de tels arrangements, un versement annuel pour un montant à être fixé par la compagnie;

Faire le commerce de rouliers publics (common carriers), tant de personnes que de marchandises, par le moyen de véhicules moteurs et autres;

Emettre des actions acquittées du capital actions de la compagnie, en paiement ou en partie de paiement de propriétés mobilières ou immobilières, droits ou autres actifs acquis par la compagnie;

Vendre l'actif ou toute partie de l'actif de la compagnie, aux conditions, et pour la considération que la compagnie décidera, et recevoir en paiement des actions acquittées, des débentures ou autres valeurs d'autres compagnies ayant un commerce entièrement ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Emprunter tout argent nécessaire aux opérations de la compagnie, et donner en garantie en tout ou en partie l'actif de la compagnie, sous le nom de "Atwater Garage, Limited", avec un capital total de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

"Atwater Garage, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of March, 1924, incorporating: the Honourable Pierre Edouard Blondin, notary, Charles Arnold, business man, Laurette Papineau, stenographer, Oscar Hébert, broker, Henri Fortier, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in gasoline, automobiles, accessories and everything capable of being directly or indirectly connected with the automobile business;

To acquire and operate, in whole or in part, any business or undertaking similar to this business and for the above purposes, buy, lease or otherwise acquire and possess immovables, sell, lease, exchange, hypothecate or otherwise dispose of such immovables;

To establish, acquire, possess, lease and operate sales-rooms, show-rooms, garages, building-shops, repair-shops and store-houses and other similar establishments necessary for the business of the company;

To enter into any arrangements with the public or customers of the company to protect, aid and assist them by concessions, discounts, advances of money and otherwise, in the purchase, acquisition, repair and making of the things and goods the dealing in which is one or several of the objects of the company, and to receive from the said public and the said customers, as the consideration of such arrangements, a yearly contribution the amount of which is to be fixed by the company;

To carry on the business of common carriers, both of passengers and of merchandise, by means of motor and other vehicles;

To issue paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of immovable or movable property, rights or other assets acquired by the company;

To sell the assets or any part of the assets of the company on such conditions and for such consideration as the company may decide, and to receive in payment paid up shares, debentures or other securities of other companies carrying business altogether or partly similar to that of this company;

To borrow any sums of money necessary for the operations of the company and to give as a security therefor, in whole or in part, the assets of the company, under the name of "Atwater Garage, Limited", with a total capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

To head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1943 C.-J. SIMARD.

"Bray, Caron & Dubé, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1924, constituant en corporation: Henri Bray, J.-Eugène Caron et J.-Oscar Dubé, tous trois résidant en la cité de Québec, courtiers en obligations et autres valeurs de bourse, dans les buts suivants:

Souscrire, acheter et détenir, soit comme principal ou agent, soit comme propriétaire absolu ou conditionnel, ou soit comme garantie collatérale et de toute autre manière que ce soit, acquérir par échange ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou disposer de quelque manière que ce soit, des bons, obligations, ou toute autre valeur de tout gouvernement ou de toute corporation municipale ou scolaire, ou de toute autre corporation publique, corporation ou compagnie, le tout aux conditions qui seront jugées convenables;

Procurer ou aider à procurer à tout gouvernement et toute corporation municipale ou scolaire ou à toute autre corporation publique, corporation ou compagnie, des argents au moyen de bons, obligations, débetures ou toutes autres valeurs au moyen d'endossement, de prêts, de promesses de garantie, de toutes valeurs ou de toute manière que ce soit, et offrir au public pour souscription, tous bons, obligations, débetures, ou toutes autres valeurs dont la compagnie peut disposer pour ces fins, le tout aux conditions qui seront jugées convenables;

Emettre des actions-obligations (debenture stock) jusqu'au montant qui sera jugé utile pour les fins de la compagnie et en disposer pour le bénéfice de la compagnie;

Acquérir par achat, échange ou autrement, des actions, stocks, obligations, débetures et valeurs de toute autre compagnie, société ou corporation et en disposer, en tout ou en partie, au moyen de la vente, de l'échange ou autrement aux termes et conditions qui seront jugés convenables, y compris la garantie du principal, de l'intérêt et des dividendes s'y rattachant ou aucune partie de ces valeurs, et conclure des conventions au sujet desdites actions ou autres valeurs aux termes et conditions qui seront jugés convenables;

Appliquer les fonds de la compagnie à l'achat des actions, stocks, obligations ou autre valeurs de tout gouvernement, de toute corporation municipale ou scolaire, ou de toute autre corporation publique, corporation ou compagnie;

Acquérir par achat ou autrement, prendre à bail, toute propriété mobilière, droits, privilèges et immunités que la compagnie jugera nécessaires ou utiles aux fins de ses opérations ou qui seront donnés en garantie, ou sur lesquels la compagnie peut avoir un gage ou hypothèque, et donner en paiement de ces propriétés, droits ou privilèges, ou pour travail fait ou pour services rendus à la compagnie, des deniers comptants ou des obligations ou actions de la compagnie, ou du stock, des obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation que possèdera la compagnie, ou partie l'un ou partie l'autre;

Entreprendre la construction de canaux, quais, entrepôts et travaux de construction de tous genre et description; faire les affaires, les tra-

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1944 Assistant Provincial Secretary.

"Bray, Caron & Dubé, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1924, incorporating: Henri Bray, J. Eugène Caron and J. Oscar Dubé, all three residing in the city of Quebec, bond and stock brokers, for the following purposes:

To underwrite, buy and hold, either as principal or agent or absolutely or conditionally as owner or as collateral security and in any other manner whatever, to acquire by exchange or otherwise, and sell, exchange, transfer, assign and in any other manner whatever to dispose of bonds, debentures or any other securities of any government or of any municipal or school corporation or of any other public corporation, or of any corporation or company, the whole on such conditions as may be deemed proper;

To procure or assist in procuring monies for any government and any municipal or school corporation or for any other public corporation, or for any corporation or company by way of bonds, obligations, debentures or any other securities or by way of endorsement, loan, promise, guarantee of any securities or in any other manner whatever and to offer for public subscription any bonds, obligations, debentures or any other securities which the company may dispose of for such purposes, the whole on such conditions as may be deemed proper;

To issue debenture-stock up to such amounts as may be deemed suitable for the purposes of the company and to dispose of the same for the benefit of the company;

To acquire by purchase, exchange or otherwise shares, stocks, bonds, debentures and securities of any other company, partnership or corporation and to dispose of the same in whole or in part by way of sale, exchange or otherwise on such terms and conditions as may be deemed proper, including the guarantee of the principal of and interests and dividends on such securities or any part thereof, and to enter into any agreement with respect to the said shares or other securities on such terms and conditions as may be deemed proper;

To apply the funds of the company to the purchase of shares, stocks, bonds or other securities of any government, of any municipal or school corporation or of any other public corporation or of any corporation or company;

To acquire by purchase or otherwise, take on lease any movable property and any rights, privileges and immunities which the company may think necessary or suitable for its business purposes or which may be pledged with the company or on which the company may have a lien or hypothec, and to give in payment of such property, rights or privileges, or for work done for or services rendered to the company, cash or bonds or shares of the company or stock, bonds or securities of any other company or corporation held by the company, or partly in one and partly in the other;

To undertake the construction of canals, wharves, warehouses and construction works of every kind and description, to carry on the

vaux et les entreprises comme entrepreneurs ou constructeurs généralement;

Fournir les estimés, plans, devis, spécifications et tous autres détails et données relativement à des travaux et à des constructions de tous genre et description;

Acquérir, détenir et posséder toute la propriété mobilière et immobilière qui pourrait être nécessaire ou incidente à l'exercice d'aucun des pouvoirs accordés à la compagnie, et vendre, louer ou autrement disposer desdites propriétés;

Acquérir, pour toutes considérations que la compagnie jugera convenables, y compris même des actions libérées de la compagnie, la propriété, les droits, l'entreprise et l'actif de toute société, compagnie, corporation de tout syndicat ou personne s'occupant de tous ou de quelqu'un des objets pour lesquels la présente compagnie est dès à constituée en corporation;

Faire toutes autres choses et affaires qui ne sont pas spécifiées, ici, mais qui pourraient se faire incidemment aux buts de la compagnie ou qui pourraient être utiles pour exercer plus parfaitement et plus complètement tous les pouvoirs accordés à la compagnie;

S'amalgamer ou se fusionner avec toute autre compagnie;

Exiger et recevoir rémunération pour ses services et accepter cette rémunération, soit en deniers comptants, ou en propriété mobilière ou immobilière, et conclure toute convention avec toute personne ou personnes pour la promotion de la compagnie, et émettre des actions acquittées en compensation des services rendus, ou les payer en deniers comptants ou partie l'un ou partie l'autre;

Vendre, échanger ou disposer de la totalité ou d'une partie de la susdite propriété, des valeurs ou droits aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables;

Distribuer entre les membres de la compagnie, en nature, toutes parts, débentures, valeurs ou propriétés appartenant à la compagnie;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer, ou assister dans la promotion, l'administration, l'organisation ou le développement de toute corporation, compagnie, syndicat ou entreprise;

Agir comme agents et courtiers pour le placement, le paiement, la transmission d'argent;

Agir comme agents aux fins d'enregistrer, émettre, countersigner et certifier les transferts et les certificats d'actions, stocks, bons et débentures ou autres obligations de toute autre association, corporation ou compagnie, et émettre, au nom de ces susdites association, corporation ou compagnie des reçus intérimaires, en attendant la délivrance ou livraison des certificats par les susdites compagnies ou corporations;

Faire tous les actes nécessaires pour entreprendre et mener à bonne fin toutes les affaires que ladite compagnie est autorisée à faire; et pour tous les services et devoirs rendus, charger, collecter et recevoir toute rémunération appropriée, légale ou usuelle, frais et dépenses encourus;

Acquérir l'entreprise de toutes association, société, compagnie, corporation ou personne, aux termes et conditions qui seront jugés convenables;

Faire des conventions, contrats, ententes avec toute personne, société, association, syndicat, compagnie, corporation ou personnes pour faire, administrer ou gérer des affaires ou toutes les affaires de la compagnie, le tout aux conditions qui seront jugées convenables;

business, works and undertakings of general contractors or builders;

To supply estimates, plans, drawings, specifications and any other details and data respecting works and constructions of every kind and description;

To acquire, hold and possess any movable and immovable property which may be necessary for or incidental to the exercise of any of the powers granted to the company, and to sell, lease or otherwise dispose of the said property;

To acquire for any consideration which the company may think fit, including paid-up shares of the company, the property, rights, undertakings and assets of any partnership, company or corporation and of any syndicate or person engaged in all or any of the objects for which the present company is incorporated;

To do all other things and matters not specified herein but which may be incidentally carried on with the purposes of the company; or which may seem useful for the proper and complete carrying out of all the powers granted to the company;

To amalgamate or merge with any other company;

To exact and receive remuneration for its services and to accept such remuneration either in cash or in movable or immovable property, and to enter into any agreement with any person or persons for the promotion of the company, and to issue paid up shares in compensation for services rendered or pay for the same in cash or partly in one and partly in the other;

To sell, exchange or dispose of the whole or any part of the aforesaid property, securities or rights on such terms and conditions as the company may think proper;

To distribute among the members of the company in kind any shares, debentures, securities or property belonging to the company;

To promote, organize, manage or develop or assist in promoting, organizing, managing or developing any corporation, company, syndicate or undertaking;

To act as agents and brokers for the investment, payment and transmission of monies;

To act as agent for the purposes of registering, issuing, countersigning and certifying the transfers and certificates of shares, stocks, bonds and debentures or other obligations of any other association, corporation or company, and to issue in the name of such association, corporation or company interim receipts while awaiting the delivery or handing over of the certificates for the aforesaid companies or corporations;

To do all acts necessary for undertaking and carrying out all the businesses which the said company is authorized to carry on; and for services and duties rendered, to charge, collect and receive any appropriate, lawful or usual remuneration and the costs and expenses incurred;

To acquire the undertaking of any association, partnership, company, corporation or person on such terms and conditions as may be deemed proper;

To enter into any arrangements, contracts, agreements with any person, partnership, association, syndicate, company, corporation or person for carrying on, administering or managing the business or businesses of the company, the whole on such conditions as may be deemed proper;

Donner en paiement comme considération, indemnité, ou compensation de toute acquisition faite par achat, échange ou autrement, de tout service rendu, soit comme agent, mandataire pour louage d'ouvrage ou autrement, des actions acquittées en tout ou en partie, des obligations, ou toute autre valeur de la compagnie, ou des actions acquittées en tout ou en partie, des obligations, ou toute autre valeur de toute société, association, syndicat, compagnie, corporation que la compagnie pourra posséder ou de l'argent, ou partie l'un ou partie l'autre;

Aucun des pouvoirs accordés par les présentes lettres patentes ne devra être restreint ou limité par l'application ou l'interprétation des autres pouvoirs accordés;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles pour l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Bray, Caron & Dubé, Limitée", avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2500) actions de cent piastres (\$100.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province.

1945. C.-J. SIMARD.

"Canadian Scottish Securities Corporation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de février 1924, constituant en corporation: Allan Grant MacMartin, marchand, John Burns, shérif, et Francis Bramwell Wilson, secrétaire, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Transiger et conduire une agence générale de courtiers, et agir comme agents et courtiers pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la collection d'argent, pour le transfert et l'enregistrement de bons, débetures, actions et autres valeurs, et pour l'achat, la vente et l'amélioration, le développement, l'administration et la réorganisation de toute propriété, affaire ou entreprise, et l'administration, le contrôle ou la direction de syndicats, de sociétés, d'associations, de compagnies ou corporations, et agir comme comptables, auditeurs, agents d'immeubles et courtiers en toutes sortes d'affaires;

Garantir, souscrire à, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme principal ou agent, et absolument comme propriétaires ou au moyen de sûretés collatérales ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement disposer de, trafiquer de bons, débetures, stocks, parts ou autres valeurs de tout gouvernement, de toute corporation municipale ou scolaire, ou toute affaire de banque, et de toute compagnie, corporation d'utilité publique, commerciale et industrielle, conformément à l'article 5985 de la Loi des Compagnies de Québec, 1920;

Acquérir par achat, bail, échange ou autre titre légal, et vendre et autrement trafiquer de la propriété, de l'entreprise et des affaires de toute corporation commerciale, manufacturière ou mercantile, et de toute firme, société ou individu, dans le but de promouvoir et d'organiser des compagnies pour les administrer, et conduire,

To give in payment as the consideration, indemnity or compensation of any acquisition made by purchase, exchange or otherwise, of any service rendered either as agent, attorney for the hire of service or otherwise, wholly or partly paid-up shares, bonds or any other securities of the company, or wholly or partly paid up shares, bonds or any other securities of any partnership, association, syndicate, company, corporation which the company may possess or in cash, or partly in one or partly in the others;

None of the powers granted in the present letters patent shall be restricted or limited by the application or interpretation of any other powers granted;

And without limiting the generality of the above powers, to do all matters and things which may be deemed necessary and suitable for the accomplishment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Bray, Caron & Dubé, Limitée", with a total capital-stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (2,500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Scottish Securities Corporation, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1924, incorporating: Allan Grant MacMartin, salesman, John Burns, sheriff, and Francis Bramwell Wilson, secretary, of the city of Montreal, for the following purposes:

To transact and carry on a general agency and brokerage business, and to act as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer and recording of bonds, debentures, shares or other securities, and for the purchase, sale and improvement, development and management and reorganization of any property, business or undertaking, and the management, control or direction of syndicates, partnerships, associations, companies or corporations, and to act as accountants, auditors, real estate agents, and brokers of all kinds;

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds, debentures, stocks, shares or other securities of any government, any municipal and school corporation, any banking, public utility, commercial and industrial company or corporation, in conformity with article 5985 of the Quebec Companies, Act, 1920;

To acquire by purchase, lease, exchange or other legal title and to sell and otherwise deal in the property, undertaking, and business of any commercial, manufacturing or other trading corporation and of any firm, partnership or individual, for the purpose of promoting and organizing companies to carry on the same, and

opérer et exercer toute affaire, propriété, entreprise ainsi acquises par la compagnie;

Promouvoir, organiser, administrer, développer ou aider à la promotion, l'organisation, au développement ou à l'administration de toute compagnie ou corporation, et prélever ou aider à prélever des fonds pour, et aider, au moyen de bons, prêts, promesses, endossements, garanties de bons, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation, et offrir pour souscription publique, toutes actions, stocks, bons, débetures ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation;

Agir comme agents, représentants, procureurs ou administrateurs pour toute compagnie ou corporation ou aucun de leurs actionnaires;

Être procureurs de toute compagnie ou corporation et transférer et céder, ou faire transférer ou céder toutes propriétés foncières ou personnelles, mobilières ou immobilières, droits, privilèges, pouvoirs, contrats, concessions et franchises que telle compagnie ou corporation pourrait être autorisée ou aurait le pouvoir de prendre ou d'acquérir;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour, et aider au moyen de prêt, de boni, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres sûretés ou autrement, toute autre personne ou compagnie et garantir l'exécution de contrats par toutes telles compagnies, corporations ou par toutes telles personnes ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Agir généralement comme procureurs et agents pour la transaction d'affaires, le placement de fonds, l'administration de successions, la collection de prêts, rentes, intérêts, dividendes, dettes, mortgages, débetures, bons, billets, notes, coupons et autres valeurs ou argents;

Conduire une affaire générale de courtage en rapport avec aucune des fins de la compagnie, et faire toutes telles autres choses comme se rapportant ou favorisant la réalisation d'aucun des objets de la compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autrement et détenir, utiliser, améliorer, administrer, charger, louer, vendre, aliéner et faire le commerce de terrains;

Construire, maintenir et opérer ou louer des bâtisses et des constructions convenables pour recevoir et emmagasiner des effets personnels de toute nature et de toutes sortes; et agir comme agents, consignataires et gardiens d'iceux et recevoir en dépôt, et pour en prendre soin, toutes sortes de propriétés personnelles pour tels termes qui pourraient être déterminés; -

Prendre et détenir des mortgages pour toute balance non-payée du prix d'achat de tous terrains ou intérêts s'y rapportant, de toutes bâtisses, constructions, matériaux de construction vendus par la compagnie, et prendre, acquérir et détenir comme considération et sûreté pour les marchandises fournies ou pour du travail fait, des actions, bons, débetures, mortgages, hypothèques, liens, titres hypothécaires, gages ou toute autre sûreté de toute personne, compagnie ou corporation, trafiquant ou faisant du commerce avec cette compagnie, et les vendre ou autrement en trafiquer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait

to manage, operate and carry on any business, property and undertaking so acquired by the company;

To promote, organize, manage, develop or to assist in the promotion, organization, development or management of any corporation or company, and to raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any company or corporation;

To act as agent, proxy, attorney or manager of any company or corporation, or any shareholder thereof;

To procure for any company or corporation and to convey and assign, or cause to be conveyed or assigned thereto, any properties, real and personal, movable and immovable, rights, privileges, powers, contracts, concessions and franchises which such company or corporation may be authorized or empowered to take or acquire;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To act generally as attorneys and agents for the transaction of business, the investment of funds, the management of estates, the collection of loans, rents, interests, dividends, debts, mortgages, debentures, bonds, bills, notes, coupons and other securities or moneys;

To conduct a general brokerage business in connection with any of the purposes of the company, and to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the objects of the company;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to hold, use, improve, manage, charge, lease, sell, dispose of and deal in lands, tenements and hereditaments;

To construct, maintain and operate, or to lease buildings and structures suitable for the reception and storage of personal property of every nature and kind; to act as agents, consignees and bailees thereof, and to take all kinds of personal property for deposit and safe-keeping upon such terms as may be agreed upon;

To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase price, on any lands or interests therein, buildings, erections or building material sold by the company, and to take, acquire and hold as a consideration or security for goods supplied or work done, shares, bonds, debentures, mortgages, hypothecs, pledges, chattel mortgages, liens or any other security of any person, company or corporation trading with or dealing with this company, and to sell or otherwise dispose of same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant,

le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Acheter, ou acquérir autrement toutes patentes, brevets d'invention, actions, licences, baux, toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis au sujet de ou rendre profitables les biens, les droits, intérêts ou les renseignements acquis de cette manière;

Acheter, louer ou autrement acquérir, pour telle considération que la compagnie jugerait convenable, toute affaire ayant un caractère et des objets semblables à aucune des affaires de cette compagnie;

Émettre et distribuer, comme parts totalement acquittées de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement ou partie de paiement de toute propriété mobilière ou immobilière, de tous droits, bail, affaire, franchises, entreprise, pouvoirs, privilèges, licence, concession, stock, bons, et débetures et autre propriété, droits qu'elle peut légitimement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété et de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle, moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et spécialement pour des actions, débetures ou obligations ou sûretés d'aucune autre compagnie;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie signification d'aucune procédure ou action;

Faire des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la co-opération, les aventures conjointes, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne, association, firme ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer et d'exploiter toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, et acheter ou autrement acquérir et assumer la totalité ou toute partie des biens comprenant la clientèle de l'affaire, la propriété, des privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute telle compagnie, personne ou société, et prendre et autrement acquérir des parts et des sûretés de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les remettre avec ou sans garantie, ou autrement en trafiquer, conformément à l'article 5985 de la Loi des Compagnies de Québec, 1920;

S'unir à toute compagnie ou compagnies ayant des objets semblables ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie et prendre des actions dans lesdites compagnies, et garantir l'exécution de contrats par toute telle personne ou compagnie avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en dividendes ou autrement, toute propriété de

and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, grants, licenses, leases, concessions, trade names, trade marks and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated to benefit this company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, interest or information so acquired;

To purchase, lease or otherwise acquire for such consideration as the company may think proper, any business similar in character and object to any of the businesses of this company;

To issue and allot as fully paid up shares of the company hereby incorporated in payment or part payment of any property, movable or immovable, property, rights, lease, business, franchise, undertaking, powers, privileges, license, concession, stock, bonds and debentures or other property rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers hereby granted;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think proper and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein, according to the laws of such foreign countries, to represent this company, and to accept service for and on behalf of this company of any process or suit;

To enter into an agreement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, partnership, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, and to purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, including the good-will of the business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any such company, person or partnership, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal in the same, in conformity with article 5985 of the Quebec Companies' Act, 1920;

To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those of this company, and to take shares therein, and to guarantee the performance of contracts by any such person or company with which the company may have business relations;

To draw, make, accept, endorse and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To distribute among the shareholders of the company, by dividend or otherwise, any of the

la compagnie, en espèces ou en nature, et particulièrement toutes parts acquittées, bons, débetures et des stocks, débetures, valeurs d'autres compagnies;

Adopter telles mesures pour faire connaître les affaires de la compagnie qui pourraient être jugées convenables et en particulier par des annonces dans la presse, par des circulaires, livrets, pamphlets, petites feuilles et autrement;

Payer à même les fonds de la compagnie tous frais et dépenses de, et se rapportant à l'incorporation et à l'organisation de cette compagnie;

Placer les deniers disponibles de la compagnie sur les valeurs et de la manière qui seront déterminées de temps à autre;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents, contracteurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire tout et toutes choses nécessaires, raisonnables, convenables ou désirables pour l'accomplissement d'aucun ou plus des objets énumérés dans les présentes, ou qui pourraient, en aucun temps, sembler nécessaires à la protection ou dans l'intérêt de la compagnie, soit comme détenteurs de, ou comme étant intéressés dans toute propriété, actions, bons, débetures ou autres valeurs, sous le nom de "Canadian Scottish Securities Corporation, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres, (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions, de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau-chef de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1947 C.-J. SIMARD.

"C. Jobin, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1924, constituant en corporation: Chrysanthé Jobin, entrepreneur général, J.-Arthur Jobin, Maurice Jobin, comptables, tous de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'entrepreneurs généraux;

Opérer une manufacture de portes, châssis, bois préparés et de tous autres articles de construction;

Faire le commerce de bois en général et de matériaux de construction;

Avoir le droit d'acheter tout commerce en opération dans les lignes ci-dessus;

Acheter, posséder, vendre, louer des immeubles et faire le commerce d'immeuble en général;

Emprunter des deniers pour les fins de la compagnie sur émission de débetures ou autrement, avec les garanties nécessaires;

Payer par actions de la compagnie ou en deniers toute acquisition de biens faite pour la compagnie, sous le nom de "C. Jobin, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau chef de la compagnie sera en la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1949 C.-J. SIMARD.

property of the company in specie or kind, and particularly paid up shares, debentures, or debenture stock of any other company;

To adopt such means of making known the business of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, booklets, pamphlets, leaflets and otherwise;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses of and incidental to the incorporation and organization of this company;

To invest the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any one or more of the objects herein enumerated, or which shall or may at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the company, either as holders of, or as being interested in, any property, shares, bonds, debentures or other securities, under the name of "Canadian Scottish Securities Corporation, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1948 Assistant Provincial Secretary.

"C. Jobin, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1924, incorporating: Chrysanthé Jobin, general contractor, J. Arthur Jobin, Maurice Jobin, accountants, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors;

To operate a door and sash factory and mills for the preparation of wood and any other building materials;

To general deal in wood and building materials;

To have the right to buy any business as a going concern in the above lines;

To buy, possess, sell, lease real estate and to carry on a general real estate business;

To borrow money for the purposes of the company on the issue of debentures or otherwise with the necessary securities;

To pay with shares of the company or in cash any acquisition of property made for the company, under the name of "C. Jobin, Limitée", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1950 Assistant Provincial Secretary.

"Club du Lac des Six Frères, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour d'avril 1924, constituant en corporation: Auguste Mathieu, Jacques Perron, avocats, Armand Charbonneau, étudiant, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce et avoir la jouissance de droits de pêche et de chasse;

Acquérir par vente, bail, échange ou autrement, et détenir des droits de chasse et de pêche, dans le but de pêcher à la perche et à la ligne;

Acquérir et détenir de la propriété mobilière et immobilière et exercer tous les droits riverains qui pourraient appartenir à telle propriété;

Louer, vendre, échanger ou autrement disposer de droits de pêche et de chasse, ou des propriétés mobilières ou immobilières appartenant à la compagnie, ou louées par elle, ou toutes parties ou portions d'icelles;

Construire sur les terrains détenus par la compagnie, des maisons et hôtels, édifices à l'usage de, ou en rapport avec la chasse et la pêche;

Avoir, posséder et exercer tous les pouvoirs qui peuvent être obtenus sous l'autorité de la Loi des Compagnies de Québec, 1920, et qui peuvent être nécessaires ou utiles, directement ou indirectement, pour la réalisation des fins pour lesquelles cette compagnie est formée;

Payer pour les terrains, droits de chasse et de pêche, meubles, immeubles, qu'elle pourra acquérir, avec des actions de la compagnie, entièrement libérées, sujettes aux conditions imposées par la Loi des Compagnies de Québec, 1920, sous le nom de "Club du Lac des Six Frères, Incorporé", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour d'avril 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1951

C.-J. SIMARD.

"Club du Lac des Six Frères, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1924, incorporating: Auguste Mathieu, Jacques Perron, advocates, Armand Charbonneau, student, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and enjoy hunting and fishing rights;

To acquire by sale, lease, exchange or otherwise, and hold hunting and fishing rights, for the purpose of fishing with rod and line;

To acquire and hold property, movable and immovable, and to exercise all riparian rights which may appertain to such properties;

To lease, sell, exchange or otherwise dispose of hunting and fishing rights or properties, movable and immovable, belonging to the company or leased by it or any part or portion thereof;

To build upon the lands held by the company houses and hotels, buildings to be used in connection with hunting and fishing;

To have, possess and exercise all the powers that may be possessed under the Quebec Companies' Act, 1920, and which may be necessary or useful, directly or indirectly, for attaining the purposes for which the company is formed;

To pay for the lands, hunting rights and fishing rights, movables and immovables that it shall acquire with fully paid up shares of the company, subject to the conditions imposed by said Quebec Companies' Act, 1920, under the name of "Club du Lac des Six Frères, Incorporé", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of April, 1924.

C.-J. SIMARD,

1952

Assistant Provincial Secretary.

"Daigle & Paul, Limitée—Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mars 1924, constituant en corporation: Louis-Armand Daigle, marchand de bois, domicilié au No 408 Chemin Lasalle, Théodore Daigle, bourgeois, domicilié au No 499a de la rue Church, Euclide Desjarlais, avocats, domicilié au No 1316a de la rue Wellington, en la cité de Verdun, George-Alphonse Paul, marchand de bois, domicilié au No 170 rue Champigny, Damien-Armand Taillefer, géant, domicilié au No 1395 de la rue Delorimier, cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Sans exclure ou limiter les droits conférés par la loi aux compagnies:

1. Exercer l'industrie et faire le commerce:

a. Du bois, sous toutes ses espèces et dans tous ses usages, en produits et sous-produits;

b. De toutes les choses dans la fabrication desquelles entre le bois;

c. De toutes les choses qui peuvent être l'objet d'un commerce, négoce ou industrie.

2. Manufacturer, fabriquer, ouvrir, assembler,

"Daigle & Paul, Limitée—Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1924, incorporating: Louis Armand Daigle, lumber merchant, domiciled at No. 408, Lasalle Road, Théodore Daigle, gentleman, domiciled at No. 499a, Church Street, Euclide Desjarlais, advocate, domiciled at No. 1316a Wellington Street, in the city of Verdun, George Alphonse Paul, lumber merchant, domiciled at No. 170, Champigny Street, Damien Armand Taillefer, manager, domiciled at No. 1395 Delorimier Street, city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

Without including or limiting the rights conferred by laws to companies:

1. To carry on the industry and deal in:

a. Wood, of all kinds and in all its uses, in products and by-products;

b. Of all things in the manufacturing of which wood enters;

c. Of all things which may be the object of business, trade or industry.

2. To manufacture, fabricate, work, assemble,

importer, exporter, acheter et vendre tout ce qui peut être objet de commerce.

3. Acquérir, totalement ou partiellement, par achat, échange, contrôle ou autrement, tout actif mobilier ou immobilier, tout droit quelconque, possédés ou détenus, dans tout commerce, négoce ou industrie, par toute personne, société, association ou compagnie, et à ces fins:

a. Assumer, aux lieu et place d'aucune de ces dernières, totalement ou partiellement, tout passif ou toute responsabilité quelconque.

b. Faire avec aucune d'elles tout arrangement et convention que la présente compagnie jugera utile et avantageux, quant aux prix, conditions d'achat, d'échange ou de contrôle.

c. Payer ces acquisitions, en totalité ou en partie, avec des actions ordinaires, privilégiées, ou hypothécaires, libérées, de la présente compagnie, ou avec des actions ou valeurs détenues ou possédées par elle, ou avec de l'argent, ou autrement.

d. Acquérir, sous la présente autorité, et dans ces conditions, le commerce exercé à Montréal, par Messieurs Armand Daigle et Alphonse Paul, sous la raison sociale de "Daigle & Paul".

4. Acquérir et contrôler, par achat, bail, échange et licence, ou tout autre titre, des concessions forestières, terrains boisés, bois debout ou coupés, coupes de bois, des droits de coupe, droits d'estacades, droits de passage, forces hydrauliques, droits de servitudes, brevets, permis, marques de commerce, droits de patentes, clientèle, biens-fonds, immeubles, valeurs et biens, ou partie divise ou indivise d'iceux, en faire le commerce, les vendre, échanger, louer, donner en garantie, ou autrement en disposer.

5. Pour toutes fins corporatives industrielles et commerciales, acquérir, construire sur des terrains que possède ou contrôle la compagnie, améliorer et développer, exploiter et vendre ou autrement en disposer, des voies ferrées, tramways et leurs accessoires, canaux, écluses, glissoirs, jetées, quais, aqueducs, routes, chemins, ponts et autres travaux, barges, remorqueurs et autres bateaux, améliorer lacs et rivières, seule ou avec d'autres.

6. Acquérir, par achat ou autrement, construire, entreprendre, exploiter, maintenir des aqueducs ou autres travaux d'utilité publique, acquérir des privilèges, permis, franchises, contrats, exemptions de taxes et autres droits, les vendre ou autrement en disposer.

7. Faire affaire comme compagnie de biens fonds et terrains, et comme agence foncière, agir comme courtiers en immeubles et estimateurs et comme agents d'assurance, avec pouvoir d'acquérir, acheter en vertu d'aucun titre, détenir, posséder, surveiller, entretenir, contrôler, gérer, exploiter, développer, hypothéquer, donner en garantie, louer, vendre, transférer, échanger, améliorer, cultiver, faire arpenter, subdiviser, céder gratuitement des rues ou ruelles, ou autrement trafiquer et disposer de biens fonds et propriétés, bâtisses et immeubles, valeurs, intérêts ou droits en iceux, ainsi que toutes autres espèces de propriétés et effets et à ces fins, affecter et employer le capital de la compagnie.

8. Construire, bâtir à entreprise, ou autrement, sur des terrains appartenant à la compagnie, ou dans lesquels elle peut être, en aucune façon, intéressée, toutes usines, édifices, résidences, pouvant servir à aucune fin quelconque, et faire le commerce de toutes choses pouvant servir à la construction.

9. Souscrire, acheter ou d'aucune manière

import, export, buy and sell everything which may be the object of trade.

3. To acquire in whole or in part by purchase, exchange, control or otherwise any movable or immovable assets and any right whatever possessed or held, in any business, trade or industry, by any person, partnership, association or company, and for such purposes:

a. To take over, in lieu and place of any of the latter, in whole or in part, any liabilities or any responsibility whatever.

b. To enter with any thereof into any arrangement and agreement which the present company may think useful and advantageous, as to prices, conditions of purchase, exchange or control:

c. To pay for such acquisitions, in whole or in part, with paid up common, preferred shares or debenture-stock of the present company or with shares or securities held or possessed by it, or with cash or otherwise.

d. To acquire under the present authority and under such conditions, the business carried on at Montreal by Messrs. Armand Daigle and Alphonse Paul, under the firm name of "Daigle & Paul".

4. To acquire and control by purchase, lease, exchange and licence, or any other title, timber lands, wooded lands, standing or cut timbers, timber licenses, stumpage rights, booming rights, right of way, water powers, rights of servitudes, patents, licenses, trade-marks, patent rights, good-will, real estate, immoveables, assets and property, or divided or undivided part thereof, and to deal in, asll, exchange, lease, pledge or otherwise dispose of the same.

5. For any industrial and commercial purposes of the company, to acquire and construct upon any lands possessed or controlled by the company, improve and develop, operate and sell or otherwise dispose of railways, tramways and their accessories, canals, dams, slides, piers, wharves, waterworks, ways, roads, bridges and other works, barges, tugs and other vessels, to improve lakes and rivers, alone or with others.

6. To acquire by purchase or otherwise, construct, undertake, operate, maintain waterworks or other works of public utility, acquire privileges, licenses, franchises, contracts, exemption from taxes and other rights and to sell or otherwise dispose of the same.

7. To carry on the business of a real estate and land company and a real estate agency, to act as real estate brokers and valuers and insurance agents with power to acquire, buy under any title, hold, possess, superintend, maintain, control, manage, operate, develop, hypothecate, pledge, lease, sell, transfer, exchange, improve, cultivate, survey, subdivide, convey gratuitously streets or lanes or otherwise deal in and dispose of real estate and property, buildings and immovables, securities, interests or rights therein as well as any other kind of property and effects, and for such purposes, to apply and use the capital of the company.

8. To construct, build by the job or otherwise, on lands belonging to the company or in which it may in any manner be interested, any shops, buildings, residences, capable of being used for any purposes whatever, and to deal in all things capable of being used for building purposes

9. To subscribe for, buy, or in any manner

acquérir et détenir des actions, du capital, des débetures, bons, obligations, billets et autres valeurs émises ou garanties par aucun gouvernement ou autre corporation, ou par aucune compagnie constituée ou faisant affaires dans la Puissance du Canada, ou ailleurs, aussi les vendre ou autrement en disposer, les donner en garantie, et garantir aucunes telles valeurs.

10. Eriger, exploiter, faire fonctionner des hôtelleries, restaurants, maisons de rapport, maisons de location, résidences, maisons de pension, lieux d'amusements, et faire tous actes pour obtenir ces fins.

11. Solliciter, acheter, louer, exploiter, ou autrement acquérir, ou en disposer, des caveats, patentes, droits, brevets, améliorations et procédés enregistrés, licences, concessions, marques, noms, dessins de commerce et choses semblables, ou aucun intérêt en ic eux, ou autres renseignements relatifs à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucune des fins corporatives.

12. Acheter et vendre des actions et des obligations, souscrire à des émissions d'actions et d'obligations; acheter et vendre des émissions d'actions ou d'obligations, encaisser les coupons d'intérêts, d'obligations et d'effets de commerce.

13. Aider à promouvoir, organiser, développer ou administrer aucune corporation ou compagnie prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement, aucune personne ou aucune corporation dans le capital-actions de laquelle la présente compagnie a des parts ou avec laquelle elle peut se trouver en relations d'affaires; s'engager pour lesdites compagnies ou personnes ou conjointement avec elles, et garantir leurs dettes et obligations.

14. Faire affaires comme agents d'aucune compagnie ou personne.

15. Etablir en tous endroits que la compagnie jugera à propos, des succursales, agences, pour tout genre de commerce ou d'industrie exercé par la compagnie.

16. Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile ou nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs, et ce, en aucun temps, et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire lesdits emprunts aux termes et conditions, et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie jugera raisonnables, ou tout privilège sur ses biens mobiliers ou immobiliers.

17. Emettre en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera utile et nécessaire, des actions obligations (debenture stock), et en disposer pour les montants et aux termes que la compagnie croira convenables.

18. Hypothéquer, garantir ou mettre en gage, par acte authentique, pour garantir le paiement des obligations, débetures, actions-obligations (debenture-stock) qu'elle est autorisée à émettre par la loi ou sa charte, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, que la compagnie possède et possèdera dans la province, et d'une manière générale exercer sous les conditions y mentionnées tous les pouvoirs accordés par la loi.

19. Distribuer en nature, parmi ses actionnaires, toutes actions ou autres valeurs d'autres corporations, corps publics ou compagnies que la présente compagnie peut posséder.

20. Emettre ou distribuer des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, obligations-actions (debenture-stock) ou autres valeurs de la compagnie, et payer avec icelles pour tous services, toutes dettes et obligations de la com-

acquire and hold shares, stock, debentures, bonds, obligations, notes and other securities issued or guaranteed by any government or other corporation or by any incorporated company carrying on business in the Dominion of Canada or elsewhere, also to sell or otherwise dispose of, pledge and guarantee any such securities.

10. To erect, operate, conduct hostelries, restaurants, tenement houses, apartment houses, residences, boarding houses, places of amusements and to do all acts for the attainment of such purposes.

11. To apply for, buy, lease, operate or otherwise acquire or dispose of caveats, patents, rights, brevets, improvements and registered processes, licenses, concessions, trade-marks and trade-names, industrial designs and the like or any interests therein or other informations as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company;

12. To buy and sell shares and bonds, subscribe to issues of shares and bonds; buy and sell issues of shares or bonds, cash interest coupons, bonds and commercial instruments.

13. To assist in promoting, organizing, developing or managing any corporation or company, raise and assist in raising money, to aid by way of boni, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise any person or any corporation in the capital-stock of which the present company hold shares or with which it may have business dealings; to be security for such companies or persons or jointly with them and to guarantee their debts and obligations.

14. To carry on business as agents of any company or person.

15. To establish in any place which the company may think convenient branches, agencies, for any kind of business or industry carried on by the company.

16. To borrow any sums which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertakings or the exercise of any of its powers, and that, at any time and as often as it may think proper, and to contract the said loans on such terms and conditions and by giving such securities and hypothecs as the company may think reasonable, or any privilege on its movable and immovable property.

17. To issue at any time and as often as it may think fit useful and necessary debenture-stock and to dispose of the same for such sums and on such terms as the company may think convenient.

18. To hypothecate, mortgage or pledge by authentic deed, to secure the payment of the bonds, debentures, debenture-stock it is authorized to issue, by law or its charter, the movable or immovable property, present or future, which the company now owns and may own in the Province, and generally to exercise under the conditions herein mentioned all the powers granted by law.

19. To distribute in kind, amongst its shareholders, any shares and other securities of other corporations, public bodies or companies which the company may possess.

20. To issue or allot fully paid-up and non assessable shares, bonds, debenture-stock or other securities of the company and to pay therewith for any services, any debts and liabilities of the company or taken over by it,

pagnie, ou assumées par elle, et les donner en and to pledge the same.
garantie.

21. Faire tous contrats de louage de service, de cautionnements autres que les cautionnements qui doivent être donnés par des compagnies de garantie, de mandat, d'agence, de transaction et généralement tous contrats et conventions quelconques, dont est capable une corporation, sans aucune exception.

21. To enter into any contracts of hire of service, of surety, other than sureties which must be given by surety companies, of mandate, agency, transaction and generally any contracts and agreements within the attributes of the corporation without any exception.

22. Faire aucune convention ou conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la concession réciproque ou à la coopération avec aucune personne, compagnie ou association, constituée ou à être constituée, exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce ou genre d'affaires se rattachant à la réalisation des objets de la présente corporation, ou se fusionner avec elle.

22. To enter into any agreement or arrangements for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, company or association, incorporated or to be incorporated, carrying on or about to carry on any business which the present company is authorized to carry on, or any business or transactions incidental to the attainment of the objects of the present company or to amalgamate therewith.

23. Faire affaires comme compagnie de transport, avec tous les privilèges que ce commerce ou industrie comporte.

23. To carry on the business of a transportation company with all the privileges which such business or industry carries.

24. Faire le commerce de toutes les choses permises par la loi, comme objets de constitution en corporation.

24. To deal in all things permitted by law, as objects of its incorporation.

25. Faire des règlements, entre autres

25. To make by-laws, amongst others:

a. Durant la première année fiscale, le prix du capital-actions de la compagnie sera au pair, pour les fins de la clause B, et les directeurs, à la fin de chaque année financière, ou en aucun temps, fixeront le prix des actions de la compagnie pour l'année suivante, et leur valeur, sujet à la ratification des actionnaires.

a. During the first fiscal year, the price of the stock of the company shall be at par, for the purposes of clause B, and the directors, at the end of each financial year or at any time, shall fix the price of the shares of the company for the following year, and their value, subject to confirmation by the shareholders.

b. Aucun actionnaire ne vendra ou disposera inter vivos, d'aucune action du capital-actions de la compagnie, à l'exception de telles actions offertes en premier lieu par lui aux actionnaires, par l'entremise du bureau de direction, selon la clause C., aux prix fixés par les directeurs, et à la discrétion de ces derniers quant au mode de distribution des dites actions. Et si le bureau de direction ne dispose pas des dites telles actions dans les soixante jours de l'offre de vente, l'actionnaire pourra en disposer à son gré aux personnes non actionnaires, dans un délai de six mois de son avis, et ce délai passé, il devra procéder suivant le même mode pour les vendre.

b. No shareholder shall sell or dispose inter vivos of any shares of the capital stock of the company, with the exception of such shares firstly offered by him to the shareholders, through the Board of Directors, as per clause C, at the price fixed by the directors and in the discretion of the latter as to the mode of distribution of the said shares. And if the board of directors does not dispose of the said shares, within sixty days from the offer to sell, the shareholder may dispose of the same as he may see fit to persons who are not shareholders, within a delay of six months of his notice, and once this delay expired, he must proceed according to the same manner to sell the same.

c. L'actionnaire qui désire vendre ses actions ou parties d'icelles, devra les offrir verbalement au bureau de direction, en assemblée générale, ou spéciale ou par lettres-recommandée adressée au bureau de direction de la compagnie, sous le nom de "Daigle & Paul, Limitée—Limited", avec un capital total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres (\$199,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions privilégiées de cent piastres (\$100.00) chacune, et mille cinq cents (1,500) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

c. Any shareholder desiring to sell his shares or parts thereof, shall first offer them verbally to the board of directors in general or special meeting assembled or by registered letter mailed to the board of directors of the company, under the name of "Daigle & Paul, limitée—Limited", with a total capital stock of one hundred and ninety nine thousand nine hundred dollars (\$199,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each and one thousand five hundred (1,500) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Lesdites actions privilégiées porteront intérêt au taux de huit pour cent (8%) par an, comme dividende fixe, payable aux dates fixées par la compagnie, et les détenteurs desdites actions n'auront pas droit de vote sur icelles, aux assemblées de la compagnie, mais elles conféreront un privilège sur tous les biens de la compagnie et devront être payées de préférence aux actions ordinaires, tant en principal qu'en dividende, le cas échéant, et les actionnaires auront le pouvoir par règlement:

The said preferred shares shall bear interest at the rate of eight per cent (8%) per annum as fixed dividend, payable on the dates fixed by the company, and the holders of the said shares shall have no right to vote thereon at the meetings of the company, but they shall carry a lien over all the property of the company and shall be reimbursed in preference to the common shares, both as to principal and dividend, in such event, and the shareholders shall have the power by by-law.

a. De rendre cumulatif les dividendes des actions privilégiées;

a. To make cumulative the dividends on the preferred shares;

b. De fixer une durée à toute émission d'icelles;

b. To fix the date of maturity of any issue of such preferred shares;

c. De fixer un montant, pour le rachat par la compagnie;

d. De racheter, à même le surplus de la compagnie, et jusqu'à concurrence d'icelui, des actions ordinaires émises par elle.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire-suppléant de la province,
1953 ALEXANDRE DESMEULES.

"Drury & Co".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1924, constituant en corporation: Francis George Bush, Alexander Yeoman et William Patrick Creagh, sténographes, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce de placement de fonds, capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents, et entreprendre et exercer et faire toutes sortes d'opérations financières, commerciales et autres, et exercer toutes autres affaires qui sembleraient susceptibles d'être conduites convenablement en rapport avec aucune des affaires de cette compagnie ou calculées pouvoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur ou faciliter la réalisation de, ou rendre profitable aucune des propriétés de la compagnie;

Souscrire à, conditionnellement ou non, garantir, émettre sur commission ou autrement, prendre, détenir, trafiquer de et convertir des valeurs, actions et sûretés de toutes sortes, et entrer en société ou faire tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, les concessions réciproques ou coopération, avec tout individu, société ou compagnie, et promouvoir et aider à la promotion, et constituer, former ou organiser des compagnies, des syndicats ou sociétés de toutes sortes, dans le but d'acquérir toute propriété, entreprise et engagements de cette compagnie ou de toute autre compagnie, ou d'en favoriser directement ou indirectement les objets, ou pour toutes autres fins que la compagnie croirait avantageuses;

Placer de l'argent à intérêt sur la garantie de terrains, mines, plantations, manufactures, établissements industriels, stocks, actions, garanties, marchandises et autre propriété en franc-alleu et à bail, et généralement prêter et avancer de l'argent à telles personnes, et sous tels termes et sujet à telles conditions qui sembleraient avantageuses;

Acheter, vendre, améliorer, administrer, rendre profitables, disposer de et trafiquer de terrains, mines, plantations, manufactures, établissements industriels, valeurs, actions, sûretés, marchandises et autres propriétés, sur la garantie desquels toutes avances peuvent avoir été faites par la compagnie, et, ce qui concerne les terrains, en développer les ressources en nettoyant, drainant, faisant des plantations, construisant ou améliorant, minant, vendant ou érigeant des travaux publics et autres accommodations, et généralement exercer tout autre commerce, manufacturier ou autrement, qui pourrait être exercé convenablement, conjointement avec celui de la compagnie;

Émettre des débetures, actions-débetures, bons, obligations et garanties de toutes sortes, et les rédiger, les constituer et les assurer, comme

c. To fix the value for their redemption by the company;

d. To redeem, out of the surplus profits of the company, and up to the extent thereof, the common shares issued by it.

The head office of the company will be in the city of Montreal, Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of March, 1924.

ALEXANDRE DESMEULES,
1954 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Drury & Co".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1924, incorporating: Francis George Bush, Alexander Gordon Yeoman and William Patrick Creagh, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents, and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, trading and other operations and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

To subscribe for, conditionally or unconditionally, to underwrite, issue on commission or otherwise take, hold, deal in and convert stocks, shares and securities of all kinds, and to enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, partnership or company and to promote and aid in promoting, and to constitute, form or organize companies, syndicates or partnerships of all kinds for the purpose of acquiring any property and undertaking and liabilities of this or any other company, or of advancing directly or indirectly the objects thereof or for any other purpose which this company may think expedient;

To invest money at interest on the security of free-hold and lease-hold, land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property and generally to lend and advance money to such persons and upon such terms and subject to such conditions as may seem expedient;

To buy, sell, improve, manage, turn to account, dispose of and deal in land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property on the security of which any advances shall have been made by the company, and as regards land, to develop the resources thereof by cleaning, draining, planting, building or improving, mining, selling or constructing public works and conveniences and generally to carry on any business, manufacturing or otherwise, which can be conveniently carried on in connection with any of the company's objects;

To issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds and to frame, constitute and secure the same as may

il semblerait convenable, avec plein pouvoir de les rendre transférables par livraison ou transfert ou autrement, et soit perpétuels ou limités, et soit rachetables, convertibles ou autrement, les attacher ou les assurer par fidéicommiss ou autrement sur l'entreprise de la compagnie, ou sur toute propriété et droits spécifiquement désignés, présents ou futurs de la compagnie, comprenant, que la chose est jugée convenable, le capital non appelé ou de toute autre manière;

Acheter ou autrement acquérir et détenir ou autrement trafiquer de propriété mobilière et immobilière, et de droits de toutes sortes, et, en particulier, de terrains, édifices, héritages, affaires ou établissements industriels et entreprises, mortgages, charges, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, licences, privilèges, sûretés, polices, dettes courantes et tout intérêt dans la propriété mobilière ou immobilière, toute réclamation contre telle propriété ou contre toutes personnes ou compagnies et choses en litige de toutes sortes;

Acquérir et détenir ou autrement faire le commerce de stocks, valeurs, débetures, actions, certificats ou garanties de tout gouvernement, état, dominion, autorité souveraine ou suprême, municipale, locale ou autrement, et tous bons, actions-débetures, certificats, obligations, actions, capital ou sûretés de toute compagnie établie dans le but de construire et administrer tous chemins de fer, tramways, compagnies de gaz, aqueducs, dock, téléphone, télégraphe, électricité, lumière ou toute autre entreprise industrielle;

Emprunter et prélever des fonds par l'émission ou la vente de bons, mortgages, débetures ou actions-débetures de la compagnie, et investir les fonds ainsi prélevés dans toutes telles entreprises comme ci-dessus;

Acquérir tous tels placements comme ci-dessus par souscription originale, soumission, participation dans des syndicats ou autrement, et totalement payés ou non, et en faire le paiement sur appel ou avant les appels ou autrement, et les garantir et les souscrire conditionnellement ou autrement, et soit en vue de placements ou pour reventes ou autrement varier les placements de la compagnie et généralement vendre, échanger ou autrement disposer de, trafiquer de, et rendre profitables tous les biens de la compagnie;

Faire des avances sur tels placements comme ci-dessus, faire des prêts, offrir pour souscription publique ou autrement, et aider ou aider à effectuer tels placements comme susdit, donner toute garantie relativement à tous tels placements, émis par, ou acquis par l'intermédiaire de, ou de la compagnie ou autrement; recevoir de l'argent, des documents, des valeurs en sauvegarde pour la transmission, ou en dépôt, à intérêt ou autrement, tirer, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre ou autrement négocier des billets promissoires, lettres de change, lettres de crédit, mandats, coupons, certificats, lettres circulaires et autres instruments de commerce, sûretés, documents négociables ou transférables;

Offrir pour souscription publique, toutes actions ou valeurs ou débetures ou actions-débetures ou autres sûretés de, ou autrement, établir ou promouvoir ou concourir dans l'établissement ou la promotion de toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé;

Garantir le paiement des dividendes, ou intérêts, sur les mortgages, obligations, capitaux, actions, débetures ou autres garanties émis par, ou tout autre contrat ou obligations de toute compagnie, association, entreprise ou corps

seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either perpetual or terminable and either redeemable, convertible or otherwise, to charge or secure the same by trust deed or otherwise on the undertaking of the company or upon any specific property and rights, present and future, of the company, including, if thought fit, uncalled capital or otherwise howsoever;

To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in real and personal property and rights of all kinds and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company any privileges and choses in action of all kinds;

To acquire and hold or otherwise deal with any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise, and any bonds, debenture stock, scrip, obligations, shares, stock or securities of any company established for the purpose of any railway, tramways, gas, water, dock, telephone, telegraph, electric lighting, industrial or other undertaking;

To borrow or raise money by the issue or sale of any bonds, mortgages, debentures or debenture stock of the company, and to invest any money so raised in any such investments as aforesaid;

To acquire any such investments as aforesaid by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, and whether or not fully paid up and to make payments thereon as called up or in advance of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe for the same, conditionally or otherwise, and either with a view to investments or for resale or otherwise, and to vary the investments of the company and generally to sell, exchange or otherwise dispose of, deal with and turn to account any of the assets of the company;

To make advances upon such investments as aforesaid, to negotiate loans, to offer for public subscription or otherwise aid or assist in placing any such investments as aforesaid, to give any guarantee in relation to any such investments issued by or acquired through or from the company or otherwise, to receive money, documents, and valuables for safe custody, transmission or deposit, at interest or otherwise, to draw, accept, endorse, issue, purchase, sell and otherwise deal with promissory notes, bills of exchange, letters of credit, warrants, coupons, scrips, circular notes and other mercantile instruments and negotiable or transferable securities and documents;

To offer for public subscription any shares or stocks of or debentures or debenture stocks or other securities of or otherwise, to establish or promote or concur in establishing or promoting any company, association, undertaking or public or private body;

To guarantee the payment of dividends or interest on mortgages, bonds, stocks, shares, debentures or other securities issued by, or any other contract or obligation of any company, association, undertaking or public or private body, and

public ou privé, et généralement faire les affaires d'une compagnie de garantie;

Acheter, prendre à l'ail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière que la compagnie croira nécessaire ou avantageuse, et vendre, améliorer, administrer, développer, louer, hypothéquer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens de la compagnie;

Faire, exécuter, entreprendre, commencer, exercer, poursuivre et défendre tous contrats, agréments, négociations, procédures légales et autres, compromis, arrangements et projets, et faire tous autres actes, choses qui, en aucun temps, sembleraient convenables ou propres à la protection de la compagnie, comme détenteurs de ou intéressés dans tous placements et sûretés;

Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des valeurs de toutes sortes, sous telles conditions qui pourraient être fixées;

Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations de toute compagnie ou entreprise, et, à cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

Employer des experts pour faire des recherches au sujet de, et examiner les conditions, les projets, les valeurs, le caractère et les circonstances au sujet de toute maison d'affaires et de toute entreprise, et généralement, de tous biens, propriété ou droits;

Former une compagnie de fiducie en vue de l'émission de valeurs spéciales ou garanties privilégiées ou cumulatives, basées sur ou représentant toutes actions, valeurs ou autres biens spécialement appropriés pour les fins de tout tel *trust*, mettre en ordre et régler et, si la chose est jugée désirable, mettre en œuvre tout tel *trust* et émettre, disposer de ou détenir toutes telles valeurs, ou sûretés spéciales privilégiées, ou cumulatives;

Administrer ou exercer toutes sortes d'agences d'affaires et, en particulier agir comme agents pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la collection d'argent, pour le transfert de bons, débetures ou actions ou autres sûretés, et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement, l'administration de propriété, comprenant des maisons d'affaires et les entreprises, et généralement transiger et se charger de toutes espèces d'agences d'affaires, que ce soient des affaires commerciales, industrielles ou des affaires financières;

Donner toute garantie relativement aux hypothèques, obligations, débetures, actions, valeurs, certificats, prêts, placements et sûretés soit faits ou effectués ou requis par l'intermédiaire de la compagnie ou autrement, et généralement garantir ou se porter garants pour l'exécution de tous contrats ou obligations;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transférer, acheter ou autrement et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corp-

generally to transact all kinds of guarantee business;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property which the company may think necessary or desirable and to sell, improve, manage, develop, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the company's property;

To make, execute or enter into, commence, carry on, prosecute and defend all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, arrangements and schemes, and to do all other acts, matters and things which shall at any time appear conducive or expedient for the protection of the company as holder of or interested in any investments and securities;

To receive money on deposit at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds, upon such terms as may be arranged;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertaking and generally of any assets, property or rights;

To constitute any trust with a view to the issue of preferred and deferred or any other special stocks or securities based on or representing any shares, stocks or other assets specifically appropriated for the purposes of any such trust, and to settle and regulate and, if thought fit, to undertake and execute any such trusts and to issue, dispose of or hold any such preferred, deferred or other special stocks or securities;

To transact or carry on all kinds of agency business, and, in particular, to act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer of bonds, debentures, shares, or other securities and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings, and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters;

To give any guarantee in relation to mortgages, bonds, debentures, shares, stocks, scrip, loans, investments and securities whether made or effected or required through the company's agency or otherwise, and generally to guarantee or become securities for the performance of any contracts and obligations;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation

ration ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne, firme, compagnie, corporation;

Distribuer, en espèces ou autrement, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, louer la totalité ou aucune partie de la propriété ou entreprise de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par ou soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Drury & Co."

Le capital-actions de la compagnie sera de \$100,000.00 et consistera en mille (1,000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de mars 1924.

L'assistant-secrétaire de la province,

1955

C.-J. SIMARD.

or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such person, firm, company or corporation;

To distribute, in specie or otherwise, any asset of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property, or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or in conjunction with others, under the name of "Drury & Co."

The capital stock of the company shall be \$100,000.00 and shall consist of one thousand (1,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Foucher & Gélinas Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mars 1924 constituant en corporation: L.-Nestor Ricard, notaire, J.-Armand Foucher, marchand et J.-Donat Gélinas, commis, tous de la cité de Shawinigan Falls, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, acquérir en gros des épiceries et liqueurs, des produits alimentaires, des produits en conserve et agir en qualité d'agents pour des fabricants de produits alimentaires;

Fabriquer, acheter ou autrement acquérir, vendre et commercer, mettre en conserves, emballer et préparer toutes sortes de produits alimentaires, épiceries, grain, viandes, volailles, poisson, farine, fruits, épices, sirop, essences, condiments, sucre, confiserie, biscuits, lait, crème, œufs, beurre, fromage et tous autres pro-

"Foucher & Gélinas Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of March, 1924, incorporating: L. Nestor Ricard, notary, J. Armand Foucher, merchant, J. Donat Gélinas, clerk, all of the city of Shawinigan Falls, for the following purposes:

To purchase, sell, acquire wholesale, groceries and liquors, food products, canned products and to act as agent for food manufacturers;

To manufacture, purchase, acquire, sell and deal in, cure, pack and prepare all kinds of food products, groceries, grain, meats, poultry, fish, flour, fruit, spices, syrups, essences, flavourings, sugar, confectionery, biscuits, milk, cream, eggs, butter, cheese, and all other farm, field, orchard, garden and dairy produce, and

duits de la ferme, des champs, du verger, des jardins, de l'industrie laitière, et des provisions, matériaux et marchandises de toute espèce;

Cultiver, semer, faire croître, produire, posséder, acheter, vendre, fabriquer, importer, exporter et généralement commercer des produits de la ferme, du jardin de toutes sortes et exploiter toute industrie pouvant être exercée en rapport avec ce qui précède ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur des biens et droits de la compagnie;

Eriger et construire sur des terrains possédés ou loués par la compagnie des édifices pour bureaux, magasins, résidences ou autres fins et entretenir, exploiter et louer, réparer, modifier, gérer, surveiller, vendre ou autrement aliéner tous édifices ainsi érigés et construits ou tous autres édifices possédés ou loués par la compagnie;

Acquérir des terrains par achat, location ou échange, et acquérir par achat, location ou échange et bâtir, construire et réparer des maisons, magasins, bâtisses, fabriques, droits ou privilèges et généralement toutes sortes de biens mobiliers ou immobiliers qui seront jugés nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie et les payer en deniers comptants, en actions de cette compagnie, en obligations ou autrement et les vendre et en disposer de toute manière quelconque;

Vendre, louer, échanger, hypothéquer, grever ou nantir ou autrement aliéner en tout ou en partie, les biens, les droits ou l'entreprise de la compagnie pour telle considération qui sera jugée bonne par les directeurs de la compagnie;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer toute personne ou compagnie, pour services rendus ou qui seront rendus dans le placement d'actions du capital de la compagnie ou des débetures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation de la compagnie ou la conduite de son commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en espèce ou nature, tous biens de la compagnie, y compris les actions, débetures ou valeurs que cette compagnie peut acquérir ou avoir en sa possession;

Généralement faire et exécuter tous autres actes et choses qui se rattachent ou semblent avantageux pour l'accomplissement d'aucun des objets susdits, sous le nom de "Foucher & Gélinas, Ltée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de neuf mille piastres (\$9,000.00), divisée en quatre-vingt-dix (90) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Les actions privilégiées conféreront à leurs détenteurs le droit à un dividende privilégié et cumulatif de huit par cent (8%), payable semi-annuellement, et le droit de partager dans la balance des montants avec les détenteurs d'actions communes attribuées au paiement de dividendes.

Ces actions pourront être rachetées en aucun temps à leur valeur au pair avec dividendes accrus, sur décision du bureau de direction et de la manière qu'indiquera ce bureau de direction.

Le bureau principal de la compagnie sera en

provisions, materials and goods of every description;

To cultivate, plant, grow, produce, possess, buy, sell, manufacture, import, export and generally deal in farm and garden produce of every kind and to carry on any business capable of being carried on in connection with the above or calculated to directly or indirectly enhance the value of the company's property and rights;

To erect and construct upon land possessed or leased by the company office buildings, stores, dwellings or other buildings and to maintain, operate and lease, repair, alter, manage, superintend, sell, or otherwise dispose of any building thus erected and constructed or any other buildings possessed or leased by the company;

To acquire by purchase, lease or exchange, lands and to acquire by purchase, lease or exchange and build, construct and repair houses, stores, buildings, factories, rights or privileges, generally all kinds of property, movable or immovable, which may be deemed necessary or useful for the objects of the company, and pay for same in cash, shares of this company, bonds or otherwise and sell and dispose of same in any way whatsoever;

To sell, lease, exchange, hypothecate, mortgage or pledge or otherwise dispose, in whole or in part, of the property, rights or undertaking of the company for such consideration as the directors of the company may think fit;

With the approval of the shareholders, to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing any of the shares in the company's capital or debentures or other securities of the company, or in or about the formation of the company or the conduct of its business;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable or transferable instruments;

To distribute to the shareholders of the company, in specie or kind, any property of the company, including the shares, debentures or securities which this company may acquire or have in its possession;

Generally to do and execute all such other acts and things as may be incidental or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "Foucher & Gélinas Ltée", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares is of nine thousand dollars (\$9,000.00) divided into ninety (90) shares of one hundred dollars (100.00) each.

The holders of the preferred shares shall be entitled to a preferred cumulative dividend of eight per cent (8%), payable semi yearly and shall also have the right to share with the holders of common shares in the residue of the profits set apart for the payment of dividends.

The shares may be redeemed at any time at their par value with accrued dividend upon decision of the Board of Directors and in the manner determined by such board.

The head office of the company will be in

la cité de Shawinigan Falls, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1957 C.-J. SIMARD.

"Greenshields & Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1924, constituant en corporation: Louis-P. Crépeau, Maurice Dugas et Maurice Versailles, tous avocats, résidant au No 109 rue Saint-Jacques, Montréal, pour les fins suivantes:

Conduire une entreprise et agence générale de placements, de finance et de courtage;

Souscrire à, garantir, acheter, vendre, échanger, détenir, offrir pour souscription publique ou autrement, et trafiquer de parts, stocks, bons, débetures et valeurs de tout gouvernement et de corporation municipale, industrielle, commerciale ou financière;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou toute partie des biens, de la propriété, des droits, de l'achalandage, comprenant toute option, concession ou autre de tout individu, firme ou corporation ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, et les payer en argent ou en actions totalement acquittées et non transférables du capital-actions de la compagnie, ou partiellement en argent et partiellement en actions;

Promouvoir, organiser, développer ou administrer, ou aider à la promotion, l'organisation, le développement ou l'administration de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou affaires et faire toutes actions s'y rapportant;

Agir comme agents et courtiers pour le placement, le prêt, paiement, transmission et collection de fonds, ou dans le but d'émettre et contresigner des certificats de stock, bons, débetures ou autres valeurs de toute corporation;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie, en en disposer autrement;

Acheter ou autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer de propriété réelle et personnelle, désirable ou convenant aux fins de la compagnie, et les payer en argent, stock, bons ou autres valeurs de la compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indi-

the city of Shawinigan Falls, in the district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1958 Assistant Provincial Secretary.

"Greenshields & Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February, 1924, incorporating: Louis P. Crepeau, Maurice Dugas and Maurice Versailles, all barristers and of 109 Saint James Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on a general investment, financial and brokerage business and agency;

To subscribe, for, underwrite, buy, sell, exchange, hold, offer for public subscription or otherwise deal in shares, stocks, bonds, debentures and securities of Government, municipal, industrial, commercial or financial corporations;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the assets, property, rights, goodwill, including any option, concession or the like of any individual, firm or corporation having objects similar in whole or in part to those of the company and to pay for the same in cash or in fully paid-up and non assessable shares of the capital stock of the company, or partly in cash and partly in shares;

To promote, organize, manage, or develop or assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking, and to do all acts incidental thereto;

To act as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, or for the purpose of issuing and countersigning certificates of stock, bonds, debentures or other securities of any corporation;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To buy or otherwise acquire and hold, sell or otherwise dispose of property, real and personal, suitable or convenient for the purposes of the company, and to pay for the same in money, stock, bonds or other securities of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the

rectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Faire des investigations, des auditions et des rapports sur toute propriété, terrain et effets, sur toute émission de stock, de bons ou autres valeurs de toute corporation ou sur les livres, l'état financier, les perspectives ou circonstances de tout commerce, affaire ou entreprise, et généralement sur toute propriété ou droits;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera raisonnable, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature toutes actions, capital ou autre propriété de la compagnie, au moyen de boni ou autrement, et, en particulier, toutes actions, stocks, débetures ou valeurs de toute autre corporation appartenant à la compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer;

Garantir et donner des sûretés pour, et se porter responsables pour le paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations et autrement aider toute personne, firme ou corporation avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer, ou en garantissant le placement de toutes actions dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus, comme se rapportant à, ou favorisant la réalisation des fins ci-dessus, sous le nom de "Greenshields & Company, Limited", avec un capital-actions total de cinq cent mille (\$500.000.00) piastres, divisé en cinq mille actions (5000) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1961 C.-J. SIMARD.

"Mac-Tag Rubber Company, Ltd—Compagnie de Caoutchouc Mac-Tag, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en

company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To investigate, audit and report on any real estate, lands and tenements or chattels, or any issue of stock, bonds or other securities of any corporation, or on the books, standing, prospects or circumstances of any business concern or undertaking, and generally on any property or rights;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To distribute among the shareholders of the company in kind any shares, stock or other property of the company by way of bonus, or otherwise, and in particular any shares, stock, debentures or securities in any other corporation which belongs to the company or of which the company may have power to dispose;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations and otherwise assist any person, firm or corporation with which the company may have business relations;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To remunerate any person and company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "Greenshields & Company, Limited", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500.000.00) divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1962 Assistant Provincial Secretary.

"Mac-Tag Rubber Company, Ltd—Compagnie de Caoutchouc Mac-Tag, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the

date du treizième jour de mars 1924, constituant en corporation: Armand Houle, Léonidas Houle, avocats, Melle Aurore Chassé, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, comme principal ou mandataire, des chambres à air, pneus, coussins, sacs à eau, et faire en général le commerce du caoutchouc et de tous articles en caoutchouc ou en gutta-percha et de tous articles dans la fabrication desquels entre le caoutchouc ou le gutta-percha;

Exercer aucune autre industrie manufacturière ou autres que la compagnie croira susceptibles d'être exercées en rapport avec son commerce, susceptibles directement ou indirectement de composer, compléter ou augmenter la valeur d'aucun des biens ou produits de la compagnie;

Acquérir, acheter ou autrement obtenir la totalité ou partie quelconque de l'industrie, des biens ou engagements ou l'actif de tous individus, sociétés ou compagnies exerçant une industrie analogue ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et émettre des actions acquittées ou des obligations, ou les deux, en paiement du prix d'achat;

Demander, acheter, ou autrement acquérir, obtenir, disposer et utiliser tous brevets d'invention, marques de commerce, noms de commerce, permis, concessions, droits ou privilèges conférant un droit exclusif, ou limité, d'utiliser quelques secrets ou autres renseignements au sujet d'une invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie;

Acheter, acquérir, échanger ou autrement détenir des actions, débetures, obligations, bons de toute autre compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie, et payer soit en argent, soit en actions acquittées de la compagnie ou par toute autre considération;

Acheter, prendre, échanger, louer, acquérir, posséder, entretenir tous terrains, lots, manufactures et tous biens meubles et immeubles et tous droits, concessions ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables aux fins de son industrie, et toutes machineries, bouilloires, matériel, fonds de commerce et payer telles acquisitions soit comptant ou à terme, en argent ou par actions acquittées de la compagnie ou autre considération;

Tirer, faire, accepter, endosser, émettre des billets à ordre, lettres de change, traites, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Vendre, améliorer, admettre, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement négocier en totalité ou en partie les biens meubles, immeubles, brevets, inventions, droits ou privilèges de la compagnie aux conditions qui lui paraîtront convenables ou avantageuses;

Agir comme agent général pour manufacturer, acheter, vendre, échanger ou trafiquer à commission ou autrement de tous articles ou effets convenant aux fins de la présente compagnie;

Etablir en tous endroits de la province des dépôts, entrepôts, magasins, agences ou manufactures pour la vente, manufacturer ou distribution des produits manufacturés par la présente compagnie;

Emettre des obligations, des actions acquittées, débetures ou autres valeurs de la compagnie comme paiement total ou partiel de toute propriété mobilière ou immobilière, droits, franchises, entreprises que la présente compagnie peut acquérir, et émettre telles actions acquittées, obligations, bons ou débetures ou autres valeurs

thirteenth day of March, 1924, incorporating: Armand Houle, Léonidas Houle, advocates, Miss Aurore Chassé, stenographer, spinster of age and in the full exercise of her rights, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, as principals or agents, air chambers, tires, cushions, water bags, and generally deal in rubber and in all articles made of rubber or gutta-percha and all articles in the manufacturing of which rubber or gutta-percha enters or forms part;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with its business or directly or indirectly calculated to compose, complete or enhance the value of any of the property or products of the company;

To acquire, buy or otherwise secure the whole or any part of the business, property or liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on a similar business or possessed of property suitable for the purposes of the present company; and to issue paid up shares or bonds, or both, in payment of the purchase price thereof;

To apply for, buy or otherwise acquire, secure, dispose of and utilize any patents of invention, trade-marks, trade-names, licenses, concessions, rights or privileges conferring any exclusive or limited right to use any secrets or other information as to any invention capable of being used for any of the purposes of the company;

To buy, acquire, exchange or otherwise hold shares, debentures, obligations, bonds of any other company the objects of which are altogether or partly similar, and to pay for the same either in cash or in paid up shares of the company or by any other consideration;

To buy, take, exchange, lease, acquire, possess, upkeep any lands lots, manufactories and any movable and immovable property and any rights, concessions or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and any machineries, boilers, plant, stock-in-trade and to pay for such acquisition either cash or on term, in cash or with paid up shares of the company or other consideration;

To draw, make, accept, endorse, issue promissory notes, bills of exchange, drafts, bills of lading, warrants or other negotiable or transferable instruments;

To sell, improve, admit, develop, exchange, lease, alienate or turn to account or otherwise deal with the whole or part of the movable and immovable property, patents, inventions, rights or privileges of the company on such conditions as may appear suitable or profitable;

To act as general agent for manufacturing, buying, selling, exchanging or dealing on commission or otherwise in any goods or wares suitable for the purposes of the present company;

To establish in any locality in the Province depots, warehouses, stores, agencies or factories for the sale, manufacturing or distributions of the products manufactured by the present company;

To issue bonds, paid up shares, debentures or other securities of the company in full or part payment of any movable or immovable property, rights, franchises, undertakings which the present company may acquire, and to issue such paid-up shares, obligations, bonds, or debentures or other securities of the company in full

de la compagnie en paiement complet ou partiel ou en échange de parts, actions, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie engagée dans une industrie identique, ou reliée à l'industrie exercée par la présente compagnie et affecter tout ou partie de son fonds à l'acquisition de telles valeurs;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire aucune action du capital corporatif ou aucune obligation, bon ou débeture dans ou à l'occasion de sa formation ou autrement dans son organisation, exploitation ou gestion de ses affaires et les payer en numéraire ou en actions entièrement libérées ou non, ou de toute autre manière que la compagnie jugera à propos;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie pour le bénéfice de cette dernière et émettre des actions acquittées, obligations, débetures, bons et donner toute autre garantie mobilière ou immobilière, escompter tous billets, donner toute autre valeur en garantie collatérale et hypothéquer tous immeubles et mettre en gage tous biens meubles pour garantir les emprunts faits par la compagnie;

Faire exécuter et consentir tous actes de fidéjussion pour garantir toutes émissions d'obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Faire toutes choses nécessaires ou utiles et pouvant convenir aux fins de la compagnie et en général avoir tous pouvoirs conférés par la loi des compagnies de Québec, sous le nom de "Mac-Tag Rubber Company, Lt'd—Compagnie de Caoutchouc Mac-Tag, Limitée", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau chef de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1973 C.-J. SIMARD.

"Phoenix Manufacturing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mars 1924, constituant en incorporation: Morris Shore, marchand, Demoiselle Winifred Beale, sténographe, et Myer Gross, étudiant, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, assumer ou autrement acquérir comme industrie active, le commerce maintenant exercé dans la ville de Montréal, à 289 rue Sainte-Catherine ouest, par M. Morris Shore, sous le nom et style "Phoenix Manufacturing Company", avec l'actif, le stock, les meubles et immeubles possédés ou utilisés en rapport avec cet établissement, la clientèle, et tous les droits, les contrats qu'elle détient sujet aux charges, s'il y en a, affectant cette compagnie, et les payer en parts acquittées;

Faire affaires en gros et en détail comme manufacturiers de drap, drapiers, manufacturiers d'habits, marchands de fourrures, merciers et marchands de bas, manufacturiers, importateurs et exportateurs et marchands en gros et en détail de tissus de toutes sortes, de modes, fabricants d'habits, tailleurs, pourvoyeurs de tous autres articles et de commodités pour l'usage personnel et domestique, et généralement de toutes marchandises manufacturées et de matériaux;

or part payment or in exchange for shares, stock, bonds, debentures or securities of any other company carrying on a business similar or germane to the business carried on by the present company and to apply all or part of its funds to the acquisition of such securities;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in securing subscriptions to any share of the capital stock or any obligation, bond or debenture or in or about its formation or otherwise in its organization, exploitation or management of its business and to pay for the same in cash or in shares fully paid up or not or in any other manner which the company may think proper;

To borrow money upon the credit of the company for its own benefit and to issue paid up shares, obligations, debentures, bonds and to give any other movable or immovable security, discount any notes, give any other assets as collateral security and to hypothecate any immovables and to pledge any movable property to secure the loans contracted by the company;

To do, execute and sign any trust deeds to guarantee any issue of bonds or other securities of the company;

To do all things necessary or suitable or conducive to the company's purposes and generally to enjoy all powers conferred by the Quebec Companies' Act, under the name of "Mac-Tag Rubber Company, Lt'd—Compagnie de Caoutchouc Mac-Tag, Limitée", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1974 Assistant Provincial Secretary.

"Phoenix Manufacturing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1924, incorporating: Morris Shore, merchant, Miss Winifred Beale, stenographer, and Myer Gross, student, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the business now carried on at 289 Saint Catherine Street West, Montreal, by Mr. Morris Shore, under the firm name and style of "Phoenix Manufacturing Company" and all or any of the assets, goodwill and liabilities of that business, and with a view thereto to take over the agreements entered into by that company, and to carry the same into effect with or without modification, and to pay for the same wholly or partly in cash or in fully paid up shares of the company;

To carry on the business of wholesale and retail cloth manufacturers, clothiers, clothing manufacturers, furriers, haberdashers, hosiers, manufacturers, importers and exporters and wholesale and retail dealers of an in textile fabrics of all kinds, milliners, dressmakers, tailors, outfitters and other articles and commodities of personal and household use and generally of and in all manufactured goods and materials;

Manufacturer, produire, acheter et vendre, importer et exporter de la mercerie, des habits et des vêtements de toutes sortes et de toute description pour hommes et pour dames, de garnitures de toutes sortes pour dames et pour messieurs, et du matériel brut utilisé en ces sortes de choses, toute machine, outil ou appareil utilisés dans leur fabrication et tout appareil, emballage, étiquettes, un système d'annonces, utilisés ou utiles dans le commerce des articles ci-dessus, et en faire le commerce d'une manière générale comme principal ou agent, en gros et en détail;

Exercer toute autre industrie (soit manufacturière ou autre), que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son industrie ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur de tous biens ou droits de la corporation;

Acquérir par achat, bail ou autrement et se charger de la totalité ou de toute partie de l'entreprise, des affaires, de la propriété, des biens et engagements de toute personne, association ou compagnie, exerçant un commerce semblable à celui que la compagnie est autorisée à exercer et les payer en tout ou en partie en argent ou en actions ou autres valeurs de cette compagnie, totalement ou partiellement acquittées et, avec l'approbation des actionnaires, payer de la même façon pour tous services rendus à la compagnie, soit en rapport avec son organisation ou dans la conduite de ses affaires, ou autrement;

Faire des arrangements pour le partage des profits, l'amalgamation, consolidation ou l'union des intérêts, la coopération, les aventures conjointes, les concessions réciproques, l'administration des affaires de la compagnie ou autres arrangements de même nature, avec toute personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer toute affaire semblable à celle de cette compagnie, et prendre toutes telles mesures et procédures, et faire toutes telles actions et choses jugées nécessaires ou convenables pour réaliser et donner effet à tels arrangements ou à aucun d'eux;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires et exerçant un commerce totalement ou partiellement semblable à celui de cette compagnie et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation;

Acheter, détenir, et disposer de parts, bons, débetures ou autrement, des valeurs émises par toute personne, firme ou corporation exerçant un commerce semblable;

Acheter, louer ou autrement acquérir de la propriété mobilière ou immobilière, réelle ou personnelle de toutes sortes et de toute nature;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention, qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Vendre, louer ou céder autrement l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la

To manufacture, produce, buy and sell, import and export dry-goods, ladies' and gentlemen's clothing and garments of every kind and description, ladies' and gentlemen's furnishings of every kind, and raw material used therein and any machine, tool or appliance used in the manufacture thereof and any fixtures, packing, label and advertising device, used or useful in the marketing of the above articles, and to deal in the same generally as principal or agent, wholesale or retail;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on any business similar to that which this company is authorized to carry on, and to pay for the same in whole or in part by cash or shares of other securities of the company wholly or partly paid up, and, with the approval of the shareholders, to pay in like manner for any services rendered to the company, whether in connection with its organization, or the conduct of its business or otherwise;

To enter into any arrangement for sharing of profits, amalgamation, consolidation or union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, management of the affairs of the company, or other arrangements of a like nature, with any person or company carrying on or about to carry on any business similar to that of the company, and to take all such steps and proceedings, and to do all such matters and things as may be necessary or expedient to carry out and give effect to such agreements or any of them;

To raise or assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsements, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any person, company or corporation carrying on a business in whole or in part similar to that of the company, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such company, corporation, or by any person or persons with whom the company may have business relations;

To acquire, hold and dispose of shares, bonds, debentures or otherwise, securities issued by any person, firm or corporation carrying on a similar business;

To purchase, lease or otherwise acquire movable or immovable, real or personal property of any kind and nature;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade-marks, or patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or turn to account the property, rights or information so acquired;

To lease, sell or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof for

dite entreprise, pour la compensation et sous tels termes que la compagnie jugera convenables et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Émettre des actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie entièrement acquittées et non sujettes à appel en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés foncières ou personnelles droits ou autres biens acquis par la compagnie en vertu d'aucun titre ou pour services rendus dans l'organisation de la compagnie ou autrement;

Distribuer, parmi les actionnaires de la compagnie, en nature, aucun des biens de la compagnie et en particulier toutes actions, obligations, débetures ou autres garanties dans d'autres compagnies dont cette dernière peut avoir le pouvoir de disposer;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents, contracteurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Tirer, souscrire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change ou autres instruments négociables ou transférables;

Généralement faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Phoenix Manufacturing Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1977 C.-J. SIMARD.

"Protection, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mars 1924, constituant en corporation: Bernard Bourdon, avocat, Alcide Dupras, étudiant en droit, de la cité de Montréal, Philippe Lamarre, avocat, de la cité de Longueuil, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme agents d'assurance, courtiers d'assurance, comme agents d'immeubles, incluant des terrains, des bâtisses et leurs améliorations;

Établir, maintenir et conduire une agence générale pour la perception des comptes, des billets, des traites et autres valeurs et faire les affaires d'une agence générale de finance, de commerce, d'ajustement de réclamations, de perception et d'expertise en comptabilité et en général agir comme agents de toute personne, firme ou corporation pour les buts plus haut mentionnés;

Recueillir et vérifier tous renseignements au sujet de la position financière, de la réputation, de la responsabilité et de la situation commerciale de tout individu, firme, association ou corporation et fournir tels renseignements aux clients ou patrons dans le but de commerce, de finance et d'affaires;

such consideration or upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular for the shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, or other securities of the company in payment or part payment for any real or personal property, rights, other assets acquired by the company by any title or for services rendered by way of promotion or otherwise;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities which the company may have power to dispose of;

To do all or any of the above things as principals or agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To draw, make, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

Generally to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects.

The powers specified in each paragraph are in no wise to be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Phoenix Manufacturing Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1924.

1978 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Protection, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1924, incorporating: Bernard Bourdon, advocate, Alcide Dupras, student-at-law, of the city of Montreal, Philippe Lamarre, advocate, of the city of Longueuil, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents, insurance brokers, real estate agents, the word real estate to include lands, buildings and their improvements;

To establish, maintain and conduct a general agency for the collection of accounts, notes, drafts and other instruments and to carry on a general financial, commercial, claim adjusting, collection and expert accountant business and generally to act as agents of any person, firm or corporation for the above mentioned purposes;

To collect and investigate any information as to the standing, credit, liability and business condition of any individual, firm, association or corporation and to supply such informations to customers or patrons for trading, financial and business purposes;

Préparer, posséder, avoir, publier et distribuer des journaux, circulaires, livres, pamphlets, index, annuaires, catalogues, recueils, statistiques, listes ou tous autres imprimés relatifs à la position financière et commerciale de tout homme d'affaires, firme, association ou corporation;

Acquérir, acheter, régler les réclamations des comptes, des jugements, des dettes de livres sur une base de commission ou de pourcentage de tout subordonnement aux lois, aux règlements provinciaux ou locaux;

Conduire une agence générale de comptabilité et de vérification pour la vérification, l'inspection et l'examen des livres, des comptes de toute personne, firme ou corporation et préparer, faire et livrer des rapports, des feuilles de balance, des bilans et autres états de compte;

Faire affaires comme promoteurs, organisateurs et gérants de compagnies ou corporations commerciales, financières, industrielles ou autres;

Agir comme représentants de manufacturiers, acheteurs professionnels et faire tous actes nécessaires pour atteindre telles fins;

S'occuper de publicité, d'impression et de publication de revues, journaux ou autres imprimés et agir comme agents pour l'abonnement aux revues, livres et autres publications;

Souscrire, acheter, vendre ou autrement acquérir et céder, comme principal ou agent, des obligations, des débetures, des actions ou toutes autres valeurs de tout gouvernement, de toute corporation municipale ou scolaire, de toute banque et de toute compagnie ou corporations industrielles, commerciales, financières ou autres;

S'occuper de la préparation, de la distribution, de la vente de cours par correspondance, soit comme principal ou agent;

Faire affaires comme secrétaire de compagnies financières, industrielles ou commerciales;

Agir comme agent foncier, percepteur de loyers, agents généraux et administrateurs de propriétés;

Agir comme mandataires ou procureurs pour la transaction d'aucune affaire que la présente compagnie est autorisée et aussi en gestion de successions;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des patentes, brevets, octrois, licences, concessions et choses semblables conférant un droit à l'usage d'aucun secret ou invention pouvant être utile à la compagnie;

Faire en général toutes les choses que permet la loi des compagnies de Québec pour atteindre les buts plus haut énumérés, sous le nom de "Protection, Inc.", avec un capital total de deux mille piastres (\$2,000.00), divisé en deux cents (200) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire supplant de la province,
1979 ALEXANDRE DESMEULES.

"Quebec Provincial Motor League, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date date du vingt-sixième jour de mars 1924, constituant en corporation, sans capital-actions: Auguste Pion, industriel, Hon. Frank Carrel, Conseiller législatif, J.-Emile Renaud, secrétaire-trésorier, tous trois de Québec, dans les buts suivants:

To prepare, possess, have, publish and distribute newspapers, circulars, books, pamphlets, indexes, directories, catalogues, reports, statistics, lists or any other printed matter respecting the financial and commercial standing of any business man, firm, association or corporation;

To acquire, buy, settle, the claims of accounts, judgments, book debts on commission or percentage the whole subject to provincial or local laws and regulations;

To conduct a general book-keeping and auditing business for the auditing, inspection and examination of the books and accounts of any person, firm or corporation and to prepare, make and deliver reports, balance sheets, bilans and other statements;

To carry on business as promoters, organizers and managers of commercial, financial, industrial or other companies or corporations;

To act as manufacturers' agents, professional buyers and do all acts necessary for the attainment of such purposes;

To engage in the advertizing business, the printing and publishing of reviews, newspapers or other printed matters and to act as subscription agent for reviews, books and other publications;

To subscribe for, buy, sell, or otherwise acquire and assign, as principal or agent, bonds, debentures, shares or any other securities of any government, municipal or school corporation and of any bank and of any industrial, commercial, financial or other company or corporations;

To engage in the preparation, distribution and sale of correspondence courses, either as principal or agent;

To carry on business as secretary for financial, industrial or commercial companies;

To act as real estate agents, rent collectors, general agents and manager of real estate;

To act as agents or attorneys for the transaction of any business which the present company is authorized to carry on and also in connection with the management of estates;

To apply for, buy or otherwise acquire patents, *brevets*, grants, licenses, concessions and the like conferring any right to use any secret or invention capable of being useful to the company;

Generally to do all things permitted by the Quebec Companies' Act for the attainment of the above purposes, under the name of "Protection, Inc.", with a total capital stock of two thousand dollars (\$2,000.00), divided into two hundred (200) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of March, 1924.

ALEXANDRE DESMEULES,
1980 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Provincial Motor League, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty sixth day of March, 1924, incorporating, without share capital: Auguste Pion, manufacturer, Hon. Frank Carrel, Member of the Legislative Council, J. Emile Renaud, secretary-treasurer, all three of the city of Québec, for the following purposes:

De grouper les forces éparses des associations d'automobilistes de cette province;

De défendre les justes droits des automobilistes, quand ces droits seront menacés;

De travailler à obtenir des lois et règlements rationnels au sujet de l'usage de l'automobile dans la province;

De promouvoir et encourager de toute façon la construction et l'entretien des bonnes routes et de voir à l'amélioration de la voirie en général;

D'encourager de toute façon l'automobilisme, sous le nom de "Quebec Provincial Motor League, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille piastres (\$20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1981 C.-J. SIMARD.

"The College Tavern Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1924, constituant en corporation: Maurice Deigh, tavernier, Harry Stafford, inspecteur de bouilloires, et James Tobin, agent, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer d'une manière générale et dans toutes ses branches le commerce de taverniers, hôteliers, restaurateurs et tenanciers de salles à manger, conformément aux stipulations de la Loi des Liqueurs de Québec, et toute autre affaire qui peut être conduite en rapport et conjointement avec les précédentes, tel que le vernissage de chaussures, l'exploitation d'une boutique de barbier, un dépôt de journaux et de magazines, de cigares, cigarettes, de tabac, et des comptoirs où l'on sert des huîtres, lunches;

Acquérir par achat comme une industrie active ou autrement, et exercer le commerce de taverniers, restaurateurs, existant actuellement ou devant être exercé le premier de mai prochain, dans la cité de Montréal, au No 8 Avenue McGill College, sous le nom de "Maurice Leigh", avec son équipement, ameublement, fonds de commerce, achalandage et tous ses biens mobiliers généralement, et les payer en argent, billets, bons ou en actions acquittées de cette compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, firme ou compagnie, comme une industrie active ou autrement, et exploiter tout hôtel, taverne, restaurant ou salle à manger, avec ou sans les terrains et les bâtisses utilisés pour ou destinés à leur exploitation, et les payer en argent, en bons ou en parts acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement, et détenir toute propriété mobilière qui semblerait nécessaire aux fins pour lesquelles cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition, ou détention, en argent, en bons ou en parts acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer ou trafiquer de toute ou d'aucune de ses propriétés immobilières, et emprunter de l'argent sur leur garantie;

Construire, maintenir et exploiter, sur les terrains acquis ou obtenus par la compagnie, des hôtels, tavernes, restaurants, salles à manger et

To group the scattered forces of motorists associations of this Province;

To defend the just rights of motorists, when such rights are menaced;

To work for the securing of rational laws and regulations respecting the use of automobiles in the Province;

To promote and encourage in every way the construction and maintenance of good roads and to supervise the improvement of roads in general;

To encourage motoring in every way, under the name of "Quebec Provincial Motor League, Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1982 Assistant Provincial Secretary.

"The College Tavern Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March 1924, incorporating: Maurice Deigh, tavern keeper, Harry Stafford, boiler inspector, and James Tobin, agent, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its lawful branches the business of tavern-keepers, hotel keepers, restaurant keepers, and dining-room keepers, in accordance with the provisions of the Quebec Liquor Act, and any other business which may incidentally be carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, newspapers and magazine depots, cigars, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters;

To acquire by purchase, as a going concern or otherwise and to carry on the dining room and tavern business now existing or to be held on the first of May next, in the city of Montreal, at No. 8 McGill College Av., under the name of Maurice Leigh, with its equipment, furniture, stock in trade, good will and all its other movable assets generally and to pay for the same in cash, notes, bonds or in paid up shares of this company;

To acquire by purchase, exchange, loan or otherwise from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel, tavern, restaurant or dining room business, with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of this company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any movable property which may be deemed necessary for the object for which the company is incorporated and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease or otherwise deal with all or any of its movable or immovable property and to borrow money on security thereof;

To construct, maintain and exploit, upon any lands acquired or obtained by the company, hotels, taverns, restaurants, dining rooms and all

toutes autres bâtisses qui seraient jugées nécessaires pour la conduite et l'entreprise ci-dessus;

Acheter, acquérir et détenir, et vendre, céder et transférer des actions, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exploitant un commerce que la compagnie est autorisée à exploiter, ou faisant toute affaire pouvant être conduite au bénéfice de la compagnie;

Faire et accomplir toutes autres actions et choses qui sembleraient favorables ou avantageuses pour la mise à effet d'aucun des objets ci-dessus, sujettes aux lois et règlements concernant la vente des liqueurs spiritueuses, sous le nom de "The College Tavern Company, Limited", avec un capital total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1987 C.-J. SIMARD.

"Hudson Investment Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1924, constituant en corporation: George Gordon Hyde, conseil du roi, John Gerard Ahern, avocat, et Robert John Foster, secrétaire, tous de la cité de Montréal, province de Québec, pour les fins suivantes:

Faire les affaires d'une compagnie de placements, et placer des stocks, des bons, débetures, actions, contrats ou valeurs de tout gouvernement, état, dominion, province, autorité souveraine, suprême, municipale, locale ou autrement, et des bons, débetures, stocks, contrats, obligations, actions ou valeurs de toute compagnie ou corporation quelconque, publique ou privée, ou toute entreprise que la compagnie peut entreprendre ou qui peut être entreprise par d'autres, de même que toute propriété mobilière ou immobilière quelconque, et autrement placer et prêter à intérêt avec ou sans garantie de deniers de la compagnie généralement, ainsi que de temps en temps, il pourra en être décidé, et changer, modifier et réaliser sur tous tels placements, et replacer de la manière ci-dessus indiquée tout argent qui serait dans les mains de la compagnie;

* Faire affaires comme épargnistes, capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents, et entreprendre, exercer et exécuter toutes sortes d'opérations financières, commerciales, foncières, mercantiles et autres, et exercer toute autre affaire qui semblerait susceptible d'être exercée convenablement en rapport avec aucun des objets de la compagnie, ou calculée devoir directement ou indirectement augmenter la valeur de, ou faciliter la réalisation des objets, ou rendre profitable aucune des propriétés de la compagnie;

Souscrire à, garantir, acheter, prendre ou autrement acquérir et détenir soit comme principal ou agent, et absolument comme propriétaires ou au moyen de sûretés collatérales, et avoir la jouissance, de vendre, échanger, voter ou autrement trafiquer de stock, bons, débetures ou autres valeurs de tout gouvernement ou autre corporation municipale, scolaire, ou compagnie industrielle, financière ou autre, et émettre des parts acquittées en paiement total ou partiel du prix d'achat de tout stock, bons, débetures ou autres valeurs acquis par la compagnie;

other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation, engaged in the business which the company is authorized to carry on or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seems advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "The College Tavern Company, Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00) divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1988 Assistant Provincial Secretary.

"Hudson Investment Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1924, incorporating, George Gordon Hyde, King's Counsel, John Gerard Ahern, advocate, and Robert John Foster, secretary, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, and to invest in any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, province, sovereign or authority, supreme, municipal, local or otherwise, and in bonds, debenture stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation whatsoever, whether public or private, or in any undertaking upon which the company may enter itself or which may be entered into by others, as well as in any movable or immovable property whatsoever, and otherwise to invest and lend at interests with or without security the moneys of the company generally, as may from time to time be determined, and to change, alter, or realize upon any such investments, and to re-invest in the manner aforesaid any moneys which may be in the hands of the company;

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents, and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, real estate, trading and other operations, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

To subscribe for, underwrite, buy, take or otherwise acquire, and to hold either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security, and to enjoy, sell, exchange, vote or otherwise deal in the stock, bonds, debentures and other securities of any government, municipal, school, industrial or financial or other corporation or company and to issue paid up shares in payment or part payment of the purchase price of any stock, bonds, debentures or other securities acquired by the company;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer, ou aider à la promotion, à l'organisation, à l'administration, au développement de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise, et se charger de, administrer et disposer d'une manière quelconque de toute affaire ou entreprise dans lesquelles la compagnie peut être intéressée, ou sur la garantie desquelles elle peut avoir placé ses fonds;

Agir comme agents, courtiers ou procureurs pour la transaction de toutes affaires, la vente de toute propriété, le placement, la collection de fonds, rentes, intérêts, dividendes, mortgages, bons, billets, notes et autres valeurs;

Acheter ou autrement acquérir et détenir ou autrement avoir la jouissance de propriété réelle ou personnelle, et de droits et en particulier de terrains, bâtisses, héritages, affaires ou établissements et entreprises, mortgages, charges, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, licences, garanties, polices, dettes courantes, et tout intérêt dans la propriété foncière ou personnelle, toute réclamation contre telle propriété, ou contre telle personne ou compagnie, et des privilèges et choses en litige de toutes sortes, et les vendre, les louer, échanger ou autrement en trafiquer pour les fins de la compagnie;

Entrer en société ou faire des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les aventures conjointes, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou toute affaire ou transaction susceptible d'être conduite de manière à favoriser la compagnie directement ou indirectement, et prêter des fonds, garantir les contrats de, ou autrement aider toute personne ou compagnie, et prendre et acquérir des actions et des valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les rémettre avec ou sans garantie ou autrement en trafiquer;

Emettre des débetures, des actions-obligations, des bons, obligations et des valeurs de toutes sortes, et les rédiger, les constituer et les garantir comme il pourrait en être jugé recommandable, avec plein pouvoir de les faire transférables par transport ou par instruments de transfert ou autrement, et soit comme perpétuels ou limités, et soit rachetables, convertibles ou autrement, les lier et les assurer par un acte de fiducie ou autrement à l'entreprise de la compagnie, ou sur tous droits et propriétés spécifiques, mobilières ou immobilières, présentes et futures de la compagnie, ou de toute façon quelconque;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière, tous droits et privilèges que la compagnie croirait nécessaires ou convenant aux fins de son commerce, et particulièrement toute machinerie, usine et fonds de commerce;

Acquérir, assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, de l'actif ou du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ou en possession de biens appropriés aux objets de la présente compagnie;

Payer ou émettre en échange pour toute propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, pour tous droits, bail, affaire, franchise, entreprise, pouvoir, privilèges, licences ou concessions que la compagnie peut légalement acquérir, des actions, stocks, bons, débetures, obligations, preuves de dettes ou autres valeurs de la compagnie;

To promote, organize, manage or develop, or to assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertakings, or to take over, manage and dispose or in any manner whatsoever any business or undertaking in which the company may be interested, of in the securities of which it may have invested its funds;

To act as agents, brokers or attorneys for the transaction of any business, the sale of property, the investment and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities;

To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise enjoy real and personal property and rights and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company, and privileges and *choses* in action of all kinds, and to sell, lease, exchange or otherwise deal with the same for the purposes of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds, and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either perpetual or terminal and either redeemable, convertible or otherwise, to charge or secure the same by trust deed or otherwise in the undertaking of the company or upon any specific, movable or immovable property and rights, present and future, of the company, or otherwise howsoever;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire, any movable or immovable property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To pay or issue in exchange for any property, real or personal, movable or immovable, rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which the company may lawfully acquire, shares, stocks, bonds, debentures, obligations, evidences of indebtedness or other securities of the company;

Faire des recherches, examiner, faire l'audit et des rapports sur les livres, l'état financier, les perspectives, entreprises, affaires et conditions de toute personne, firme ou corporation, ou sur les diverses circonstances concernant toute affaire, compagnie ou entreprise, et généralement sur tout actif, propriété ou droits;

Agir comme agents ou procureurs pour la transaction de toute affaire, l'administration et la collection de fonds, rentes, intérêts, dividendes, mortgages, bons, billets, notes et autres valeurs;

Conclure des arrangements avec aucunes autorités, municipales, locales ou autres, qui sembleraient de nature à atteindre les objets de la compagnie, ou aucun d'eux, et obtenir de ces autorités tous les droits, privilèges, concessions que la compagnie jugera convenable d'obtenir, et exécuter ou exercer et se conformer à tous les arrangements, droits, privilèges et concessions;

Tirer, faire, accepter, endosser et émettre des billets promissoires, des lettres de change, mandats, valeurs et autres instruments négociables et transférables;

Prêter des fonds sous tels termes jugés raisonnables, à toute compagnie, personne ou entreprise avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires, et garantir l'exécution de contrats faits en faveur de toute telle compagnie, personne ou entreprise;

Fonder et sustenter, aider à établir et sustenter des associations, institutions, fiduciaires, fonds et secours propres à profiter aux employés actuels et anciens de la compagnie, à leurs dépendants ou aux parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurances, souscrire ou garantir de l'argent pour des fins charitables, éducationnelles et bienveillantes, pour des exhibitions et pour aucun objet d'utilité générale et publique; établir et supporter et aider à l'établissement et au support de toute association, institution, fonds ou trust, pour la réalisation de tous tels objets;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de fabrique, marques de commerce, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, limité ou illimité à l'usage d'aucun secret, ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou procédé qui sembleront propres à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits, ou renseignements ainsi acquis;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la

To investigate, examine, audit and report on the books, standing, prospects, business, affairs and conditions of any person, firm or corporation or on the circumstances of any business concern or undertaking and generally on any assets, property or rights;

To act as agents or attorneys for the transaction of any business, the management and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authorities any rights, privileges or concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To lend money on such terms as may seem expedient, to any company, person or undertaking with which the company has business relations, and to guarantee the performance of contracts made on behalf of any such company, person or undertaking;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit servants or ex-servants of the company or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances to such persons, and to make payments towards their insurance, and to subscribe or guarantee money for any charity or educational or benevolent object, or any public, general or useful object, and to establish and support or aid in the establishment and support of any association, institution, fund or trust for the attainment of any such objects;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, manufacture under, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired.

To promote and become shareholder in any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is

présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les rémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de cette compagnie, ou acheter, louer ou autrement acquérir toute affaire de nature et caractère semblables à aucun de ceux de cette compagnie;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat, ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, personne ou corporation;

Distribuer en espèces ou autrement toute propriété, tous droits ou biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Faire enregistrer et faire reconnaître la compagnie dans tous pays étrangers et y désigner des personnes pour la représenter, conformément aux lois de tous tels pays étrangers, et accepter assignation de toutes pièces pour et en faveur de la compagnie dans toute procédure ou procès;

Vendre, louer, la totalité ou partie de la propriété, ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement pour le prix que la compagnie croira convenable, particulièrement pour des actions ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar to those of this company, or to purchase, lease or otherwise acquire any business similar in character and objects to any of the business of the company;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company of the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other person, firm, company or corporation with which the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, person or corporation;

To distribute in specie or otherwise, any property, rights or assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein in accordance with the laws of such foreign country, to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To sell, lease, or otherwise dispose of any property of the company, including its undertaking, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou on prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, nantir ou engager la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie pour assurer toutes telles débetures ou autres garanties, ou donner seulement une partie de telles garanties pour telles fins; et constituer l'hypothèque ou le mortgage ou le lien mentionnés dans ce sous-paragraphe, par un acte de fiducie, conformément aux articles 6119b et 6119c, ou de toute autre manière;

Hypothéquer ou nantir la propriété immobilière de la compagnie, ou engager ou autrement affecter la propriété mobilière, ou donner toute telle garantie, pour garantir le paiement de prêts, faits autrement que par l'émission de débetures, de même que le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

De temps en temps, garantir le paiement de dividendes ou de l'intérêt de tout stock, débetures ou autres sûretés émises par toute compagnie ou corporation dans lesquelles cette compagnie est ou pourrait être intéressée, ou avec lesquelles elle peut avoir des relations d'affaires, garantir l'exécution de contrats ou obligations de toute telle compagnie, corporation ou personne, de telle manière ou sous tels termes jugés désirables et dans l'intérêt de la compagnie;

Émettre au lieu de tout autre certificat que la compagnie est autorisée à émettre relativement à toute action ou actions, des mandats d'actions, avec ou sans coupons, pour le paiement du dividende accru sur l'action ou les actions incluses dans les mandats;

Généralement faire toute autre affaire manufacturière ou autre, et soit organisée ou non, que la compagnie jugera susceptible d'être exercée convenablement ou d'une manière profitable avec ci-dessus, ou calculée devoir directement ou indirectement augmenter la valeur ou rendre profitables aucunes des propriétés ou aucuns des droits de la compagnie, et faire tout ou toutes choses nécessaires ou convenables et propres à l'accomplissement d'aucune des fins ou à la réalisation d'un ou de plusieurs des objets énumérés dans les présentes ou se rapportant aux pouvoirs ici décrits, ou qui, en aucun temps, sembleraient favorables à ou nécessaires à la protection ou au bénéfice de la compagnie, sous le nom de "Hudson Investment Co., Limited", avec un capital total de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000.00) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1967 C.-J. SIMARD.

"F. Thompson & Sons, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1924,

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitutes the hypothec, mortgage, or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed in accordance with articles 6119b and 6119c, or in any other manner;

To hypothecate or mortgage the immovable property of the company, or pledge or otherwise affect the movable property, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

To guarantee from time to time the payment of dividends or interests on any stocks, shares, debentures or other securities issued by any company or corporation in which this company is or may be interested, or with which it may be associated in business, and also to guarantee the performance of any contract or obligation of any such company or corporation or person, in such manner and on such terms as may be considered desirable in the interests of the company;

To issue in lieu of any other certificate the company is authorized to issue in respect of any share or shares, share warrants, with or without coupons for the payment of the dividend accruing on the share or shares included in the warrant;

Generally to carry on any other business whether manufacturing or otherwise, and whether organized or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently or profitably carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights, and to do all and everything necessary, suitable or convenient and proper for the accomplishment of any of the purposes or the attainment of any one or more of the purposes herein enumerated or incidental to the powers herein named, or which shall at any time appear to be conducive to or expedient for the protection or benefit of the company, under the name of "Hudson Investment Co., Limited", with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1968 Assistant Provincial Secretary.

"F. Thompson & Sons, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of February, 1924, incorporating

constituant en corporation: John Perley Wells, Walter Harold Lynch et Kenneth Albert Wilson, avocats, tous de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme importateurs et exportateurs, soit en gros ou en détail, et acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes et de toute description de produits, denrées et marchandises, et sans en limiter la généralité, faire, de toute manière, le commerce des produits de l'agriculture et des produits qui en sont fabriqués; acheter, vendre et trafiquer de toutes sortes d'épiceries, de provisions, de fruits et de légumes; importer, exporter, produire, acheter, vendre, manufacturer et trafiquer de toutes sortes de fruits et végétaux en canistres, confits, marinés et cuits, de végétaux, grains, provisions, viandes, extraits, sirops, confitures, marmelade, essences, sauces, assaisonnements, gelées, cidre, vinaigre de pommes, fruits séchés et évaporés;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'aliments et de préparations alimentaires;

Acheter, vendre et autrement aliéner, détenir, posséder, manufacturer, produire, exporter, importer et trafiquer, comme principal ou agent à commission, par consignation ou autrement, d'effets, denrées, produits et marchandises de toutes espèces et nature quelconque, faire un courtage général de marchandises comme marchands à commission, un commerce d'agents vendeurs et facteurs sur denrées, effets et marchandises dont trafique la compagnie;

Acquérir et assumer comme une industrie active toute affaire ou opérations ou toute partie d'icelle, actuellement ou devant être exercée par toute personne, firme ou corporation engagée dans ou autorisée à s'engager dans toute affaire dans les limites des pouvoirs de la compagnie, et les payer totalement ou partiellement en argent, ou totalement ou partiellement en actions, débetures ou valeurs de la compagnie;

Prélever ou aider à prélever des fonds pour, et aider au moyen de boni, promesse, endossement, garantie ou autrement, toute corporation dans le capital-actions de laquelle cette compagnie détient des parts, ou avec laquelle elle peut avoir des relations d'affaires, et agir comme employés, agents ou manufacturiers de toute telle corporation, et garantir l'exécution de contrats de toute telle corporation, ou par toute personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir, louer ou posséder tous brevets ou inventions, marques de commerce, droits, secrets ou procédés brevetés d'invention ou tous autres privilèges semblables se rapportant à, ou que la compagnie croirait utiles pour son commerce, ou autrement en disposer ainsi qu'il en serait jugé convenable;

Faire application pour, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, utiliser, posséder, opérer et introduire, et vendre, céder ou autrement disposer d'aucune et de toutes marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives, brevets, inventions, améliorations ou procédés utilisés en rapport avec ou obtenus par lettres patentes, ou droits semblables accordés par le gouvernement du Canada, ou par un autre pays ou gouvernement ou autrement, et faire usage, exercer et développer, et accorder des licences à leur sujet ou tout intérêt qui s'y rapporte ou autrement les rendre profitables, et exercer toute affaire dont la corporation croirait avantageux d'exercer l'usage, l'exécution ou le

John Perley Wells, Walter Harold Lynch and Kenneth Albert Wilson, advocates, all of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, for the following purposes.

To carry on business of importer and exporter, whether wholesale or retail, of and to buy, sell, and deal in all kinds and descriptions of goods, wares and merchandise, and without limiting the generality of the foregoing, to deal in all manner of products of agriculture and all products manufactured therefrom; to buy, sell and deal in all kinds of groceries, provisions, fruits and vegetables; to import, export, produce, buy, sell, manufacture and deal in all kinds of canned, preserved, pickled and cured fruits and vegetables, grains, provisions, meats, extracts, syrups, jams, marmalades, essences, sauces, relishes, jellies, cider and cider vinegar, aerated or evaporated fruits;

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of food and food preparations;

To buy, sell, and otherwise dispose of, hold, own, manufacture, produce, export and import and deal in, either as principal or agent, and upon commission, consignment or otherwise, goods, wares, products and merchandise of any kind and nature whatsoever and to do a general commission merchants merchandise brokerage, selling agents and factors' business in goods, wares and merchandise dealt in by the company;

To acquire and take over as a going concern any business or operations or any part thereof, now or hereafter carried on by any person, firm or corporation engaged in, or empowered to engage in any business within the powers of the company, and to pay for the same wholly or partly in cash, or wholly or partly with shares, debentures or securities of the company;

To raise or assist in raising money for and to aid by way of bonus, promise, endorsement, guarantee or otherwise, any corporation in the capital stock of which this company holds shares, or with which it may have business relations, and to act as employee, agent or manufacturer of any such corporation and to guarantee the performance of contracts by any such corporation, or by any person or persons with whom the company may have business relations;

To apply for, purchase, or otherwise acquire, lease or own any patents or inventions, trade marks, rights, secrets, or patent processes of inventions, or other similar privileges relating to or which may be deemed useful for the Company's business, or otherwise dispose of the same as may be deemed expedient;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, to hold, use, own, operate and introduce, and to sell, assign or otherwise dispose of any and all trade marks, formulas, secret processes, trade names and distinctive marks, patents, inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patent, or similar rights granted by the Dominion of Canada, or by another country or government, or otherwise, and to use, exercise and develop, grant licenses in respect of the same, or any interest therein, and otherwise turn the same to account, and to carry on any business which the corporation may deem advantageous to effectuate the use, exercise or development thereof, in so far as the same is

développement, en autant que ces choses ne sont pas incompatibles avec les lois de la puissance du Canada;

Vendre ou disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et de l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou toute affaire ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Prendre, acheter et autrement acquérir et détenir des parts dans toute autre compagnie poursuivant des fins en tout ou en partie semblables à cette compagnie, ou exerçant un commerce susceptible d'être conduit de manière à favoriser la compagnie, directement ou indirectement;

Faire toutes conventions avec tout gouvernement ou toute autorité, municipale, locale ou autre, jugées avantageuses pour la totalité ou aucun des objets de la compagnie, et obtenir de tel gouvernement ou de telles autorités tous droits, privilèges ou concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter et exercer tels arrangements et concessions et s'y conformer;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, donner ou autrement acquérir toute propriété réelle ou personnelle, ou tous privilèges que la compagnie croirait nécessaires ou désirables pour les fins de son commerce, et particulièrement tout l'achalandage, franchises, droits, propriétés, terrains, bâtisses, facilités, machinerie, ateliers ou fonds de commerce de toute personne, firme, association ou corporation, et les payer en argent, propriété, capital ou bons de cette compagnie ou autrement, et construire, entretenir et modifier toutes bâtisses nécessaires aux objets de la compagnie; prêter des fonds à, garantir les contrats de, ou autrement aider telle personne, firme ou corporation ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, et conduire, exercer, opérer, contrôler et développer la totalité ou toute partie de toute telle entreprise ou propriété ainsi acquise, soit au nom de telle autre personne ou personnes, firme, association ou corporation, ou au nom de cette corporation;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements et autres effets négociables;

Vendre, enlever, améliorer, administrer, développer, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents, représentants de corporations, firme ou individu, ou comme contracteurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Entreprendre toute autre affaire manufacturière, mercantile, minière ou de construction, et, à cette fin, acquérir, maintenir, posséder ou disposer d'aucune ou de toute propriété réelle ou

not inconsistent with the laws of the Dominion of Canada;

To sell, or dispose of the whole of the property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To enter into any arrangements for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company, carrying on, or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To take, purchase or otherwise acquire, and to hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To enter into any arrangements with any government, or authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

Generally to purchase, take on lease, or in exchange, give or otherwise acquire any real or personal property or privileges which the company may think necessary or advisable for the purposes of its business and in particular any good-will, franchise, rights, property, lands, buildings, easements, machinery, plants, or stock in trade of any person, firm, association or corporation and to pay for the same in cash, property, the stock or bonds of this company, or otherwise, and to construct, maintain and alter any buildings necessary for the purposes of the company; to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or corporation, having objects similar in whole or in part to those of this company and to conduct, carry on, operate, control, and develop the whole or any part of any such business or property so acquired, either in the name of such other person or persons, firm, association, or corporation, or in the name of this corporation;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, and other negotiable instruments;

To sell, remove, manage, develop, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, representatives of corporations, firms or individuals, or as contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To engage in any other manufacturing, selling, mining or construction business of any kind whatsoever, and to that end, to acquire, hold, own or dispose of any or all property, both real

Personnelle, de tous biens, capitaux, bons et droits de toutes sortes;

Acquérir, posséder et voter sur et grever, engager, vendre et, de quelque façon que ce soit, disposer d'actions du capital, des bons, débetures ou autres valeurs d'autres corporations organisées en quelques lieux que ce soit;

Rémunérer aucune personne, ou corporation, pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, en aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucune des actions de la compagnie, ou toutes débetures, débetures-actions, ou d'aucunes autres valeurs de la compagnie, ou dans la formation, l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Faire chacune et toutes choses nécessaires, convenables, incidentes, favorables, utiles ou propres à l'accomplissement d'aucune des fins, ou à la réalisation d'aucun des objets, ou à l'appui de chacun des pouvoirs ci-dessus décrits, comme principal ou agent, soit seul ou conjointement avec d'autres corporations, firmes ou individus, et faire toute autre action ou actions, chose ou choses, se rapportant à, ou appartenant à, ou provenant de, ou attachées à aucune des fins, objets ou pouvoirs ci-dessus, ou à aucune partie d'eux;

Acheter, acquérir et se charger du fonds de commerce, des biens mobiliers ou immobiliers, de l'achalandage, du commerce actuellement et ci-devant exercé par F. Thompson & Sons, une société actuellement et ci-devant exerçant un commerce dans la dite cité de Sherbrooke, et les payer avec le capital de cette compagnie, sous le nom de "F. Thompson & Sons, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1959 C.-J. SIMARD.

"Hew R. Wood Bond Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1924, constituant en corporation: Hew Ritchie Wood, marchand d'obligations, Westmount, Louis-Joseph Béique, avocat, George-Joseph Maguire, comptable, Lillias Alberta Atkinson, secrétaire, de Montréal, pour les fins suivantes:

Garantir, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, comme principal ou agent ou comme propriétaire incommutable et par voie de garantie collatérale ou autrement et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement aliéner ou commercer des obligations ou débetures, parts, actions ou autres valeurs de tout individu, gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute banque ou toute autre compagnie ou corporation dûment constituées, industrielles, financières ou autrement;

Promouvoir, organiser, administrer, développer ou aider à la promotion, l'organisation, le développement ou l'administration de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise et prélever et aider à prélever de l'argent pour, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres

and personal, assets, stocks, bonds and rights of any and every kind;

To acquire, hold and vote, and to pledge, mortgage, sell and in any way dispose of shares of stock, bonds, debentures or other securities of other corporations wherever organized;

To remunerate any persons or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any kind of the shares of this company's capital stock or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation of this company or the conduct of its business;

To do all and everything necessary, suitable, incidental, conducive, useful or proper for the accomplishment of any of the purposes or the attainments of any of the objects, or the furtherance of any of the powers hereinbefore set forth, as principal or agent, either alone or in association with other corporations, firms or individuals, and to do every other act or acts, thing or things, incidental or appurtenant to or growing out of, or connected with any of the aforesaid purposes, objects or powers, or any part or parts thereof;

To purchase, acquire and take over the stock in trade, assets movable or immovable and the goodwill of the business now and heretofore carried on by F. Thompson & Sons, a partnership now and heretofore carrying on business at the city of Sherbrooke aforesaid, and to pay therefor in and by the stock of this company, under the name of "F. Thompson & Sons, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

1960 Assistant Provincial Secretary.

"Hew R. Wood Bond Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1924, incorporating: Hew Ritchie Wood, bond dealer, Westmount, Louis Joseph Beique, lawyer, George Joseph Maguire, accountant, Lillias Alberta Atkinson, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold, either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds, debentures, stocks, shares or other securities of any individual, government or municipal or school corporation, or of any chartered bank or of any duly incorporated company or corporation, industrial, financial or otherwise;

To promote, organize, develop or manage or to assist in the promotion, organization, development or management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking and to raise and assist in raising money for and aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities,

sûretés, ou autrement, toute autre compagnie ou corporation, et offrir au public toute souscription, toutes parts, capitaux, obligations, débetures ou autres sûretés de toute autre compagnie ou corporation, affaire ou entreprise;

Agir comme agents pour l'émission et pour contre signer des certificats de stocks, des bons et autres obligations de toute association ou autre corporation municipale, agir comme agents de transfert et de registrateurs relativement aux dits stock, bons ou autres obligations, et administrer leur fonds d'amortissement sous tels termes qui pourraient être agréés;

Garantir toute émission de stocks, de bons ou débetures de toute corporation autorisée par la loi à émettre des stocks, bons ou débetures et garantir tout sceau ou signature ou acte de cession, de vente ou de transport, de toutes actions ou stocks ou autres propriétés réelles ou personnelles;

Se charger de, et transiger, comme procureurs ou agents ou autrement, toute affaire offerte à la compagnie pour le placement de fonds, la collection d'emprunts, rentes, intérêts, dividendes et émettre, faire, transporter et collecter des dettes, mortgages, débetures, bons, billets, notes, coupons et autres valeurs ou argents;

Donner toute garantie pour le paiement de fonds ou l'exécution de toute obligation ou entreprise par toute personne, firme ou corporation avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations;

Faire affaire comme courtiers en assurance, agents et conciliateurs pour les fins de la compagnie, et agir comme agents du fisc pour des personnes, firmes ou corporations, municipalités ou gouvernements;

Faire affaires comme agents d'immeubles, experts, évaluateurs, courtiers en immeubles, administrateurs, contracteurs et constructeurs, et conduire une agence générale d'immeubles comprenant la conduite d'investigations, d'évaluations, ventes, échanges et autres choses semblables et de baux négociables, et toutes autres formes de contrats relativement à l'immeuble;

Charger, collecter et recevoir toute rémunération convenable, les frais, charges et dépenses légales, usuelles et ordinaires pour tous tels services;

Acheter, acquérir, détenir, trafiquer de et disposer de tout immeuble, actions, bons, mortgages ou autres évidences de dettes de toute personne, firme, corporation, municipalité, gouvernement domestique ou étranger, et exercer tous droits et privilèges y attachés, comprenant le droit de voter à leur sujet, et émettre ses capitaux, ses bons ou ses obligations pour en effectuer le paiement;

Acheter, louer ou autrement acquérir, pour telle considération que la compagnie jugerait convenable, toute affaire dont les caractères et les objets sont semblables à ceux de cette compagnie;

Émettre et attribuer comme principal entièrement payé de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement ou partie de paiement pour toute propriété mobilière ou immobilière, ou pour tous droits, bail, affaires, franchise, entreprise, pouvoirs, privilèges, licences, stock, bons et débetures ou autre propriété, droits qu'elle peut légitimement acquérir en vertu des pouvoirs conférés par les présentes, ou les payer ou payer quelques parties d'iceux, totalement ou partiellement en bons ou débetures de cette compagnie;

Vendre ou disposer de la totalité de l'entreprise, des biens ou propriété de la compagnie, pour telle considération que la compagnie jugera

or otherwise, any other company or corporation and to offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any company or corporation, business or undertaking;

To act as agent for the purpose of issuing or countersigning certificates of stock, bonds or other obligations of any associations or municipal or other corporation, to act as transfer agents and registrars in connection with said stock, bonds, or other obligations and to manage any sinking fund therefor on such terms as may be agreed upon;

To guarantee any issue of stock, bonds or debentures of any corporation authorized by law to make an issue of stock, bonds or debentures and to guarantee any seal or signature or act of assignment, sale or transfer of any shares or stock or other property real or personal;

To accept and fulfil as attorneys or agents, or otherwise any business tendered to the company, for the investment of funds, the collection of loans, rents, interest, dividends and the issuing, making, handling and collecting of debts, mortgages, debentures, bonds, bills, notes, coupons and other securities or moneys;

To give any guarantee for the payment of money or the performance of any obligation or undertaking by any person, firm or corporation with which the company may have dealings;

To carry on the business of insurance brokers, agents and adjusters for the purposes of the company, and to act as fiscal agents for persons, firms or corporations, municipalities or governments;

To carry on business as real estate agents, experts, valutors, realty brokers, managers, contractors and builders, and do a general real estate business, including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, and the like, and negotiable leases, and all other forms of contract in respect to real estate;

To charge, collect and receive all proper remuneration, legal, usual and customary costs, charges and expenses, for all such services;

To purchase, acquire, hold, deal with, and dispose of real estate and the shares, bonds, mortgages or other evidences of indebtedness of any person, firm, corporation, municipality, or government domestic or foreign, and to exercise all the rights and privileges attached thereto, including the right to vote thereon, and to issue its stocks, bonds or obligations for or to effect payment for the same;

To purchase, lease, or otherwise acquire, for such consideration as the company may think proper, any business similar in character and object to any of the businesses of this company;

To issue and allot as fully paid up shares of the company hereby incorporated in payment or part payment of any property, movable or immovable, property rights, lease, business, bonds and debentures, franchise, undertaking, powers, privileges, license, concession, stock or other property rights, hereby granted, or to pay for same or any part thereof in bonds, or debentures of this company;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of this company or any part thereof, for such consideration as the

raisonnable et particulièrement, pour des actions, bons, débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires que la compagnie peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Se fusionner avec toute autre compagnie poursuivant des fins en tout ou en partie semblables à celles de cette compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser et exécuter des billets promissaires, des lettres de change, connaissements, des mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Distribuer, parmi les actionnaires de la compagnie, en nature, aucun des biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures ou autres garanties dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont cette dernière peut avoir le pouvoir de disposer;

Autoriser les directeurs de temps en temps, si autorisés par un règlement sanctionné par pas moins des deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre en considération ledit règlement, à:

a. emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. limiter ou augmenter le montant à être emprunté;

c. émettre des bons, débetures, ou autres valeurs de la compagnie pour des montants de pas moins de cent piastres chacun, et les engager ou les vendre pour telles sommes et pour tels prix qui seraient jugés convenables;

d. hypothéquer, engager, lier la propriété réelle ou personnelle de la compagnie, ou les deux, pour garantir tous tels bons, débetures ou autres valeurs, et tout argent emprunté pour les besoins de la compagnie, pourvu, toutefois, que rien de contenu dans les présentes ne limite ou ne restreigne les emprunts d'argent par la compagnie, sur des lettres de change, ou des billets promissaires faits, tirés ou acceptés ou endossés par ou en faveur de la compagnie;

De temps en temps, faire aucune ou plusieurs des actions et choses stipulées dans les présentes, et jouir et exercer tous tels droits et privilèges, et faire toutes telles autres actions et choses se rapportant à ou favorisant la réalisation des objets ci-dessus, ou de quelques-uns d'entre eux, et aussi faire toute affaire ou affaires alliées aux fins et objets décrits ci-dessus, sous le nom de "Hew R. Wood Bond Company".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1000 actions sans valeur ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinq mille piastres.

Les actions seront émises et distribuées pour telle considération et pour tel prix à être fixés par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Westmount, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1924.

L'assistant-secrétaire de la province,

1963

C.-J. SIMARD.

company may think proper, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, or union of interest, co-operation, joint adventures, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without warrant or otherwise deal in the same;

To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those of this company and to take shares therein;

To draw, make, accept, endorse, discount and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities, belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To authorize the directors from time to time, if authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company represented at a general meeting duly called for considering the by-law to:

a. borrow money upon the credit of the company;

b. limit or increase the amount to be borrowed;

c. issue bonds, debentures or other securities of the company for sums not less than one hundred dollars each, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

d. hypothecate, mortgage, pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures or other securities, and any money borrowed for the purposes of the company; provided, however, that nothing herein contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

From time to time to do any one or more of the acts and things herein set forth and to exercise and enjoy all such rights and privileges, and to do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, and also to carry on any business or businesses germane to the purposes and objects above set forth under the name of "Hew R. Wood Bond Company".

The capital stock of the company is divided into 1000 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be five thousand dollars.

The shares shall be issued and allotted for such consideration or at such price as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be at Westmount, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1964

**"La Compagnie de l'Hôtel Windsor de Hull—
The Hull Windsor Hotel Company".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mars 1924, constituant en corporation: Napoléon Boucher, hôtelier, Rodolphe Boucher, Lionel Boucher, Roméo Boucher, commis de barre, Romuald Picard, pharmacien, tous de la cité de Hull, dans les buts suivants:

Tenir hôtel, taverne, auberge, magasin de liqueurs;

Faire le commerce de tabacs, cigares, cigarettes, acheter et vendre des liqueurs douces et alcooliques, donner des repas, recevoir et loger les voyageurs et généralement, faire le commerce d'hôtelier et commerçant de liqueurs, conformément aux exigences des lois de la province de Québec pour faire et effectuer tel commerce; acheter, posséder et vendre, et généralement aliéner des biens meubles et immeubles, tant pour les fins du dit commerce que pour toutes autres fins légitimes que les dits requérants et leurs représentants jugeront à propos d'acquiescer, posséder et vendre et aliéner de quelque manière que ce soit, sous le nom de "La Compagnie de l'Hôtel Windsor de Hull—The Hull Windsor Hotel Company", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1971

C.-J. SIMARD.

**"La Compagnie de l'Hôtel Windsor de Hull—
The Hull Windsor Hotel Company".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of March, 1924, incorporating: Napoléon Boucher, hotel-keeper, Rodolphe Boucher, Lionel Boucher, Roméo Boucher, bartenders, Romuald Picard, druggist, all of the city of Hull, for the following purposes:

To keep a hotel, tavern, inn, liquor store;

To deal in tobacco, cigars, cigarettes, buy and sell soft drinks and alcoholic beverages, serve meals, receive and house travellers and generally carry on the business of hotel-keeper and liquor dealer, in accordance with the provisions of the laws of the Province of Quebec for the carrying on of such business; to buy, possess and sell and generally alienate movable and immovable property, both for the purposes of said business and for any other lawful purposes which the said petitioners and their representatives may deem proper to acquire, possess, sell and alienate in any manner whatever, under the name of "La Compagnie de l'Hôtel Windsor de Hull—The Hull Windsor Hotel Company", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Hull.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,

1972

Assistant Provincial Secretary.

"The Manufacturers Sparging Works, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1924, constituant en corporation: John Albert Engel, avocat, James Burnett Taylor, comptable, et Berthe Maysenhoelder, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce de manufacturer, importer, exporter, fouler, finir, presser, sécher et nettoyer toutes sortes de draps, tissus, marchandises, matériaux et articles de toute description;

Manufacturer toutes sortes de formes pour chapeaux, habits, chaussures ou autrement;

Etablir et mettre en opération des manufactures, des entrepôts, magasins, dépôts, pour la conduite des affaires de la compagnie;

Conduire toutes autres affaires ou entreprises que la compagnie jugerait susceptibles d'être conduites convenablement ou avantageusement en rapport avec ses affaires et ses objectifs, et acquiescer, acheter, louer, et opérer les affaires, la propriété et l'entreprise, totalement ou partiellement, de toute compagnie, firme ou individu exerçant un commerce semblable ou se rattachant au commerce de la compagnie, ou pouvant être exercé conjointement avec lui, ou qui semblerait devoir être profitable à la compagnie;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquiescer et posséder toute propriété mobilière ou immobilière que la compagnie jugerait nécessaire ou utile à ses affaires ou à ses opérations, comprenant

"The Manufacturers Sparging Works, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1924, incorporating: John Albert Engel, advocate, James Burnett Taylor, accountant, and Berthe Maysenhoelder, stenographer, *filie majeure*, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, importing and exporting, examining, shrinking, finishing, pleating, drying, and cleaning all kinds of cloth, fabrics, goods, materials and articles of every description;

To manufacture all kinds of binding for hats, clothing, shoes or otherwise;

To establish and operate factories, warehouses, shops or depots for the conduct of the business of the company;

To carry on any other business or enterprise which may seem to the company capable of being conveniently or advantageously carried on in connection with the business and objects of the company and to acquire, purchase, lease and operate the business, property or undertaking in whole or in part of any company, firm or individual carrying on any business similar or incidental to the business of this company, or being capable of being operated in connection therewith, or which may be deemed beneficial or profitable to the company;

To purchase, lease, exchange or otherwise acquire and possess all movable and immovable property which the company may deem necessary or useful for its business or operations, including

marques de commerce, des dessins industriels, des patentes, droits de patentes, licences, franchises, droits et privilèges de toutes sortes;

Se fusionner ou faire des arrangements pour le partage des profits, l'union des intrêts, la coopération, les aventures conjointes, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer, ou toute affaire ou transaction pouvant être avantageuse à la compagnie;

Souscrire à, recevoir, ou, de toute façon, acheter ou acquérir des actions et des valeurs de toute compagnie et les accepter comme paiement ou acquittement partiel ou total du prix ou considération de la vente, le loyer, la cession ou mode de disposition de toute propriété, droits, obligations qui pourraient être détenus ou en possession de, ou dus à cette compagnie; et détenir, voter sur, engager, vendre, réémettre ou autrement disposer de telles actions de toute façon que la compagnie jugerait convenable;

Émettre, transférer et distribuer comme entièrement acquittées toutes actions, débetures, actions-obligations ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement total ou partiel de toute propriété ou droits que cette compagnie peut légitimement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Hypothéquer, engager ou lier toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, aux fins de garantir tous bons, débetures ou actions-obligations que cette compagnie est autorisée à en être par la loi;

Vendre, grever, engager, hypothéquer, aliéner, louer ou autrement disposer d'une partie ou de toute la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, et de tous droits possédés ou en jouissance de la compagnie, en aucun temps et sous tels termes et conditions que la compagnie jugerait convenables;

Prêter ou avancer des fonds à, ou garantir l'exécution de contrats de, ou indemniser ou se porter garants pour, ou autrement aider toute compagnie, firme ou individu, et investir aucun des fonds de cette compagnie dans ou sur toute propriété mobilière ou immobilière, et toute telle autre entreprise ou valeurs que la compagnie, de temps en temps, jugerait désirables, sous le nom de "The Manufacturing Sponging Works, Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1920 C.-J. SIMARD.

"Manganese Steel Castings, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1924, constituant en corporation: George Douglas MacKinnon, manufacturier, Arthur Lucius Spafford, comptable, et Kenneth Albert Wilson, avocat, tous de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme fondeurs, machinistes, ouvriers en structure métallique, et fondre, mouler, convertir, raffiner, manufacturer, façonner

trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, franchises, rights and privileges of any kind whatsoever;

To amalgamate or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, firm or company carrying on or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to carry on, or any business or transaction capable of being conducted so as to benefit this company;

To subscribe for, receive or in any way to purchase or acquire the shares and securities of any company, or to accept the same in whole or in part payment of the price or consideration of the sale, lease, concession or other disposal of any property, rights or obligations which may be held or enjoyed by, or due to this company, and such shares and securities to hold, vote upon, pledge, sell, re-issue or otherwise deal with, as this company may see fit;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

To lend, or advance monies to, or guarantee the contracts of, or indemnify or become security for, or otherwise assist any company, firm or individual, and to invest any of the monies of this company in or upon any property movable or immovable, and such other undertakings or securities as this company may from time to time deem expedient, under the name of "The Manufacturers Sponging Works, Inc.", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Manganese Steel Castings, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1924, incorporating: George Douglas MacKinnon, manufacturer, Arthur Lucius Spafford, accountant, and Kenneth Albert Wilson, advocate, all of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, for the following purposes:

To carry on the business of foundrymen, machinists and structural metal workers, and of smelting, casting, converting, refining, manufac-

et faire le commerce de fer et d'acier et tous autres matériaux provenant de minerais, et de tous les produits en provenant, et aussi manufacturer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises dans lesquels le fer ou l'acier ou tout autre métal sont utilisés ou forment partie; acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de minéraux, ateliers, machinerie, métal, fonte, équipements pour chemins de fer, et autres spécialités mécaniques, ameublements, fournitures matériaux et toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec les opérations métallurgiques et autres que la compagnie peut exercer, ou dans lesquelles elle peut être intéressée, et agir comme agents, courtiers, représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations pour en opérer la vente;

Acquérir par achat, bail ou autrement tous terrains, édifices ou autres propriétés ou autres matériaux, et ériger, installer et mettre en opération tels moulins, manufactures, fonderies, boutiques, édifices, usines, machinerie et autres équipements qui pourraient être avantageux ou nécessaires pour la bonne exécution des affaires de la compagnie, et les vendre, les échanger, louer ou autrement en disposer ou les remplacer;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous droits de brevets, améliorations et procédés enregistrés, licences, concessions, marques de commerce, noms de commerce, dessins de commerce et autres ou tout intérêt qui s'y rapporte, ou tout secret ou autre information relativement à toute invention que la compagnie jugerait propre à être utilisée d'une manière profitable avec, ou qui semblerait susceptible d'être utilisée pour aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblerait devoir favoriser la compagnie directement ou indirectement, et utiliser, exercer, développer, vendre, louer ou autrement disposer de toutes patentes, droits de brevets, améliorations et procédés, et procédés enregistrés, licences, concessions, marques de commerce, noms de commerce, dessins de commerce et autres, ou tout intérêt s'y rapportant ou tout secret ou autre information ci-dessus décrits;

Emettre des actions acquittées et non transférables du capital, des bons ou autres obligations, en paiement ou partie de paiement pour la propriété, les droits et privilèges acquis par la compagnie, ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, et acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, exercer et avoir la jouissance de toutes ou de chacune des propriétés, franchises, de la clientèle, des droits, pouvoirs et privilèges détenus par toute personne ou firme, par toute compagnie ou compagnies exerçant un commerce semblable, en tout ou en partie, à celui que cette compagnie a le droit d'exercer, soit en son nom ou au nom de toute telle personne, firme ou compagnie, et payer telle propriété, franchises, achalandage, droits, pouvoirs et privilèges totalement ou partiellement en argent, ou en parts acquittées, ou en bons de la compagnie, ou autrement, et se charger de, et assumer les responsabilités de toute telle personne, firme ou compagnie;

Se consolider et s'amalgamer avec toute autre compagnie poursuivant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir par achat, bail ou autrement la propriété, les franchises, l'entreprise et les affaires

turing, working and dealing in iron and steel and all other materials from the ore to the finished products thereof, and also to manufacture and deal in all goods, wares and merchandise in which iron or steel or any other metals is or may be used or forms a component part; to buy, sell, manufacture and deal in minerals, plant, machinery, metal, castings, railway and other mechanical specialities and equipment, implements, supplies and material and things capable of being used in connection with metallurgical and other operations which the company may carry on or be interested in, and to act as agents, brokers and representatives for other persons, firms or corporations for the sale of the same;

To acquire by purchase, lease or otherwise, such lands, buildings, or other property or material, and to erect, install and operate such mills, factories, founderies, shops, buildings, plant, machinery or other equipment as may be advantageous or necessary for the due carrying on of the company's business, and to sell, exchange, lease or otherwise dispose of or replace the same;

To carry on any other business of manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To apply for, purchase, lease or otherwise acquire any patent rights, improvements and processes under registration, licenses, concessions, trade-marks, trade names and trade designs and the like, or any interests therein or any secret or other information as to any invention which may seem to the company to be capable of being profitably dealt with, or which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, sell, lease or otherwise dispose of, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any such patents, patent rights, improvements and processes under registration, licenses, concessions, trade marks, trade names and trade designs and the like, or any interest therein or any secret or other information aforesaid;

To issue paid up and non-assessable shares of stock, bonds or other obligations, in payment or part payment for property, rights or privileges acquired by it or, with the approval of the shareholders for services rendered to the company, and to purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, exercise and enjoy all or any of the property, franchise, good-will, rights, powers and privileges held by any person or firm or by any company or companies carrying on business similar in whole or in part to that which this company is authorized to carry on, either in its own name or in the name of any such person, firm or company, and to pay for such property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges wholly or partly in cash or paid up shares or bonds of the company, or otherwise, and to undertake and assume the liabilities of any such person, firm or company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertakings and business of any such

de toute telle corporation, et en assumer les engagements, et les payer totalement ou partiellement en argent, actions, bons ou autres valeurs de la compagnie;

Promouvoir ou aider à la promotion de toute compagnie subsidiaire, alliée ou autre firme ou personne exerçant ou ayant en vue des opérations de tout commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie, et faire des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, les aventures conjointes, les concessions réciproques ou autrement avec toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et des valeurs de toute telle compagnie et les payer totalement ou partiellement en argent, bons, parts ou autres valeurs de la compagnie, et détenir, vendre, ré-émettre avec ou sans garantie du principal, de l'intérêt ou des dividendes, ou autrement en trafiquer;

Vendre, louer ou céder de la propriété, des droits, franchises, l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débetures, bons ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Placer des fonds disponibles de telle manière qui pourra être déterminée de temps à autre;

Distribuer aucun des biens de la compagnie aux actionnaires, en espèces ou autrement, ou à d'autres personnes ou compagnies, ainsi qu'il en sera jugé convenable;

Prélever ou aider à prélever des fonds pour, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement toute compagnie dont les actions du capital, bons ou autres obligations sont détenus ou de quelque manière garantis par cette compagnie, et faire toutes actions ou toutes choses pour la conservation, la protection, l'amélioration ou l'augmentation de la valeur de toutes telles actions du capital-actions, des bons ou autres obligations, et faire aucune et toutes actions et choses tendant à augmenter la valeur de la propriété de toute telle compagnie;

Aider à prélever des fonds, et aider au moyen d'avances, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, de dettes ou de contrats, toute personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Établir, supporter ou aider à l'établissement ou au soutien d'associations, d'institution, de fonds, de fidéi-commis et d'avantages, dont l'objet sera d'accorder des bénéfices aux employés ou ex-employés de la compagnie ou ses prédécesseurs dans les affaires, ou aux personnes dépendant de ces employés ou ex-employés, ou ayant quelque rapport avec eux et, dans ce but, d'accorder des pensions, allocations, faire des paiements aux compagnies d'assurances en leur faveur, souscrire et garantir des argents pour des fins de charité et de bienfaisance ou pour toute exhibition pour tout autre objet public, général ou utile;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus, soit comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, exercer chacun ou tous les objets ci-dessus comme principaux, agents, contracteurs ou autrement et par l'intermédiaire de commissaires, d'agents, de sous-contracteurs ou autrement, et seuls ou conjointement avec toute autre corporation, association, firme ou personne, et faire toutes ou telles autres actions et choses, et exercer

corporation, and to assume the liabilities thereof, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To promote or assist in promoting or to be a shareholder in any subsidiary, allied or other company, firm or person carrying on or having for its purpose the operation of any business altogether or in part similar to that of this company, and to enter into any arrangements for sharing profits, union of interest, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company and to hold, sell, re-issue with or without guarantee of principal, interest and dividends or otherwise to deal with the same;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute any of the assets of the company among the shareholders, in specie or otherwise, or among such other persons or companies as may be deemed expedient;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise any company whose shares of capital stock, bonds or other obligations are held, or in any manner guaranteed by this company, and to do any acts or things for the preservation and protection, improvements or enhancement of the value of any such shares of capital stock, bonds or other obligations and to do any and all acts and things tending to increase the value of the property of any such company,

To assist in raising money for, and to aid by way of advances, loan, promise, endorsement, guarantee as to bonds, debts or contracts, any person or persons with whom this company may have business relations;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payment towards insurance in their behalf, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful objects;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To do all or any of the things mentioned either as principals, agents, contractors or otherwise, and to carry out any or all of the foregoing objects as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise and alone or jointly with any other corporation, association, firm or person, and to do all such other acts and things and to carry on any business, manufacturing or other-

toutes affaires, ou autrement, qui pourraient se rapporter à, ou favoriser aucune des fins ou objets de la compagnie et que la compagnie croirait susceptibles d'être exercées convenablement avec, ou supposées devoir favoriser les fins ou objets de la compagnie, ou calculées devoir augmenter directement ou indirectement la valeur de, ou rendre profitables aucune des propriétés ou aucuns des droits de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie chacune ou toutes les dépenses de, ou se rapportant à sa formation ou à son organisation, sous le nom de "Manganese Steel Castings, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1975 C.-J. SIMARD.

"Vipond-Tolhurst Coal Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1924, constituant en corporation: Edgar Fergus Tolhurst, Lawrence Thomas Vipond et Frederick Charles Empey, tous trois marchands de charbon, résidant dans la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme marchands de charbon et de bois et, généralement, faire le commerce de charbon et de bois et de leurs sous-produits et autres substances de toute nature pour des fins de chauffage, et agir comme agents à commission ou autrement pour la vente de ces choses;

Faire le commerce de ou faire les affaires de transporter par eau, des passagers, effets et marchandises et autre fret;

Bâtir, acquérir, posséder, affréter, ou louer des navires et utiliser des bateaux à vapeur, des bateaux à voiles, des barges et autres vaisseaux et bateaux pour les fins du commerce de la compagnie;

Acheter et acquérir toute affaire de même nature, et acheter et acquérir tout intérêt ou tout contrôle dans tout commerce du même genre, et les payer en argent, bons ou capital payé de la compagnie;

Sans limiter la généralité des paragraphes précédents, acheter et acquérir comme une industrie active le commerce de la maison de commerce actuelle de Edgar F. Tolhurst et B. L. Vipond & Son, comprenant tout l'actif et l'achalandage de la dite maison, et les payer en capital acquitté de cette compagnie, le tout sous telles conditions que les directeurs de la compagnie pourraient décider;

Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, et de temps en temps vendre, louer ou autrement disposer de terrains, bâtisses, bureaux, travaux, cours, hangars, quais, machinerie et propriété de toutes sortes et de toute description qui pourraient être utiles et requis pour le commerce de la compagnie, et construire et ériger toutes bâtisses, manufactures, magasins, entrepôts, quais ou autres établissements et machinerie en rapport avec les fins de la compagnie;

Acheter et acquérir des droits, bénéfices, privilèges, baux pour les fins du commerce de la compagnie, et les payer en argent, bons et capital payé de la compagnie;

wise, which may be incidental or conducive to any of the purposes or objects of the company, and which may seem to the company capable of being conveniently carried on or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of, or incidental to the formation and organization thereof, under the name of "Manganese Steel Castings, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Sherbrooke, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1976 Assistant Provincial Secretary.

"Vipond-Tolhurst Coal Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1924, incorporating: Edgar Fergus Tolhurst, Lawrence Thomas Vipond and Frederick, Charles Empey, all three coal merchants, residing in the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of coal and wood merchants and generally to deal in coal and wood and the by-products thereof, and other substances of any nature for fuel purposes, and to act as agents for the same on commission or otherwise;

To carry on the trade or business of carriers by water of passengers, goods, merchandise and other freight;

To build, acquire, own, charter or lease, navigate and use steamships, sailing vessels, barges and other vessels or boats for the purposes of the company's business;

To purchase and acquire any business of a similar nature and to purchase and acquire any interest or control in any business of a similar nature, and to pay for the same in cash, bonds, or paid up stock of this company;

Without limiting the generality of the preceding paragraph, to purchase and acquire as going concern, the businesses of the present commercial firms of Edgar F. Tolhurst, and B. L. Vipond & Son, including all assets and good will of said businesses, and to pay for the same in paid up stock of this company, the whole on such conditions as the directors of this company may decide;

To purchase, lease or otherwise acquire and hold, and from time to time to sell, lease or otherwise dispose of land, buildings, offices, works, yards, sheds, wharves, machinery and property of any kind and description which may be useful or requisite for the purpose of the company's business, and to erect and construct any buildings, factories, stores, warehouses, wharves, or other establishments and machinery in connection with the purposes of the company;

To purchase and acquire rights, benefits, privileges, leases, for the purposes of the company's business, and to pay for the same in cash, bonds and paid up stock of the company;

Demander, acquérir, louer et disposer de marques de commerce, dessins industriels, brevets et droits de patentes relativement à toute invention dont pourrait bénéficier le commerce de la compagnie, et acquérir et exploiter tout brevet d'invention et toute licence, et utiliser toute invention qui semblerait devoir être utilisée en rapport avec le commerce de la compagnie;

Hypothéquer, engager, grever, vendre, louer ou autrement disposer d'aucune des propriétés mobilières et immobilières de la compagnie, sous le nom de "Vipond-Tolhurst Coal Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux mille (2,000) actions, n'ayant aucune valeur nominale au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de quarante-huit mille trois cents \$48,300.00) piastres.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1991 C.-J. SIMARD.

To apply for, acquire, lease and dispose of trade marks, industrial designs, patent and patent rights for and in respect of any invention which may be deemed beneficial to the company's business, and to acquire and work any patents of invention or any license to use any invention, which may be deemed to be of use in connection with the company's business;

To hypothecate, mortgage, pledge, sell, lease, or otherwise dispose of any of the property, movable or immovable of the company, under the name of "Vipond-Tolhurst Coal Company, Limited".

The capital-stock of the company is divided into two thousand (2,000) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be forty eight thousand three hundred dollars (\$48,300.00).

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1992 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'Instruction Publique

Department of Public Instruction

No 2977-23.

Québec, 23 avril 1924.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gabriel-Ouest, comté de Québec, les lots numéros 163 à 166, inclusivement, les lots numéros 206 et 215, du cadastre officiel de Saint-Gabriel-Ouest-de-Valcartier, et de les annexer à la municipalité scolaire de Rivière-aux-Pins, même comté.

2029—17-2

No. 2977-23.

Quebec, April 23, 1924.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Gabriel Ouest, county of Quebec, the lots numbers 163 to 166, inclusively, the lots numbers 206 and 215, of the official cadastre of Saint Gabriel Ouest de Valcartier, and to annex them to the school municipality of Rivière aux Pins, same county.

2030—17-2

No 276-24.

Québec, 22 avril 1924.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Julien-de-Wolfestown, comté de Wolfe, les lots numéros 28, des rangs 1 et 2 du canton de Wolfestown, et de les annexer à la municipalité scolaire de Disraéli, paroisse, même comté.

2031—17-2

No. 276-24.

Quebec, April 22, 1924.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Julien de Wolfestown, county of Wolfe, the lots numbers 28 or ranges 1 and 2, of the township of Wolfestown, and to annex them to the school municipality of Disraéli parish, same county.

2032—17-2

No 47-23.

Québec, 23 avril 1924.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-François-d'Assise, comté de Bonaventure, le territoire ci-dessous décrit:

1. Les lots numéros 20 à 27, inclusivement, des rangs 1 et 2 de l'Immaculée-Conception-sud, canton de Matapédia; ces lots devant être détachés de la municipalité scolaire de Saint-Alexis-de-Matapédia;

2. Les lots numéros 38 à 56, inclusivement, des rangs 1 et 2 du même canton; ces lots n'appartenant à aucune municipalité déjà organisée.

2033—17-2

No. 47-23.

Quebec, April 23, 1924.

Application is made to annex to the school municipality of Saint François d'Assise, county of Bonaventure, the territory hereunder described:

1. The lots numbers 20 to 37, inclusively, of ranges 1 and 2 of Immaculée Conception South, township of Matapédia; these lots to be detached from the school municipality of Saint Alexis de Matapédia;

2. The lots numbers 38 to 56, inclusively, of ranges 1 and 2 of same township; these lots belong to no organized school municipality.

2034—17-2

No 482-24.

Québec, 23 avril 1924.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Charles-Borromée, comté de Joliette, le territoire occupé par le chemin de fer "Canadien National", les parcelles connues et désignées sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Charles-Borromée, sous les numéros 213 à 220, inclusivement, lequel territoire est borné au nord-ouest par les lots Nos 221 et 222 du cadastre de la paroisse de

No. 482-24.

Quebec, April 23, 1924.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Charles Borromée, county of Joliette, the territory occupied by the Canadian National Railway, the parcels known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint Charles Borromée, under the numbers 213 to 220, inclusively, which territory is bounded to the north-west by the lots Nos 221 and 222 of the cadastre

Saint-Charles-Borromée, au nord-est par le milieu de la rivière l'Assomption, au sud-est par le lot No 22, du cadastre de la cité de Joliette, et au sud-ouest par les lots Nos 418, 419, 420 et partie 421 du cadastre de la paroisse de Saint-Paul, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Village Saint-Charles", même comté.

2035-17-2

of the parish of Saint Charles Borromée, to the northeast by the middle of river l'Assomption, to the southeast by lot No 22 of the cadastre of the city of Joliette, and to the southwest by lots Nos. 418, 419, 420 and part 421, of the cadastre of the parish of Saint Paul, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of "Village Saint Charles," same county.

2036-17-2

Département des terres et forêts

Avis est par les présentes donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira à:

HULL, le 8 juillet 1924.
 CHICOUTIMI, le 22 juillet 1924.
 RIMOUSKI, le 28 juillet 1924.
 SHAWINIGAN FALLS, le 12 août 1924.
 QUEBEC, le 2 septembre 1924.

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le Département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter; aussi transmettre l'honoraire d'admission, soit \$6.00.

Le Ministre des Terres et Forêts,

HONORE MERCIER.

Québec, le 1er avril 1924. 1605-14-22

PROVINCE DE QUEBEC

Ajournement de forces hydrauliques

Avis est par les présentes donné que le mardi, 29 avril 1924, à 10.30 heures A. M., dans la salle de vente, à l'Hôtel du gouvernement, à Québec, le Département des Terres et Forêts offrira à louer, par voie d'enchère, les droits du gouvernement aux forces hydrauliques connues et désignées sous le nom de rapides Ulverton-Kingsey, sur la rivière Saint-François, comté de Drummond.

Quiconque aurait l'intention d'enchérir devra faire un dépôt de \$2,000.00 par chèque accepté, à l'ordre du Ministre des Terres et Forêts, au moins sept jours avant l'enchère. Ce montant sera confisqué si le déposant ne met pas d'enchère; il sera remboursé après la vente aux enchérisseurs dont les offres n'auront pas été heureuses, et celui de l'adjudicataire sera retenu comme partie de cautionnement jusqu'à la date d'aménagement.

Pour plus de renseignements, s'adresser au Département des Terres et Forêts, à Québec.

Le Ministre,

1503-13-5

HONORE MERCIER.

Department of Lands and Forests

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at:

HULL, July 8th, 1924;
 CHICOUTIMI, July 22nd, 1924.
 RIMOUSKI, July 28th, 1924;
 SHAWINIGAN FALLS, August 12th, 1924.
 QUEBEC, September 2nd, 1924;

to examine candidates desiring to qualify as log measurers and cullers.

Intending candidates should communicate at once with the Department and mention the place where they purpose presenting themselves, also forward the admission fee of \$6.00.

HONORE MERCIER,

Minister of Lands and Forests.

Quebec, April 1st, 1924. 1606-14-22

PROVINCE OF QUEBEC.

Leasing of water power.

Notice is hereby given that on Tuesday, April 29th, 1924, at 10.30 A. M., in the sales room, Parliament Buildings, at Quebec, the Department of Lands and Forests will offer on lease, at public auction, the water power known and designated under the name of Ulverton-Kingsey falls, on the Saint François river, county of Drummond.

Interested parties shall be under the obligation to deposit \$2,000.00 by accepted cheque to the order of the Minister of Lands and Forests, at least seven days before the auction.

This deposit will be forfeited should the applicant put up no bidding; it shall be refunded after the auction to the unsuccessful bidders, while the grantee's deposit will be retained as part of the guarantee until the development is completed.

For further information, write to the Department of Lands and Forests, at Quebec.

HONORE MERCIER,

1504-13-5

Minister.

Département du trésor

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Merchants Marine Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et automobile, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dégâts causés par arroseurs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du

Treasury Department

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Merchants Marine Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire and Automobile insurance, has been extended to include Sprinkler leakage and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of

gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2013—17-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Guardian Insurance Company of Canada", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, accidents, vol avec effraction, garantie, bris de glaces et maladie, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les automobiles, transport intérieur, chaudières à vapeur, contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, ouragan et contre les dommages sur propriété de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances de Québec,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2015—17-2

Avis est par le présent donné que la "World Marine and General Insurance Company, Limited" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, explosions, dégâts causés par arroseurs automatiques, émeutes, automobiles, accidents, maladie, vol avec effraction, garantie, bris de glaces, transport intérieur et navigation intérieure et océanique, le et après ce vingt-deuxième jour d'avril 1924.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: Alexander Morrison Stewart, 17 Saint John Street, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce vingt-deuxième jour d'avril 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Département du Trésor,
Branche des Assurances,
Québec, P. Q.

2017—17-2

Avis est par le présent donné que la "American Alliance Insurance Company" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, le et après ce vingt-troisième jour d'avril 1924.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: Pierre-J. Perrin, 17, rue Saint-Jean Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce vingt-troisième jour d'avril 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Département du Trésor,
Branche des Assurances,
2021—17-2 Québec, Qué.

2021—17-2

March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

2014—17-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Guardian Insurance Company of Canada", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Accident, Burglary, Guarantee, Plate Glass and Sickness insurance, has been extended to include Automobile, inland transportation, steam boiler, sprinkler leakage, tornado and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

2016—17-2

Notice is hereby given that the "World Marine and General Insurance Company, Limited" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Fire, explosion, sprinkler leakage, riot, automobile, accident, sickness, burglary, guarantee, plate glass, inland transportation and inland and ocean marine, on and after this twenty second day of April, 1924.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec, are: Alexander Morrison Stewart, 17 Saint John Street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this twenty second day of April, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Treasury Department,
Insurance Branch,
Québec, P. Q.

2018—17-2

Notice is hereby given that the "American Alliance Insurance Company" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, on and after this twenty third day of April, 1924.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are: Pierre J. Perrin, 17 Saint John Street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950 of the R. S. P. Q., 1909, this twenty third day of April, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, Que.

2022—17-2

Avis est par le présent donné que la "Standard Marine Insurance Company, Limited" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de Navigation intérieure et océanique, le et après ce vingt-troisième jour d'avril, 1924.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: J. Cox, 4, rue de l'Hôpital, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce vingt-troisième jour d'avril 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-P. BELANGER.

Département du Trésor,

Branche des Assurances,

2023—17-2

Québec, Qué.

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "British America Assurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, automobile, explosion, dégâts causés par arroseurs automatiques, ouragan et la foudre, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre le vol avec effraction, garantie et transport intérieur, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,

Département du trésor, Québec, P. Q.

1861—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "New Hampshire Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, les dégâts causés par arroseurs automatiques et contre les dommages aux propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus la classe suivante, contre le transport intérieur, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,

Département du trésor, Québec, P. Q.

1863—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The British Canadian Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre la maladie, automobile, bris de glaces, accidents, responsabilité des patrons, vol avec effraction, a été amendé, permettant en plus la classe suivante contre les chaudières à vapeur, le et après ce quinzième jour de décembre, 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce quinzième jour de décembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,

Département du trésor, Québec, P. Q.

1867—16-2

Notice is hereby given that the "Standard Marine Insurance Company, Limited" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Inland and Ocean Marine, on and after this twenty third day of April, 1924.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are: J. Cox, 4, Hospital Street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950 of the R. S. P. Q., 1909, this twenty third day of April 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Treasury Department,

Insurance Branch,

2024—17-2

Quebec, Que.

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "British America Assurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire, automobile, explosion, sprinkler leakage, tornado and lightning, has been extended to include burglary, guarantee and Inland transportation, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first of March, 1924.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec, P. Q.

1862—16-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "New Hampshire Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire, sprinkler leakage and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include Inland transportation insurance, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec, P. Q.,

1864—16-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The British Canadian Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of sickness, automobile, plate glass, accident, employers' liability, burglary, has been extended to include steam boiler insurance, on and after this fifteenth day of December, 1923.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this fifteenth day of December, 1923.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec, P. Q.

1868—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Royal Scottish Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus la classe suivante contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, le et après ce trente et unième jour de mars, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.
Branche des Assurances,
Département du trésor, Québec, P. Q.
1865—16-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The Royal Scottish Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include sprinkler leakage insurance, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the treasurer of the Province of Quebec.
J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec, P. Q.
1866—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Northern Assurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, les accidents, maladie, automobile, bris de glaces, vol avec effraction, garantie et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus la classe suivante contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, le et après le trente et unième jour de mars, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.
Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.
1869—16-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Northern Assurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire, accident, sickness, automobile, plate glass, burglary, guarantee and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include Sprinkler Leakage Insurance, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.
1870—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Palatine Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et l'automobile, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dégâts causés par arroseurs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.
Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.
1871—16-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Palatine Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire and Automobile Insurance, has been extended to include Sprinkler Leakage Insurance and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6050 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the treasurer of the Province of Quebec.
J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.
1872—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Western Assurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, transport intérieur, foudre, explosion, ouragan, automobile et dégâts causés par arroseurs automatiques, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre le vol avec effraction et garantie, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Sta-

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Western Assurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Inland Transportation, Lightning, Explosion, Tornado, Automobile, Sprinkler Leakage, has been extended to include Burglary and Guarantee, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised

tuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1873—16-2

Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the treasurer of the Province of Quebec.
J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

1874—16-2

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis public concernant le changement du nom du cercle agricole de la Mission de Makamik, Abitibi, P. Q.

Avis est par le présent donné qu'à l'avenir, le cercle agricole de la mission de Makamik, comté d'Abitibi, sera désigné sous le nom de "Cercle Agricole de la paroisse de Macamic", conformément à l'article 1862 des S. R. Q., 1909.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 22me jour d'avril 1924. 2011

Public notice respecting the change of name of the farmers' club of the Mission of Makamik, Abitibi, P. Q.

Notice is hereby given that, in the future, the farmers' club of the Mission of Makamik, county of Abitibi, shall be known under the name of "Cercle Agricole de la Paroisse de Macamic", pursuant to article 1862 of the Q. R. S., 1909.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy-Minister of Agriculture.

Quebec, April 22nd, 1924. 2012

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 159.—Dame Mélanie Beaulé, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Louis Grenier, du même lieu, et autorisée par la cour aux fins des présentes, demanderesse; contre Louis Grenier, des cantons de Stanstead, dans le district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise dans cette cause, le vingt-huitième jour de mars 1924.

Le procureur de la demanderesse,
C.-C. CABANA.

Sherbrooke, Qué., 22 avril 1924. 2625—17-5

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 159.—Dame Mélanie Beaulé, of the township of Stanstead, in the district of Saint-François, wife common as to property of Louis Grenier, of the same place, and duly authorized by the Court for these presents, plaintiff; against Louis Grenier, of the townships of Stanstead, in the district of Saint Francis, defendant.

An action for separation as to property has been taken in this cause on the 28th day of March, 1924.

C. C. CABANA,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, Que., April 22, 1924. 2026—17-5

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 9275. Dame Rose-Anna Rouleau, de Saint-Marcelin, épouse de Fidèle Bouillon, cultivateur, de Saint-Maurice, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Fidèle Bouillon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22 avril 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
LAVOIE & CHASSE.

Rimouski, ce 23 avril 1924. 2027—17-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 9275. Dame Rose Anna Rouleau, of Saint Marcelin, wife of Fidèle Bouillon, farmer, of Saint Marcelin, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Fidèle Bouillon, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 22nd of April, 1924.

LAVOIE & CHASSE,
Attorneys for plaintiff.

Rimouski, April 23, 1924. 2028—17-5

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 176. Dame Adélie Thibodeau, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Arthur St-Germain, gérant d'un théâtre du même lieu, et autorisée par la cour aux fins des présentes, demanderesse; contre Arthur St-Germain, gérant d'un théâtre de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise dans cette cause le quatrième jour d'avril 1924.

Le procureur de la demanderesse,
C.-C. CABANA.

Sherbrooke, Qué., 9 avril 1924. 1853—16-5

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 176. Dame Adélie Thibodeau, of the city of Sherbrooke, the district of Saint Francis, wife common as to property of Arthur St-Germain, theatre manager, of the same place, and duly authorized by the Court for these presents, plaintiff; against Arthur St-Germain, theatre manager, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, defendant.

An action for separation as to property has been taken in this cause on this 4th day of April, 1924.

C. C. CABANA,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, Que., April 9th, 1924. 1854—16-5

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, Beauce, No. 7761.

Dame Elisabeth Genesse, épouse commune en biens de Joseph-Emile Fortin, commerçant, de Saint-Côme, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre ledit Joseph-Emile Fortin.

Les procureurs de la demanderesse,
FARIBAUT, BOLDOC & LAMBERT.
Saint-Joseph, Beauce, 12 avril 1924.

1875—16-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4124.

Dame Christiana Ouellette, de la ville de Laval, district de Montréal, épouse de Henri Vannini, propriétaire de garage, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Henri Vannini, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 24 mars, 1924.

Les avocats de la demanderesse,
1877—16-5 BRODEUR & THOUIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1607. Marie-Louise-Anna Archambault, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Roy, épiciier, de Montréal, dûment autorisée, demanderesse; vs ledit Jean-Baptiste Roy, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée pour la demanderesse contre le défendeur, le 17 avril 1924.

Montréal, 17 avril 1924.

Le procureur de la demanderesse,
1927—16-5 ARTHUR GIBEAULT.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4922. Antoinette Delongchamp, épouse d'Arthur Beaupré, mouleur, tous deux du même lieu, demanderesse; vs ledit Arthur Beaupré, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur par la demanderesse le 12 mars 1924.

Montréal, 3 avril, 1924.

Le procureur de la demanderesse,
1747—15-5 ED. FLAMAND.

Canada, province de Québec, district de Beauce, devant la Cour supérieure, No 7807.—Dame Nellie Doyle, épouse commune en biens de Léon Bissonnette, commerçant, de Saint-Malachie, comté de Dorchester, dûment autorisée à instituer les présentes, demanderesse; vs le dit Léon Bissonnette, commerçant, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Saint-Joseph-de-Beauce, 17 mars, 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
1819—15-5 FORTIER & CLICHE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 464. Léda Bérubé, épouse commune en biens de Joseph Souci, marchand, des Cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph Souci, marchand, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Montréal, 27 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
1615—14-5 TRUDEAU, GUERIN, GARNEAU.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, Beauce, No 7761.

Dame Elisabeth Genesse, wife common as to property of Joseph Emile Fortin, trader, of Saint Côme, authorized to *ester en justice*, has instituted an action in separation as to property against the said Joseph Emile Fortin.

FARIBAUT, BOLDOC & LAMBERT,
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, April 12th, 1924.

1876—16-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4124.

Dame Christiana Ouellette, of the town of Laval, district of Montreal, wife of Henri Vannini, garage proprietor, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Henri Vannini, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant on March 24th, 1924.

BRODEUR & THOUIN,
Attorney for plaintiff.
1878—16-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1607. Marie Louise Anna Archambault, wife common as to property of Jean Baptiste Roy, grocer, of Montreal, duly authorized, plaintiff; vs the said Jean Baptiste Roy, defendant.

An action for separation as to property has been instituted for the plaintiff against the defendant, the 17th of April, 1924.

Montreal, April 17, 1924.

ARTHUR GIBEAULT,
Attorney for plaintiff.
1928—16-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4922. Antoinette Delongchamp, wife of Arthur Beaupré, moulder, both of the same place, plaintiff; vs the said Arthur Beaupré, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant by the plaintiff the 12th of March, 1924.

Montreal, April 3rd, 1924.

ED. FLAMAND,
Attorney for plaintiff.
1748—15-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, before the Superior Court, No. 7807.—Dame Nellie Doyle, wife common as to property of Léon Bissonnette, trader, of Saint Malachie, County of Dorchester, duly authorized to institute the present action, plaintiff; vs the said Léon Bissonnette, trader, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Saint Joseph de Beauce, March 17, 1924.

FORTIER & CLICHE,
Attorneys for plaintiff.
1820—15-5

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 464. Dame Léda Bérubé, wife common as to property of Joseph Souci, merchant, of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Joseph Souci, merchant, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted to day.

Montreal, March 27th, 1924.

TRUDEAU, GUERIN, GARNEAU,
Attorneys for plaintiff.
1616—14-5

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure, No 25. Dame Hérodiad Leclerc, du Village Saint-Joseph, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Joseph-T. Tétreault, entrepreneur, du même endroit, a institué, ce jour, une action en séparation de biens en cette cause contre le dit Joseph-T. Tétreault.

Les procureurs de la demanderesse Dame
Hérodiad Leclerc,
LUSSIER & FONTAINE.
Saint-Hyacinthe, 29 mars 1924. 1663—14-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 2328. Dame Marie-Emma-Poméla Gibeault, de Saint-Isidore-de-Laprairie, district de Montréal, épouse commune en biens de Hormisdas Trudeau, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs le dit Hormisdas Trudeau, défendeur et Télesphore Brassard, des Cité et district de Montréal, en sa qualité de registraire pour le district de Montréal, et F.-C. Larose, de Laprairie, dit district, en sa qualité de registraire du Comté de Laprairie, mis-en-cause.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
BEAUREGARD & PELLETIER.
Montréal, 31 mars 1924. 1627—14-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 538.

Dame Mathilda Bessette, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari, F.-X.-Gédéon Jeannotte dit Lachapelle, médecin, du même lieu.

Le procureur de la demanderesse,
M.-J.-CL. LARIVIERE.
Montréal, 1er avril 1924. 1655—14-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5004. Dame Marie-Louise Gardier, de la cité et du district de Montréal, épouse de Louis Guittard, machiniste, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Louis Guittard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 24 mars 1924.

Les avocats de la demanderesse,
1657—14-5 BRODEUR & THOUIN.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 9236. Dame Marie-Blanche Gagnon, épouse commune en biens de Philippe Fournier, journalier, de la paroisse de Saint-Fabien, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Philippe Fournier, défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
R.-E. ASSELIN.
Rimouski, 2 avril 1924. 1659—14-5

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 9237. Dame Antonia Harton, épouse commune en biens de J.-J.-Bte Fournier, beurrier, de la paroisse de Saint-Rémi-de-Métis, vulgo Price, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit J.-J.-Bte Fournier, défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
R.-E. ASSELIN.
Rimouski, 2 avril 1924. 1661—14-5

Province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe, Superior Court, No. 25. Dame Hérodiad Leclerc, of the village Saint Joseph, district of Saint-Hyacinthe, wife common as to property of Joseph T. Tétreault, contractor, of the same place, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, the said Joseph T. Tétreault.

LUSSIER & FONTAINE,
Attorneys for the plaintiff said Dame
Hérodiad Leclerc.
Saint-Hyacinthe, March 29, 1924. 1664—14-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2328. Dame Marie Emma Poméla Gibeault, of Saint-Isidore de Laprairie, district of Montreal, wife common as to property of Hormisdas Trudeau, farmer, of the same place, plaintiff; vs the said Hormisdas Trudeau, defendant, and Telesphore Brassard, of the city and district of Montreal, in his quality of Registrar for the district of Montreal and F. C. Larose, of Laprairie, said district, in his quality of Registrar of the county of Laprairie, *mis-en-cause*.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the twenty eighth of March, 1924.

BEAUREGARD & PELLETIER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, March 31, 1924. 1628—14-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 538.

Dame Mathilda Bessette, of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, F. X. Gédéon Jeannotte, dit Lachapelle, physician, of the same place.

M. J. CL. LARIVIERE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 1st April, 1924. 1656—14-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5004. Dame Marie Louise Gardier, of the City and District of Montreal, wife of Louis Guittard, machinist, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Louis Guittard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant on March 24th, 1924.

BRODEUR & THOUIN,
Attorneys for plaintiff.
1658—14-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 9236. Dame Marie-Blanche Gagnon, wife common as to property of Philippe Fournier, labourer, of the parish of Saint-Fabien, said district, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said Philippe Fournier, defendant.

R. E. ASSELIN,
Attorney for plaintiff.
Rimouski, 2nd April, 1924. 1660—14-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 9237. Dame Antonia Harton, wife common as to property of J. J. Bte Fournier, butter manufacturer, of the parish of Saint Rémi de Métis, vulgo Price, said district, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said J. J. Bte Fournier, defendant.

R. E. ASSELIN,
Attorney for plaintiff.
Rimouski, 2nd April, 1924. 1662—14-5

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour supérieure, No 1601.—Dame Florida Bouchard, épouse commune en biens de Zotique Marcoux, peintre, de la cité de Québec, dûment autorisée par la cour aux fins des présentes, demanderesse; vs Zotique Marcoux, peintre, de la cité de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 20e jour de mars 1924.

Québec, 20 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
1511—13-5 DORION & DORION.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 1601.—Dame Florida Bouchard, wife common as to property of Zotique Marcoux, painter, of the city of Quebec, duly authorized by the Court, for the purposes hereof, plaintiff; vs. Zotique Marcoux, painter, of the city of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 20th day of March, 1924.

1512—13-5 DORION & DORION,
Attorneys for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Hull, dans la Cour supérieure, No 7300. Octave Emery, cuisinier, des Cité et district de Hull, demandeur; vs Dame Luvina Amyot, anciennement des Cité et district de Hull, mais maintenant de lieux inconnus, épouse du dit demandeur, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 1er jour d'avril, 1924.

Le procureur du demandeur,
L.-A. LEDUC.
Hull, 1er avril 1924. 1629—14-5

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Hull. In the Superior Court, No. 7300. Octave Emery, cook, of the City and District of Hull, plaintiff; vs Dame Luvina Amyot, formerly of the City and District of Hull, but now of parts unknown, wife of said plaintiff; and the latter for the purpose of authorizing his said wife, defendant.

An action in separation of property and from bed and board has been instituted in this cause, the 1st day of April, 1924.

L. A. LEDUC,
Attorney for plaintiff.
Hull, 1st April, 1924. 1630—14-5

Avis divers

Avis est par le présent donné que "The British & Colonial Furniture Company, Limited", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé par nouvelle procuration MM. George William Sutton, secrétaire de la compagnie, Percy Israel Levitt et Alfred Samuel Cohen, ou aucun d'eux, tous de la cité de Montréal dans la province de Québec, leur agent principal, avec leur bureau chef d'affaires aux numéros 79 à 83, rue Sainte-Catherine ouest, dite cité, en remplacement de Sydney Levitt.

Le sous-secrétaire de la province,
2037 C.-J. SIMARD.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that "The British & Colonial Furniture Company, Limited", authorized to carry on business in this Province, has appointed by a new power of attorney Messrs. George William Sutton secretary of the company, Percy Israel Levitt and Alfred Samuel Cohen, or any one of them, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, their principal agent, with their principal place of business at numbers 79 to 83 Sainte Catherine Street West, said city, in the place and stead of Sydney Levitt.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
2038

Bureau-chef

Province de Québec, district de Québec.
Avis est, par les présentes, donné que l'Hôpital Saint-Luc, Limitée, a été incorporée par Lettres Patentes, émises sous le Grand Sceau de la Province de Québec, au capital de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, le six mars mil neuf cent vingt-quatre; que sa principale place d'affaires est au No 32 de la rue Sainte-Ursule, à Québec.

En foi de quoi, nous avons signé les présentes à Québec, ce quinzième jour du mois d'avril mil neuf cent vingt-quatre.

Le président,
2009 DR ACHILLE PAQUET.

Chief Office

Province of Quebec, district of Quebec.
Notice is hereby given that "L'Hôpital Saint Luc, Limitée" has been incorporated by Letters Patent issued under the Great Seal of the Province of Quebec, with a capital of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00), the sixth of March, one thousand nine hundred and twenty four; that its principal place of business is at No.32 Sainte Ursule Street, at Quebec.

In Testimony Whereof, we have signed these presents at Quebec, this fifteenth day of the month of April, one thousand nine hundred and twenty four.

2010 DR ACHILLE PAQUET,
President.

Charte :—Abandon de

Charter :—Surrender of

Avis public est par le présent donné que "La Compagnie Immobilière Lauzon & Québec, Limitée" demandera la permission d'abandonner sa charte.

Le président,
TH. CARRIER.

44 rue Saint-Georges, Lévis.

2039

Public notice is hereby given that the company "La Compagnie Immobilière Lauzon & Québec, Limitée" will ask for leave to surrender its charter.

TH. CARRIER,
Pres dent.

44 Saint George Street, Lévis.

2040

Minutes de notaire

Notarial minutes

Québec, le 16 avril 1924.

Avis est par le présent donné, conformément aux prescriptions du code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Arthur Courtois, notaire, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. Emmanuel L'Archevêque, notaire, du même lieu, qui a cessé de pratiquer comme notaire, pour cause de maladie.

Le sous-secrétaire de la province,
1925—16-5 C.-J. SIMARD.

Québec, le 21 mars 1924.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Lucien Baillargeon, notaire, de la ville de Huntingdon, même comté, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire I.-I. Grevier, en son vivant de la paroisse de Saint-Anicet, district de Beauharnois, ainsi que de partie du greffe de M. A.-R. Leduc, notaire, pratiquant actuellement dans la dite ville de Huntingdon.

Le sous-secrétaire de la province,
1513—13-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, April 16, 1924.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council by Mr. Arthur Courtois, notary, of the city of Montreal, for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Mr. Emmanuel L'Archevêque, notary, of the same place, who has ceased to practice as notary for cause of sickness.

1925—16-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 21, 1924.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the Notarial Code, application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr Lucien Baillargeon, notary, of the town of Huntingdon, same county, whereby he prays for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late notary I. I. Grevier, in his lifetime of the parish of Saint Anicet, district of Beauharnois, as well as part of the records of Mr. A. R. Leduc, notary, now practicing in the said town of Huntingdon.

1514—13-5 Assistant Provincial Secretary.

Ratification de titres

Confirmation of titles

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS

UNDER THE WINDING UP ACT OF CANADA

Cour supérieure.

Superior Court.

Canada, province de Québec, district de Saint François.

SHERBROOKE FOOTWEAR COMPANY, LIMITED, corps politique et incorporé, ayant son bureau-chef en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, en liquidation, et JOHN J. GRIFFITH, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, comptable-liquidateur.

Avis est, par les présentes, donné, qu'il a été déposé chez le liquidateur soussigné, à son bureau, No 46, rue Wellington nord, en ladite cité de Sherbrooke, un certain acte de vente, passé devant Edward B. Worthington, notaire public, le 11e jour d'avril, 1924, et portant le numéro 9243 des minutes du dit notaire, par John J. Griffith, liquidateur de ladite Sherbrooke Footwear Company, Limited, en liquidation, à la Corporation de la cité de Sherbrooke, corps politique ayant son bureau chef en la cité de Sherbrooke,

Canada, province of Quebec, district of Saint Francis.

SHERBROOKE FOOTWEAR COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate, having its head office and chief place of business at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, in liquidation, and JOHN J. GRIFFITH, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, accountant, liquidator.

Public notice is hereby given that there has been deposited with the undersigned liquidator, at his office, No. 46 Wellington Street North, in the said city of Sherbrooke, a certain deed, passed before Edward B. Worthington, notary public, on the 11th day of April, 1924, and bearing the number 9243 of the minutes of the said notary, from John J. Griffith, liquidator to the said Sherbrooke Footwear Company, Limited, in liquidation, to the Corporation of the city of Sherbrooke, a body politic and corporate, having its head office at

district de Saint-François, dans lequel acte de vente la propriété transportée est plus particulièrement décrite comme suit, à savoir:

"Les lots Nos 254, 255, 256, 257, 258 et 259, du plan de subdivision officiel du lot No 710, sur le plan cadastral et livre de renvoi officiel pour le quartier est de la cité de Sherbrooke—avec les bâtisses dessus érigées".

Avis est encore donné, par les présentes, que le certificat du registraire, tel que prescrit par la section 7553 des Statuts refondus de Québec, 1909, en rapport avec ladite propriété, a été déposé aussi chez le liquidateur soussigné, à son dit bureau, en même temps que l'acte de vente sus-mentionné.

Ladite propriété a été détenue et possédée durant les trois dernières années par ladite Sherbrooke Footwear Company, Limited, en liquidation.

L'acte de vente et le certificat du registraire ont été ainsi déposés sous l'autorité de et en conformité avec les articles 7552 à 7557, inclusivement, des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1909, et le présent avis est publié en vertu des prescriptions desdits articles et pour donner au dit acte de vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Le liquidateur,
(Signé) JOHN-J. GRIFFITH.

Les procureurs du liquidateur,
(Signé) RUGG, MIGNAULT & HOLTHAM.
1881—16-2

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 285.

Dans l'affaire de James Scott & Company, Limited, corps politique ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, en liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé entre les mains de Gordon W. Scott, liquidateur à ladite compagnie en liquidation, à son bureau, No 142 rue Notre-Dame, dans la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant H. B. McLean, N. P., 12 avril, 1924, par Gordon W. Scott, de ladite cité de Montréal, comptable, agissant en sa qualité de liquidateur au dit "James Scott & Company, Limited", en liquidation, à "The Canada Life Assurance Company", dans lequel acte l'immeuble vendu est décrit comme suit, savoir:—

"Un certain emplacement étant le lot numéro sept cent un (701) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de la cité de Montréal, mesurant environ vingt pieds de largeur par quatre-vingt-deux pieds de profondeur, mesure française, plus ou moins, et borné en avant par la rue Saint-Jacques, en arrière et du côté sud-ouest par la propriété de Marie-Elizabeth-Delima Clapin et autres ou représentants, et du côté nord-est par la propriété des représentants de la succession de Louis Bisson.

Un autre emplacement faisant partie du lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze (694), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, mesurant vingt pieds de largeur par environ quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure française; borné en avant par la rue Saint-Jacques, du côté nord-est par le lot numéro sept cent un et du côté sud-ouest et en arrière par le résidu du dit lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze, appartenant aux représentants de la succession de François Bisson.

Avec droit de passage à pied et en voiture et avec animaux, en tout temps, sur le terrain connu comme faisant partie du lot numéro six cent

the said city of Sherbrooke, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows:

"Lots Nos. 254, 255, 256, 257, 258 and 259, on the official subdivision plan of lot No. 710 on the cadastral plan and book of reference for the east ward of the city of Sherbrooke—together with the buildings erected".

Further notice is hereby given that the registrar's certificate, as provided by section 7553 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, in connection with said property, has also been deposited with the undersigned liquidator, at his said office, at the same time as the above deed of sale.

The said property was owned and possessed for the past three years by the said Sherbrooke Footwear Company, Limited, in liquidation.

The deed of sale and registrar's certificate have been so deposited under and pursuant to the provisions of articles 7552 to 7557, inclusive, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and this notice is given in accordance with the provisions of said articles, and for the purpose of giving the said sale the effect of a sheriff's sale.

(Signed) JOHN J. GRIFFITH,
Liquidator.

(Signed) RUGG, MIGNAULT & HOLTHAM,
1882—16-2 Attorneys for liquidator.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 285.

In the matter of James Scott & Company, Limited, a body corporate having its head office in the city and district of Montreal, in liquidation.

Notice is hereby given that there has been deposited with Gordon W. Scott, liquidator to the said company in liquidation, at his office, No. 142 Notre Dame Street West, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before H. B. McLean, N. P., 12th April 1924, by Gordon W. Scott, of the City of Montreal, accountant, acting in his quality of liquidator to the said James Scott & Company, Limited, in liquidation, to The Canada Life Assurance Company, in which deed of sale the immovable sold is described as follows:

"That certain emplacement being lot number seven hundred and one (701) on the official plan and book of reference of the Saint Antoine Ward of the city of Montreal, containing about twenty feet in width by eighty two feet in depth, French measure and more or less; bounded in front by Saint James Street, in rear and on the southwest side by the property of Marie Elizabeth Delima Clapin and others or representatives, and on the northeast side by the property of the representatives of the late Louis Bisson.

Another emplacement forming part of lot number six hundred and ninety four (694), on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine Ward, containing twenty feet in width by about eighty eight feet in depth, French measure; bounded in front by Saint James Street, on the northeast side by lot number seven hundred and one, on the southwest side and in rear by the residue of the said lot number six hundred and ninety four, belonging to the representatives of the late François Bisson.

With the right of passage on foot and with vehicles and animals, at all times, upon the land known as part of lot number six hundred and

quatre-vingt-quatorze (694), aux dits plan et livre de renvoi officiels, appartenant aux dits représentants de François Bisson et dont partie se trouve située du côté sud-ouest de la propriété présentement hypothéquée, permettant d'entrer dans la cour appartenant aux représentants du dit François Bisson et d'en sortir.

Un emplacement formant partie de la subdivision du lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze (694), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine et connu et désigné sur le plan de la subdivision dûment fait et classé du dit lot officiel comme subdivision huit, contenant trente pieds de largeur par quarante-trois pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et mille deux cent quatre-vingt-dix pieds en superficie et borné comme suit: en avant par une ruelle de trente-quatre pieds de largeur ou environ, mesure anglaise, formant partie du dit lot officiel, conduisant à la rue Saint-Jacques, laquelle ruelle est maintenant connue comme l'avenue Impérial; en arrière au nord-est par la subdivision numéro dix du dit lot officiel appartenant à Alexander Walker ou ses représentants; au côté nord-ouest par une ruelle de quinze pieds de largeur étant la subdivision numéro sept du dit lot officiel, et au côté sud-est en partie par le lot officiel numéro sept cent un et en partie par une partie du dit lot officiel numéro six cent quatre-vingt-quatorze, secondement décrit ci-dessus.

Avec droit de passage à pied et en voiture ou avec animaux, en commun avec les autres ayant des droits similaires dans la dite ruelle conduisant à la rue Saint-Jacques, laquelle ruelle est maintenant connue comme l'avenue Impérial, et dans les ruelles connues comme subdivisions trois, sept et neuf au plan de la subdivision dûment fait d'une partie du lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la bâtisse dessus construite portant le numéro 651 de la rue Saint-Jacques, et aussi 1, 3 et 5 de l'avenue Impérial.

Cette certaine lisière de terrain ayant front rue Saint-Jacques, formant le coin nord de la dite rue Saint-Jacques et de l'avenue Impérial et ne portant pas de numéro cadastral; la dite lisière mesurant trois pieds et cinq-dixièmes de pied de largeur à un bout au sud-ouest et trois pieds et quatre-vingt-cinq centièmes de pied de largeur à l'autre bout au nord-est, par une profondeur de quatre-vingt-douze pieds et trois dixièmes de pied et contenant une superficie de trois cent trente-six pieds et trois centièmes de pied et bornée comme suit: à un bout au sud-ouest par l'avenue Impérial précitée, à l'autre bout au nord-est par la prolongation en droite ligne de la ligne du côté nord-est du lot original six cent quatre-vingt-quatorze (694), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de Montréal, d'un côté au nord-ouest par le dit lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze (694) et de l'autre côté au sud-est par la nouvelle ligne homologuée de ladite rue Saint-Jacques, le tout tel qu'il appert sur un plan préparé par John R. Barlow, arpenteur de la ville, dont une copie du tracé est annexée à un contrat de vente fait par la cité de Montréal à Edward G. Brooks, passé devant R. A. Dunton, notaire, le huitième jour de juillet mil neuf cent dix, enregistré au bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement de Montréal-Ouest sous le numéro 149071.

Un certain lot de terre situé dans le quartier Saint-Antoine de ladite ville de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Jacques et connu et désigné sous la subdivision dix au plan de subdivision dûment fait et classé du lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze (694-10), aux plan et livre de ren-

vois (694), on the said official plan and book of reference, belonging to the said representatives of François Bisson, and which part is situate on the southwest side of the property, presently hypothecated, in order to obtain ingress and egress to and from the yard belonging to the representatives of the said François Bisson.

An emplacement forming part of the subdivided portion of lot number six hundred and ninety four (694), on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine Ward, and known and distinguished on the subdivision plan duly made and filed of the said official lot as subdivision eight, containing thirty feet in width by forty three feet in depth, English measure and more or less, and one thousand two hundred and ninety feet in superficies, and bounded as follows: In front by a lane of thirty four feet, English measure, or thereabouts, in width, forming part of the said official lot leading to Saint James Street, which lane is now known as Imperial Avenue, in rear to the northeast by subdivision number ten of the said official lot, belonging to Alexander Walker or representatives, on the northwest side by a lane fifteen feet in width, being subdivision number seven of the said official lot, and on the southeast side partly by the official lot number seven hundred and one and partly by a portion of the said official lot number six hundred and ninety four, secondly above described.

With the right of passage on foot and with vehicles and animals, in common with others having similar rights in the said lane leading to Saint James Street, which lane is now known as Imperial Avenue, and in the lanes known as subdivisions three, seven and nine on the subdivision plan duly made of a part of lot number six hundred and ninety four on the said official plan and book of reference.

With the building thereon erected, bearing the numbers 651 of Saint James Street and also 1, 3, and 5 of Imperial Avenue.

That certain strip of land fronting on Saint James Street, forming the northerly corner of said Saint James Street and Imperial Avenue, and bearing no cadastral number; the said strip measuring three feet and five tenths of a foot in width at one end to the southwest and three feet and eighty five one-hundredths of a foot in width at the other end to the northeast, by a depth of ninety two feet and three tenths of a foot, and containing a superficial area of three hundred and thirty six feet and three one-hundredths of a foot, and bounded as follows: at one end to the southwest by Imperial Avenue aforesaid, at the other end to the northeast by the prolongation in a straight line of the northeast side line of original lot number six hundred and ninety four (694), on the official plan and book of reference of Saint Antoine Ward, Montreal, on one side to the northwest by said lot number six hundred and ninety four (694), and on the other side to the southeast by the new homologated line of said Saint James Street, the whole as shown on a plan prepared by John R. Barlow, city surveyor, a blue print copy whereof being annexed to a deed of sale from the city of Montreal to Edward G. Brooks, executed before R. A. Dunton, notary, on the eighth day of July, nineteen hundred and ten, registered in the registry office for the registration division of Montreal West, under number 149071.

A certain lot of land situate in the Saint Antoine Ward of the said city of Montreal, fronting on Saint James Street, and known and designated as subdivision ten on the subdivision plan duly made and filed of lot number six hundred and ninety four (694-10), on the official plan and book

vois officiels du quartier Saint-Antoine, et contenant environ quarante-neuf pieds six pouces de largeur par cent dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en front par la rue Saint-Jacques, en arrière par la subdivision huit du lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze (694-8) du dit plan officiel—avec les bâtisses sus-érigées, avec le droit d'usage de la dite ruelle en arrière en com un avec d'autres".

En plus, veuillez prendre avis que le certificat du registraire du bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal, préparé en la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeubles par le shérif, a été déposé entre les mains du dit liquidateur, à son bureau, à Montréal.

Ledit immeuble a été pendant les trois dernières années la possession de la personne ci-après désignée, savoir: James Scott and Company, Limited.

Que lesdits acte de vente et certificat de recherche ont été déposés en conformité des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, et que le présent avis est publié en conformité desdits articles et afin de donner à ladite vente l'effet d'une vente au shérif.

Daté dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce seizième jour d'avril 1924.

Le liquidateur,

1891—16—2 (Signé) GORDON W. SCOTT.

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No 444.—*Ex parte*: Joseph-Mathias Desjardins, bourgeois, des cité et district de Montréal, Requéant.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Terrebonne, un acte passé devant J.-E. Desjardins, notaire, le 22 février 1916, entre Joseph-Mathias Desjardins, cultivateur, de la paroisse de Saint-Janvier, et maintenant bourgeois, des cité et district de Montréal, et Dame Antonine Jérôme, de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, et maintenant des cité et district de Montréal, étant un contrat de mariage entre les parties mentionnées, et contenant une donation de la part de Damase Desjardins, cultivateur, de la paroisse de Saint-Janvier, au dit requérant en cette cause, de, entre autres:

"Un emplacement situé en la Côte Saint-Pierre, en la paroisse de Saint-Janvier, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro vingt-neuf, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Janvier; la dite partie du dit lot numéro vingt-neuf étant renfermée dans les limites suivantes: tenant devant au chemin public, derrière à un travers de roches, perches et piquets, qui se trouve en arrière de la grange construite sur cette partie de lot ou reste du dit lot No 29, d'un côté à Camille Gratton, représentant Joseph Labelle, et de l'autre côté au dit No 28—avec maison et autres bâtisses y érigées, et en la possession de Joseph-Mathias Desjardins comme propriétaire pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit emplacement a été acquis par le dit Joseph-Mathias Desjardins, savoir: le 12 juillet 1916, sous le numéro 68,318, au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le 9 juin 1924, à 10.30 A. M., en la salle d'audience, au Palais de justice, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs

of reference of the Saint Antoine Ward, and containing about forty nine feet six inches in width by one hundred and eighteen feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows: in front by Saint James Street, in rear by subdivision eight of lot number six hundred and ninety four of said official plan—with the buildings thereon erected, with the right of use of said lane in rear in common with others".

Moreover take notice that the certificate of the registrar for the registration division of Montreal against the said immovable, prepared in the manner prescribed for the certificate required in cases of a sale of immovables by the sheriff, has been deposited in the hands of the said liquidator, at his office, at Montreal.

The said immovable has during the three years preceding the said sale been in the possession of the person hereinafter named, to wit: the said James Scott & Company, Limited.

That the said deed of sale and the certificate of search have been deposited in conformity with articles 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, and the present notice is published in conformity with the said articles in order to give to the said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at Montreal, in the Province of Quebec, this 16th day of April 1924.

GORDON W. SCOTT,

Liquidator.

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 444.—*Ex parte*: Joseph Mathias Desjardins, gentleman, of the city and district of Montreal, petitioner.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Prothonotary of the Superior Court, in the district of Terrebonne, a deed executed before J. E. Desjardins, notary, between Joseph Mathias Desjardins, farmer, of the parish of Saint Janvier, and now gentleman, of the city and district of Montreal, and Mrs. Antonine Jérôme, of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, and now of the city and district of Montreal, being a marriage contract between the parts mentioned, and containing a donation of Damase Desjardins, farmer, of the parish of Saint Janvier, to the petitioner in this above matter, viz:

"An emplacement situated at the Côte Saint Pierre, of the parish of Saint Janvier, known and designated as being part of (No 29) number twenty nine, of the official plan and reference book of the parish of Saint Janvier; the said part of No 29 being bounded as follows: to the front by the public road, to the back, bounded by a fence composed of rocks, perches and pickets, in the back of the barn erected on that part of lot or remaining of said lot No. 29; on one side by Camille Gratton, representing Joseph Labelle, and on the other side by No. 28—with a house and other buildings thereon erected and possessed by Joseph Mathias Desjardins, as proprietor, for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said deed by which the said emplacement was acquired by the said Joseph Mathias Desjardins, on the 12th of July, 1916, registered under No. 68,318 at the Registration's Office of the district of Terrebonne, are hereby notified that application will be made to the said Court, on the 9th of June, 1924, at 10.30 A. M., in the Court House, in the Town of Saint Jérôme, said district, for a judgment of confirmation of title; and that unless

Réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire. Sainte-Scholastique, 4 avril 1924.

Le protonotaire de la Cour supérieure
du district de Terrebonne,
GRIGNON & FORTIER.
Le procureur du requérant,
1749—15-2 ALDERIC BLAIN.

their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said protonotaire within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing. Sainte Scholastique, April 4, 1924.

GRIGNON & FORTIER,
Prothonotary Superior Court of the
District of Terrebonne.
ALDERIC BLAIN,
1750—15-2 Attorney for the Petitioner.

Soumissions

La Commission Scolaire de la ville de La Tuque demande des soumissions pour la vente de soixante-cinq mille piastres (\$65,000.00), d'obligations portant six pour cent d'intérêt (6%) et remboursables de 1925 à 1929.

Ces soumissions devront comprendre le prix d'achat et l'intérêt accru.

Elles devront être entre les mains du soussigné avant deux heures P. M. (2 hrs P. M.) le quinze mai 1924.

Un chèque accepté représentant un pour cent (1%) de l'émission devra accompagner chaque soumission.

Elles seront prises en considération à la séance du 15 mai qui sera tenue à deux heures de l'après-midi.

La Commission Scolaire de la ville de La Tuque sera libre d'accepter ou refuser toute ou chacune des soumissions.

Donné à La Tuque, ce vingt-trois avril 1924.

2059 Le secrétaire-trésorier,
ALPHONDOR ROY.

CITE DE SOREL.

Soumissions pour obligations.

La cité de Sorel recevra jusqu'à huit heures P. M., samedi, le 10 mai 1924, des soumissions pour \$160,000.00 d'obligations, datées du 1er juin 1924 et payables le 1er juin 1939, moins un montant de \$49,400.00 qui sera remboursé par montants annuels durant les 15 années de cette émission.

Ces obligations seront en coupures de \$1,000.00, \$500.00 et \$100.00 et payables à la Banque d'Hochelaga, à Montréal ou à Sorel. Elles porteront 5½% d'intérêt payable aux mêmes endroits, le 1er décembre et le 1er juin.

Ces soumissions seront ouvertes à huit heures P. M., samedi, le 10 mai 1924, à une session du conseil de ville, en l'hôtel de ville, et aucune d'elles ne sera nécessairement acceptée.

Un chèque accepté de \$1,600.00 devra accompagner ces soumissions.

Le greffier de la cité,
A.-O. CARTIER.
Hôtel de ville,
Sorel, 15 avril 1924. 1887—16-2

Tenders

Tenders are asked by the School Commission of the Town of La Tuque, for the sale of sixty five thousand dollars (\$65,000.00) of bonds, bearing six per cent interest (6%) and redeemable from 1925 to 1929.

These tenders must include the purchase price and accrued interest.

They must be in the hands of the undersigned before two o'clock P. M. (2 hrs P. M.) the 15th of May, 1924.

An accepted cheque representing one per cent (1%) of the issue must accompany each tender.

The tenders will be considered at the sitting of the 15th May, which will be held at two o'clock P. M.

The School Commission of the Town of La Tuque shall be free to accept or refuse all or any of the tenders.

Given at La Tuque, this twenty third day of April, 1924.

2060 ALPHONDOR ROY,
Secretary-Treasurer.

CITY OF SOREL.

Tenders for Bonds.

The city of Sorel will receive up to eight o'clock P. M., on Saturday, the 10th of May, 1924, tenders for \$160,000.00 bonds dated of the 1st of June, 1924, and payable the 1st of June, 1939, less an amount of \$49,400.00 to be refunded by annual amounts during the 15 years of this issue.

Those bonds shall be of \$1,000.00, \$500.00 and \$100.00 denominations and payable at La Banque d'Hochelaga, Montreal or Sorel; they will bear interest at 5½%, payable at the same places, on December 1st and June 1st.

These tenders will be opened at 8 o'clock P. M., on Saturday, the 10th of May, 1924, at a meeting of the City Council, in the City Hall, and not any of the tenders will necessarily be accepted.

Each tender must be accompanied by certified cheque at the amount of \$1,600.00.

A. O. CARTIER,
City Clerk.
City Hall,
Sorel, April 15th, 1924. 1888—16-2

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Dominion Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, mercredi, le 14 mai 1924, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier juin 1923 dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le vice-président et gérant-général,
1613-14-6 T. E. McDONNELL.

Sale of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Wednesday, May 14, 1924, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to June the first 1923, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
Vice-President and General Manager.
1614-14-6

Ventes—Loi de faillite

Dans la cause de "Reid Manufacturing Company", de Scotstown, P. Q., cédants autorisés.

Avis est donné par les présentes que, conformément à un ordre de la cour supérieure en faillites, en date du 26 mars 1924, MARDI, le HUITIEME jour de MAI, 1924, au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Sherbrooke, on mettra en vente, en bloc, les immeubles suivants appartenant à la dite succession:

Une parcelle de terrain située dans la ville de Scotstown, faisant partie du lot No quatre-vingt-treize (93) des plan et livre de renvoi officiels de ladite ville de Scotstown, mesurant trois cent soixante-dix pieds (370) de largeur ou de front sur la rue Albert, sur la ligne de division entre ledit lot quatre-vingt-treize (93) et la rue Albert, et contenant la même largeur jusqu'à ce qu'elle atteigne la rivière Saumon, et bornée comme suit:

Au nord, par la rue Albert; à l'est par une autre partie du même lot quatre-vingt-treize (93), appartenant à Margaret-B. Morrison ou à ses représentants; au sud, en arrière, par la rivière Saumon; et à l'ouest, de l'autre côté, par le résidu du dit lot quatre-vingt-treize (93), appartenant au vendeur et contenant ce qu'il peut—avec toutes les bâtisses sus-érigées, comprenant la manufacture de chaises, la machinerie, l'outillage, les engins, les bouilloires, et tous les accessoires y appartenant et qui se trouvent actuellement sur les dites propriétés, pour être vendus au plus haut enchérisseur.

Cette vente est faite conformément à la loi des faillites, 9-10 George V, Chap. 36, et ses amendements, et devant avoir les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de payment: argent comptant, sujette à l'article 759 du code de procédure civile. Pour détails, s'adresser au soussigné.

Le syndic autorisé,
R. SCHURMAN.

Bureau de G. Durnford & Cie.,
12, Wellington N., Sherbrooke.
Sherbrooke, Qué., le 1er avril 1924.

Les procureurs pour le syndic,
NICOL, LAZURE & COUTURE.

1675-14-2

Dans l'affaire de Alexandre Bouchard, de Laterrière, comté de Chicoutimi, cultivateur, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que les immeubles du cédant en cette affaire seront vendus par encan public, comme s'uit:

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of "Reid Manufacturing Company", of Scotstown, P. Q., authorized assignors.

Notice is hereby given, pursuant to an order of the 26th day of March, 1924, by the Superior Court in Bankruptcy, that on THURSDAY, the EIGHTH day of MAY, 1924, at the hour of TWO o'clock in the afternoon, at the office of the sheriff, at the Court House, in the city of Sherbrooke, there will be offered for sale, *en bloc*, the following immovables belonging to the said estate:

"A certain tract of land lying and situated in the town of Scotstown, being part of lot No. ninety three (93) of the official cadastral plan and book of reference for the said town of Scotstown, to measure three hundred and seventy (370) feet in width, or front on Albert Street on the division line between the said lot ninety-three (93) and Albert Street, and to be of the same width until it strikes the Salmon River and bounded as follows:

North by Albert Street, east by another part of the same lot ninety three (93) belonging to Margaret B. Morrison or representatives, south in the rear by the Salmon River, and west on the other side by the remainder of the said lot ninety three (93) belonging to the vendor and containing what it may—together with all the buildings thereon erected, including the chair factory, machinery, tools, engines, boilers, fixtures thereunto belonging and to be found in and upon the said premises, to be sold to the highest bidder.

This sale to be made pursuant to the Bankruptcy Act 9-10, Geo. V, Chap. 36 and amendments, and to have the same effect as a sheriff's sale.

Condition of payment: Cash, subject to article 759 of the Code of Civil Procedure.

For particulars, apply to the undersigned.

H. SCHURMAN,
Authorized trustee.

Office of G. Durnford & Co.,
32 Wellington N., Sherbrooke.
Sherbrooke, Que. April 1st, 1924.

NICOL, LAZURE & COUTURE,
1676-14-2 Attorneys for trustee.

In the matter of Alexandre Bouchard, of Laterrière, county of Chicoutimi, farmer, authorized assignor.

Notice is hereby given that the immovables of the assignor in the above matter will be sold by public auction, as follows:

1. A la porte de l'église de Bagotville, MARDI, le VINGTIÈME jour de MAI 1924, à DIX heures A. M.

A.—Les lots deux cent soixante-dix-huit, deux cent soixante-dix-neuf et deux cent quatre-vingt (278, 279 et 280), du cadastre du village de Bagotville, en bloc.

B.—Une partie du lot trois cent trois, du même cadastre du village de Bagotville, ayant cinquante pieds de largeur par ce et pieds de profondeur; bornée en front par le chemin Sydenham et des autres côtés par le terrain de Joseph Perron, représentant Wilfrid Côté.

C.—Le lot trois cent quatre-vingt-dix (390), du cadastre de la paroisse de Saint-Alphonse, contenant cinquante acres, plus ou moins.

D.—Les droits du cédant et améliorations sur le lot numéro trois cent quatre-vingt-treize, du même cadastre de la paroisse de Saint-Alphonse (393). Ce lot n'est pas patenté.

2. A la porte de l'église de Notre-Dame-de-Laterrière, MERCREDI, le VINGT ET UNIÈME jour de MAI 1924, à DIX heures A. M., le lot numéro trois cent soixante-seize (376), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alphonse, étant le lot 12 du 2ème rang sud-ouest, d'après la division primitive du canton Chicoutimi—avec bâtisses.

3. Au bureau du shérif, en le palais de justice, dans la ville de Chicoutimi, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI 1924, à DIX heures A. M., les lots six B et sept A (6B et 7A), du troisième rang sud-ouest du chemin Sydenham (rang Saint-Roch), dans le canton de Chicoutimi. Ces deux terrains ne faisant qu'une exploitation seront vendus ensemble, en bloc—avec bâtisses.

Les titres et certificats peuvent être examinés à non bureau.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps en s'adressant au soussigné ou au dit Alex. Bouchard, à Laterrière.

Conditions de vente: Argent comptant.

Cette vente est faite conformément à la Loi des faillites 9-10 George V, chap. 36, article 20, paragraphe 4 et amendements, ayant l'effet du décret de même qu'une vente faite par le shérif.

Le syndic autorisé,

HENRI GIRARD.

Chicoutimi, 15 avril 1924.

1911—16—2

District d'Arthabaska, comté de Drummond, Qué. Dans l'affaire de: Georges Poulin, cédant autorisé, marchand général, de Drummondville, Qué.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le VINGTIÈME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public à la porte de l'église de Saint-Frédéric-de-Drummondville, l'immeuble suivant:

1. Un terrain ou emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville, sur le côté nord-ouest du chemin d'Yamaska, faisant partie du lot de terre numéro six, du troisième rang du canton de Grantham, contenant soixante-six pieds de front sur cent trente-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins et sans garantie de mesure précise, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, sous le numéro cent soixante et un-F (161f)—avec maison servant de magasin, et autres bâtisses y érigées.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en tout temps.

1. At the door of the church of Bagotville, on TUESDAY, the TWENTIETH day of MAY, 1924, at TEN o'clock A. M.

A.—The lots two hundred and seventy eight, two hundred and seventy nine and two hundred and eighty (278, 279 and 280), of the cadastre of the village of Bagotville, *en bloc*.

B.—A part of lot three hundred and three of the same cadastre of the village of Bagotville, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth; bounded in front by Sydenham Road, and on the other sides by the land of Joseph Perron, representing Wilfrid Côté.

C.—The lot three hundred and ninety (390), of the cadastre of the parish of Saint Alphonse, containing fifty acres, more or less.

D.—The rights of the assignor and improvements on lot number three hundred and ninety three (393), of the same cadastre of the parish of Saint Alphonse. This lot is not patented.

2. At the door of the church of Notre Dame de Laterrière, on WEDNESDAY, the TWENTY FIRST day of MAY, 1924, at TEN o'clock A. M., the lot number three hundred and seventy six (376), of the official cadastre of the parish of Saint Alphonse, being lot 12 of the second southwest range, according to the original division of the township of Chicoutimi—with the buildings thereon.

3. At the office of the sheriff, in the Court House, in the town of Chicoutimi, the TWENTY SECOND day of MAY, 1924, at TEN o'clock A. M., the lots six B and seven A (6B and 7A), of the third southwest range of the Sydenham Road (Saint Roch range), in the township of Chicoutimi. The two above lots forming one single plot of land and to be sold *en bloc*—with the buildings thereon.

The titles and certificates may be seen at my office.

These properties may be inspected at any time on applying to the undersigned or to the said Alex. Bouchard, at Laterrière.

Terms of sale: Cash.

This sale is made pursuant to the Bankruptcy Act 9-10 George V, chap. 36, article 20, paragraph 4 and amendments thereto, having the effects of a sheriff's sale.

HENRI GIRARD,

Authorized Trustee.

Chicoutimi, April 15, 1924.

1912—16—2

District of Arthabaska, county of Drummond, Que. In the matter of: Georges Poulin, authorized assignor, general merchant, of Drummondville, Que.

Notice is hereby given that TUESDAY, the TWENTIETH day of MAY 1924, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction, at the church door of Saint Frédéric de Drummondville, district of Arthabaska, the following immovable property:

1. One piece of land situated in the parish of Saint Frédéric de Drummondville, on the northwest side of the Yamaska road, being part of the lot number six, of the third range of the township of Grantham, containing sixty-six feet in front on one hundred and thirty two feet in depth, English measure, more or less, without any guarantee of exact measure, known and designated at the official plan and book of reference for the township of Grantham, under number one hundred and sixty one-F (161f)—with a house used as a store, and other buildings thereon erected.

Titles and certificates may be examined at my office at any time.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B, de la loi de faillite, 9 et 10 Geo. V, et a les mêmes effets que la vente faite par le shérif.

Conditions de vente: Comptant.

Le syndic autorisé,
J.-W. ST-ONGE.

Bureau No 28, rue Heriot,
Drummondville, Qué.

1923—16-2

This sale is made according to article 20, paragraph B of the Bankruptcy Act, 9 and 10 Geo. V, and has the same effects as a sale made by the sheriff.

Conditions of sale: Cash.

J. W. ST. OGNE,
Authorized Trustee.

Office: No. 28 Heriot St.
Drummondville, Que.

1924—16-2

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Abitibi.

No 304. } THE MATHEW MOODY &
SONS CO., corporation légale
ayant son siège d'affaires à Terrebonne, et un bureau d'affaires en la cité de Québec, demanderesse; vs GEORGES CARREAU, de Dupuy, district d'Abitibi, défendeur, à savoir:

Le lot de terre portant le numéro (26) vingt-six du rang No (6) six du canton La Reine, paroisse de Dupuy, dit district—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Dupuy susdit, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-U. DUMONT.

Bureau du shérif,
Amos, 19 avril 1924.

[Première publication, 26 avril 1924]

2007—17-2

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 304. } THE MATHEW MOODY &
SONS Co., a body politic and
corporate having its principal place of business at Terrebonne, and a place of business in the city of Quebec, plaintiff; vs GEORGES CARREAU, of Dupuy, district of Abitibi, defendant, to wit:

The lot of land bearing number twenty six (26) of range No. (6) six, of the township of La Reine, parish of Dupuy, said district—with the buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Dupuy aforesaid, the TWENTY EIGHTH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Amos, April, 19, 1924.

[First publication, April 26, 1924]

2008—17-2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } C.-R. GARNEAU, de-
No. 46. } C. mandeur; vs
ADELARD MOREAU, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre de la contenance d'environ 3¾ arpents de front sur la profondeur du lot, connue et désignée comme étant le lot No 170 et la moitié nord-ouest du lot No 169 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul-de-Chester; bornée des deux bouts par les cordons des rangs, du côté nord-ouest par Auguste Morin et du côté sud-est par Auguste Côté ou représentants—avec les bâtisses y érigées; à réserver en faveur de qui de droit, suivant les titres, les mines et droits de mines.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul-de-Chester, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif,
Arthabaska, 23 avril 1924.

2047—17-2

[Première publication, 26 avril 1924]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } R. GARNEAU,
No. 46. } C. plaintiff; vs
ADELARD MOREAU, defendant.

As belonging to said defendant:

A piece of land, containing about 3¾ arpents in width by the depth of the lot, known and designated as being the lot No. 170 and the northwest half of lot No. 169 of the official plan and book of reference for the parish of Saint Paul de Chester; bounded at both ends by the concessions lines, on the northwest side by Auguste Morin and on the southeast side by Auguste Côté or representatives—with the buildings thereon erected; with the reservation in favor of whose it belongs to, according to titles, of the mines and rights of mines.

To be sold at the parochial church door of Saint Paul de Chester, on the TWENTY NINTH day of MAY next, (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, 23rd of April 1924.

2048—17-2

[First publication, April 26, 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **D**ELLE EMMA GAGNE, demanderesse; vs J.-B. FORTIER, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur:

La moitié sud-est du lot numéro quatre du onzième rang du township de Durham, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins, à présent connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Durham sous le numéro (991) neuf cent quatre-vingt-onze—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Fulgence-de-Durham, (South Durham), le HUITIÈME jour de MAI prochain, (1924) à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 2 avril 1924.

[Première publication, le 5 avril 1924]

1617—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **M**ISS EMMA GAGNE, plaintiff; vs J. B. FORTIER, defendant.

As belonging to the said defendant:

The southeast half of lot No. 4 of the 11th range of the township of Durham, containing 100 acres of land in superficies, more or less, now known and designated as being the lot No. 991 of the official plan and book of reference for the said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Fulgence de Durham, (South Durham), on the EIGHTH day of MAY next, (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 2nd of April, 1924.

[First publication, April 5, 1924]

1618—14-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **J**OSEPH BEAUDOIN, demandeur; contre FRANÇOIS BLAIS, défendeur, et W. Marcotte, syndic, mis en cause.

Une terre située dans Saint-Martin, Beauce, contenant cent acres en superficie, plus ou moins, connue au cadastre officiel du comté de Beauce, comme étant le lot numéro soixante-sept (67), rang trois, canton Jersey—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin, le TRENTIÈME jour de MAI prochain, 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 22 avril 1924.

[Première publication, 26 avril 1924]

1995—17-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **J**OSEPH BEAUDOIN, plaintiff; against FRANÇOIS BLAIS, defendant, and W. Marcotte, Trustee, *mis en cause.*

A farm situate in Saint Martin, Beauce, containing one hundred acres in superficies, more or less, known on the official cadastre of the county of Beauce, as being the lot number sixty seven (67), range three, township of Jersey—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Martin, the THIRTIETH day of MAY next, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, April 22nd, 1924.

[First publication, April 26, 1924]

1996—17-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **O**DULE DUMONT, demandeur; contre HENRY MORIN, défendeur.

Le lot numéro vingt-neuf (29), du rang "A" du canton de Marlow—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI prochain (1924), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 22 avril 1924.

[Première publication, 26 avril 1924]

1997—17-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **O**DULE DUMONT, plaintiff; against HENRY MORIN, defendant.

The lot number twenty nine (29) of range "A" of the township of Marlow—with the buildings and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Théophile, the TWENTY EIGHTH day of MAY next (1924), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, April 22, 1924.

[First publication, April 26, 1924]

1998—17-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **E**VANGELISTE MAHEU, demandeur; contre ALFRED ROY, défendeur.

La demie sud-ouest du lot cent quarante-six (146) et le lot cent quarante-sept (147), du ca-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **E**VANGELISTE MAHEU, plaintiff; against ALFRED ROY, defendant.

The southwest half of lot one hundred and forty six (146) and the lot one hundred and forty

distre de Saint-Frédéric-de-Beauce—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Frédéric, le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI prochain (1924), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT,
Saint-Joseph, Beauce, 22 avril 1924.
[Première publication, 26 avril 1924]
1999—17-2

seven (147), of the cadastre of Saint Frederic de Beauce—with the buildings and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint Frederic, the TWENTY SEVENTH day of MAY next (1924), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's office,
Saint Joseph, Beauce, April 22, 1924.
[First publication, April 26, 1924]
2000—17-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.

No. 8881. } JOSEPH SIMARD, commerçant,
de la ville de Jonquières, demandeur; contre JOS.-LEON MORISSETTE, de Jonquières, défendeur.

Tout ce lopin de terre ou emplacement avec les bâtisses y érigées, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquières, comme faisant partie des lots numéros vingt-trente-quatre et vingt-trente-cinq (20-34 et 20-35), du rang quatre de ce canton, lequel mesure quarante-neuf pieds de largeur du sud au nord, sur toute la profondeur qu'il peut y avoir de la rue Saint-Dominique à la ligne latérale ouest du lot numéro vingt-quatre-vingt-dix-sept (20-97), des mêmes rang et canton; borné au nord par le terrain de François Maltais et Dame Jimmy Pilote, au sud par le terrain de Dame veuve Eugène Perron, ainsi que vers l'est, et à l'ouest par la rue Saint-Dominique.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jonquières, LUNDI, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN,
Chicoutimi, 17 avril 1924.
[Première publication, 26 avril 1924]
2001—17-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

No. 8881. } JOSEPH SIMARD, trader, of the
town of Jonquières, plaintiff;
against JOS. LEON MORISSETTE, of Jonquières, defendant.

All that parcel of land or emplacement, with the buildings thereon erected, known and designated on the official cadastre of the township of Jonquières, as forming part of lots numbers twenty-thirty four and twenty-thirty five (20-34 and 20-35), of the fourth range of said township, measuring forty nine feet in width from south to north, by all the depth there may be from Saint Dominique Street to the west lateral line of lot number twenty-ninety seven (20-97), of the same range and township; bounded to the north by the land of François Maltais and Dame Jimmy Pilote, to the south and east by the land of Dame Widow Eugène Perron, and to the west by Saint Dominique Street.

To be sold at the door of the church of Jonquières, on MONDAY, the TWENTY SIXTH day of MAY next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff's office,
Chicoutimi, April 17, 1924.
[First publication, April 26, 1924]
2002—17-2

CHICOUTIMI

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Gaspé, à Percé.

Province de Québec, }
District de Gaspé, } LA BANQUE NATIONALE, corporation
Comté de Gaspé, } légale, ayant sa principale place d'affaires en la

No 1401. }
cité de Québec et une succursale à Chandler, comté et district de Gaspé, demanderesse; contre les terrains et propriétés de LOUIS LEMIEUX, de "Ruisseau-des-Olives," comté de Gaspé, défendeur.

No 1.—Un morceau de terre de forme irrégulière, formant partie du lot primitif No 20, et actuellement mieux connu sous le numéro 51, du cadastre officiel du canton de Cox; borné au sud par la Baie-des-Chaleurs, à l'ouest par le No 50, au nord, par la rue divisant le premier et le second rang, et à l'est par le No 52, contenant seize acres et quatre-vingt-un centièmes d'acre en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances;

No 2.—Un autre morceau de terre formant

GASPE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court.—District of Gaspé, at Percé.

Province of Quebec, }
District of Gaspé, } LA BANQUE NATIONALE, a legal corporation
County of Gaspé, } having its place of business at the city of

No. 1401. }
Quebec and a branch office at Chandler, county and district of Gaspé, plaintiff; against the lands and tenements of LOUIS LEMIEUX, of "Ruisseau des Olives," county of Gaspé, defendant.

No. 1.—A portion of land of irregular form forming part of the primitive lot No. 20 and now better known as the cadastral lot No. 51, of the official cadastre of the township of Cox; bounded on the south by the Baie des Chaleurs, on the west by lot No. 50, on the north by a street dividing the first and second ranges, and on the east by lot No 52, containing sixteen acres and eighty one one-hundredths of an acre in superficies, more or less—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

No. 2.—Another portion of land forming part of

partie du lot primitif No 93, situé dans le 3ème rang ouest de New Carlisle, et maintenant mieux connu comme lot No 717, du cadastre officiel du canton de Cox; borné au sud par la ligne divisant le second et le troisième rang, à l'ouest, par le lot No 716, au nord, par la ligne divisant le troisième et le quatrième rang, et, à l'est, par le lot No 718; contenant dix-sept acres et cinquante-six centièmes d'acre en superficie, plus ou moins—circonstances et dépendances.

Pour être vendus le CINQUIÈME jour de JUN 1924, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Etienne-de-New Carlisle, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, E. W. SHEPPARD.
New Carlisle, 16 avril 1924.
[Première publication, 26 avril 1924]
2003—17-2

the primitive lot No. 93, situated in the third range west of New Carlisle, and now better known as the cadastral lot No. 717, of the official cadastre of the township of Cox; bounded on the south by the line dividing the second and third ranges, on the west by lot No. 716, on the north by the line dividing the third and fourth ranges, and on the east by lot No. 718; containing seventeen acres and fifty six one-hundredths of an acre in superficies, more or less—circumstances and dependencies.

To be sold on THURSDAY, the FIFTH day of JUNE, one thousand nine hundred and twenty four, at the parish church door of Saint Etienne de New Carlisle, at the hour of TEN o'clock in the forenoon.

E. W. SHEPPARD,
Sheriff's office, Deputy Sheriff
New Carlisle, April 16, 1924.
[First publication, April 26, 1924]
2004—17-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de magistrat.—District d'Iberville.
Saint-Jean, à savoir: } AVILA DENEULT,
No 1063. } demandeur; contre
DELPHIS BISAILLON, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:
Un lot portant le numéro six cent vingt-sept (No 627) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle, district d'Iberville—avec maison, dépendances et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle, (Saint-Claude), district d'Iberville, le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI prochain, (1924), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 23 avril 1924.
[Première publication, 26 avril 1924]
2049—17-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Iberville.
Saint John's, to wit: } AVILA DENEULT,
No. 1063. } plaintiff; against
DELPHIS BISAILLON, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:
A lot bearing number six hundred and twenty seven (No. 627) of the official cadastre of the parish of Saint Bernard de Lacolle, district of Iberville—with a house, dependencies and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Bernard de Lacolle, (Saint Claude), district of Iberville, the TWENTY SEVENTH day of MAY next, (1924), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint John's, April 23, 1924.
[First publication, April 26, 1924]
2050—17-2

JOLIETTE

Cour supérieure.
Province de Québec, } AMABLE LAGACÉ,
District de Joliette. } ouvrier, de Killingly,
No 594. } Connecticut, l'un des
Etats-Unis d'Amérique, demandeur; contre DAVID RONDEAU, de la paroisse de Saint-Didace, dans le district de Joliette, défendeur.

Une terre sise et située en la dite paroisse de Saint-Didace, étant les Nos 10a et 10b, du rang B, nord-est, rivière Mastigoche, sur le cadastre de la dite paroisse, de la contenance de trois arpents et 7 perches de large sur 28 arpents de profondeur, plus ou moins; bornée d'un côté par Norbert Lefrançois et de l'autre côté par Israel Lajoie—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Didace, le MERCREDI, VINGT-HUITIÈME jour du mois de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGES DESROCHES.
Joliette, 19 avril 1924. 2005—17-2
[Première publication, 26 avril 1924]

JOLIETTE

Superior Court.
Province of Quebec, } AMABLE LAGACÉ,
District of Joliette. } laborer, of Killingly,
No. 594. } Connecticut, one of the
United States of America, plaintiff; against DAVID RONDEAU, of the parish of Saint Didace, in the district of Joliette, defendant.

A farm lying and situate in the said parish of Saint-Didace, being the Nos. 10a and 10b, of range B, northeast of Mastigoche river, on the cadastre of the said parish, containing three arpents and 7 perches in width by 28 arpents in depth, more or less; bounded on one side by Norbert Lefrançois, and on the other side by Israel Lajoie—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the said parish of Saint Didace, on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of the month of MAY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DESROCHES,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, April 19, 1924. 2006—17-2
[First publication, April 26, 1924]

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Montcalm, } DAMIEN BRUNET, }
 No 1072. } cultivateur, du }
 canton Gravel, district de Montcalm; vs WILFRID LAMOUREUX, du même lieu.

Le lot de terre numéro dix-huit, du quatrième rang du canton Gravel, district de Montcalm—avec maison et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Michel-des-Cèdres, le DOUZIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent vingt-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
 Bureau du shérif, LAMARCHE & MILLER.
 Mont-Laurier, 31 mars 1924. 1639—14-2
 [Première publication, le 5 avril 1924]

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montcalm, } DAMIEN BRUNET, }
 No. 1072. } farmer, of the }
 township of Gravel, district of Montcalm; vs WILFRID LAMOUREUX, of the same place.

The lot of land number eighteen of the fourth range of the township of Gravel, district of Montcalm—with a house and dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the church of Saint Michel des Cèdres, the TWELFTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and twenty four, at TEN o'clock in the forenoon.

LAMARCHE & MILLER,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Mont Laurier, March 31, 1924. 1640—14-2
 [First publication, April 5, 1924]

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

District de Montréal, } LAURENTIAN LUM- }
 No 633. } BER COMPANY, }
 LIMITED; contre THE EAGLE LUMBER }
 COMPANY, LIMITED et JOSEPH DUHA- }
 MEL, curateur, des Cité et district de Montréal;

1. Les lots de terre situés dans le canton Boyer, comté de Labelle, district de Montcalm, dans la Province de Québec, lesquels sont connus sous les numéros vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente et trente et un, dans le troisième rang, et les lots numéros dix-huit, dix-neuf et trente, dans le quatrième rang du dit canton Boyer, lequel canton étant attaché au comté de Labelle, pour fin d'enregistrement, et chacun des dits lots contenant cent acres en superficie, plus ou moins—avec les améliorations et le droit de passage à travers les lots numéros vingt-neuf et trente du cinquième rang du dit canton Boyer, afin de faciliter le travail sur les lots ci-dessus hypothéqués, le dit droit de passage étant une servitude réelle.

2. Ces terrains situés dans le dit canton Boyer contenant deux cent quatre-vingt-six acres, plus ou moins, avec la réserve ordinaire pour les chemins publics; lesquels dits terrains sont particulièrement décrits comme suit, savoir: les lots numéros vingt-trois et vingt-quatre contenant chacun cent acres et le numéro vingt-cinq contenant quatre-vingt-six acres; tous les trois lots situés dans le quatrième rang du susdit canton Boyer;

3. Ces terrains situés dans le canton Boyer contenant trois cent quatre acres, plus ou moins, avec la réserve ordinaire pour les chemins publics, lesquels dits terrains sont plus particulièrement décrits comme suit: le lot numéro vingt contenant cent deux acres et les numéros vingt et un et vingt-deux contenant chacun cent une acres, tous trois situés dans le quatrième rang du dit canton Boyer.

Avec toutes les bâtisses érigées sur les dits lots de terre ainsi que toutes les machineries attachées aux dites bâtisses ou à chacune d'elles, et faisant partie des immeubles par destination ou autrement.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Hughes, dans le canton Boyer, le QUATORZIÈ-

FIERI FACIAS.

Superior Court.

District of Montreal, } LAURENTIAN LUM- }
 No. 633. } BER COMPANY, }
 LIMITED; against THE EAGLE LUMBER }
 COMPANY, LIMITED, and JOSEPH DUHA- }
 MEL, curator, of the city and district of Montreal.

1. The lots of land situated in the township of Boyer, county of Labelle, district of Montcalm, in the Province of Quebec, which are known under numbers twenty six, twenty seven, twenty eight, twenty nine, thirty and thirty one in the third range, and the lots numbers eighteen, nineteen and thirty in the fourth range of said township of Boyer, which township forms part of the county of Labelle for registration purposes, each of said lots containing one hundred acres in area, more or less—with the improvements thereon and the right of passage across lots numbers twenty nine and thirty of the fifth range of said township of Boyer, so as to facilitate work on the above mortgaged lots, the said right of passage being a real servitude;

2. Those certain lots of land situated in the said township of Boyer, containing two hundred and eighty six acres, more or less, with the customary reserve for public roads, the said lots of land being particularly described as follows, to wit: the lots numbers twenty three and twenty four containing one hundred acres each and the number twenty five containing eighty six acres; all three lots being situated in the fourth range of the aforesaid township of Boyer;

3. Those certain lots of land situated in the township of Boyer, containing three hundred and four acres, more or less, with the customary reserve for public roads, which said lots of land are more particularly described as follows: the lot number twenty containing one hundred and two acres, and the numbers twenty one and twenty two containing one hundred and one acres each, all three situated in the fourth range of said township of Boyer.

With all the buildings erected upon the said lots of land, together with all the machineries attached to the said buildings or any of them and forming part of the immovables by destination or otherwise.

To be sold at the door of the church of Saint Hughes, in the township of Boyer, the FOUR-

ME jour du mois de MAI, mil neuf cent vingt-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, LAMARCHE & MILLER,
Mont-Laurier, 31 mars 1924. 1641-14-2
[Première publication, le 5 avril 1924]

TEENTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and twenty four, at TWO o'clock in the afternoon.

LAMARCHE & MILLER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Mont Laurier, March 31st, 1924. 1642-14-2
[First publication, April 5, 1924]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EDUARD GOFF PEN-
No 289. } NY ET AL., ES QUALITE,
demandeurs; contre HUNA SHEE CHEE ET AL.,
défendeurs.

Un emplacement actuellement connu comme la moitié nord-est de la moitié nord-est du lot numéro douze cent quatre-vingt-quatre (N. E. $\frac{1}{2}$ de N. E. $\frac{1}{2}$ du lot No 1284), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine dans la cité de Montréal, le dit emplacement comprenant vingt-deux pieds et six pouces de largeur par soixante pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné au front par la rue Burnside, en arrière par le lot numéro douze cent quatre-vingt-trois du dit plan, au nord-est par une ruelle, et au sud-ouest par le résidu du dit lot numéro douze cent quatre-vingt-quatre—et avec la maison de brique actuellement désignée sous le numéro sept (No 7), de la dite rue Burnside et autres bâtisses sus-érigées. Avec droit de se servir de la dite ruelle en arrière en commun avec les autres y ayant droit, le dit emplacement étant sujet aux servitudes de passage créées par l'acte de vente de Thomas B. Burke, passé devant W. de M. Marler, notaire, le vingt-deuxième jour de février 1907, enregistré dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal-ouest sous le No 140,288.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 23 avril 1924.
[Première publication, 26 avril 1924]
2041-17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MAX WASMAN, de-
No 1882. } mandeur; contre JO-
SEPH MALAMUD, défendeur.

Un emplacement situé dans la cité de Montréal, à l'angle nord des rue Beaubien et Cartier, composé de la subdivision No 131, et de la moitié sud-est de la subdivision No 132 du lot original No 210, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte-de-la-Visitation, mesurant trente-neuf pieds de largeur par quatre-vingt-deux pieds de profondeur—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à MIDI.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 23 avril 1924.
[Première publication, 26 avril 1924]
2045-17-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EDWARD GOFF PENNY,
No. 289. } ET AL., ES QUALITE, plain-
tiffs; against HUNA SHEE CHEE ET AL., defen-
dants.

An emplacement now known as the northeast one half of the northeast one half of lot number twelve hundred and eighty four (N. E. $\frac{1}{2}$ of N. E. $\frac{1}{2}$ of lot No. 1284), on the official plan and book of reference of the Saint Antoine Ward, in the city of Montreal, containing, said emplacement, twenty two feet six inches in width by sixty feet in depth, English measure, and more or less; bounded in front by Burnside Street, in rear by lot number twelve hundred and eighty three on said plan, to the northeast by a lane and to the southwest by the remainder of said lot number twelve hundred and eighty four—and with the brick house now known as civic number seven (7), of said Burnside Street, and other erections thereon. With the right of use of said lane in rear on common with others having rights therein, said emplacement being subject to the servitudes of passage created by the deed of sale to Thomas B. Burke, passed before W. de M. Marler, Notary, on the twenty second day of February, nineteen hundred and seven, registered in the Registry Office for the Registration Division of Montreal West, under No. 140,288.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 23, 1924.
[First publication, April 26, 1924]
2042-17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MAX WASMAN, plain-
No. 1882. } tiff; against JOSEPH
MALAMUD, defendant.

An emplacement situate in the City of Montreal, being the north corner of Beaubien and Cartier Streets, composed of subdivision No. 131 and the southeast half of the subdivision No. 132 of original lot No. 210, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring thirty nine feet in width by eighty two feet in depth—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MAY next, at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 23, 1924.
[First publication, April 26, 1924]
2046-17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH LEGAULT, de-
mandeur; contre AR-
THUR SURPRENANT, défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent quatre-vingt-onze (No 391), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, contenant trente et un pieds et neuf pouces de largeur à son front et trente-trois pieds de largeur à sa profondeur, par cent trente-deux pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 17 à 25 de la rue Benoit, autrefois rue Saint-Philippe.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$3,550.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Coderre, daté le 4ème jour d'avril mil neuf cent vingt-quatre.

Bureau du shérif, Montréal, 23 avril 1924.
[Première publication, 26 avril 1924]
2043—17-2

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH LEGAULT, plain-
No. 3098. } tiff; against ARTHUR
SURPRENANT, defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, known and designated under the number three hundred and ninety one (No. 391), on the official plan and book of reference of Saint Lawrence Ward, of the city of Montreal, containing thirty one feet and nine inches in width in front, and thirty three feet in width in rear, by one hundred and thirty two feet in depth, the whole English measure and more or less—with all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 17 to 25, of Saint Benoit Street, heretofore Saint Philippe Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$3,550.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Coderre, dated the 4th day of April one thousand nine hundred and twenty four.

Sheriff's office, Montreal, April 23, 1924.
[First publication, April 26, 1924]
2044—17-2

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALFRED G. NOI-
No 1288. } SEUX, demandeur;
vs ADOLPHE SAURIOL, défendeur.

Un immeuble ayant front sur la rue Notre-Dame, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé d'Hochelaga, sous les numéros neuf et dix de la subdivision du lot numéro huit (Nos 8, 9 et 10) contenant en tout 48 X 25 pieds—avec les bâtisses dessus érigées, formant huit logements et dépendances et portant les Nos. 3, 5, 7 et 9 de la ruelle Pigeon et les Nos. 2559 à 2565 de la rue Notre-Dame Est, tel que le tout se comporte et étant de toutes parts, avec les servitudes apparentes et occultes.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Montréal, 2 avril 1924.
[Première publication, le 5 avril 1924]

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALFRED G. NOISEUX,
No. 1288. } plaintiff; vs ADOL-
PHE SAURIOL, defendant.

That certain immovable fronting on Notre Dame Street, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, under the numbers nine and ten of the subdivision of lot number eight (Nos. 8, 9 and 10), containing in all 48 X 25 feet—with the buildings thereon erected, forming eight dwellings and dependencies and bearing Nos. 3, 5, 7 and 9 of Pigeon Lane and the Nos. 2559 to 2565 of Notre Dame Street East, as the whole now subsists with the apparent and unapparent servitudes.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, April 2nd, 1924.
[First publication, April 5, 1924]

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } BERNARD S. SHAR-
No 1990. } ING, demandeur; con-
tre DAVID-A. LAFORTUNE, JNR, défendeur,
et le dit David-A. Lafortune, jnr, héritier, et Michel Goyer, cessionnaire saisissant.

Comme appartenant au dit D.-A. Lafortune, junior, es-nom et es-qualité:

Le cinquième indivis d'une terre de 65 arpents en superficie, située à Côte-Vertu, en la paroisse de Saint-Laurent—avec bâtisses dessus érigées, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, comme étant le lot No 217.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } BERNARD S. SHARING,
Mo. 1990. } plaintiff; against DAVID
A. LAFORTUNE, JUNIOR, defendant, and the
said David A. Lafortune, Junior, heir, and Michel
Goyer, Seizing assignee.

As belonging to the said D. A. Lafortune, Junior, es-nom et es-qualité:

The undivided fifth part of a farm of 65 arpents in superficies, situate at Côte Vertu, in the parish of Saint Laurent—with buildings thereon erected, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, in the county of Jacques Cartier, as being lot No. 217.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le HUITIÈME jour de MAI prochain, à ONZE HEURES du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 2 avril 1924.
[Première publication, 22 mars 1924 est nulle]
[Première publication, le 5 avril 1924]
1463-14-2

the EIGHTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office,
Montreal, April 2, 1924.
[First publication, March 22, 1924 is null]
[First publication, April 5th, 1924]
1464-14-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Province de Québec, } VICTOR RICARD,
District de Richelieu, } rentier, du village
No 7314 } de Saint-Guillaume, district de Richelieu, demandeur; contre PHILIPPE THEROUX, cultivateur, ci-devant de la paroisse de Saint-Guillaume, dit district de Richelieu, absent de cette province, résidant aux Etats-Unis d'Amérique, défendeur, à savoir:

Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton, sur le quatrième rang, de trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins; tenant devant au chemin de front dudit rang, derrière au chemin dit de Drummondville, au nord-est, à Octavien Guilbeault et au sud-ouest à M. Alfred Viens—avec maison, grange et autres bâtisses; ledit lopin de terre étant le numéro quatre cent quarante (No 440) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté d'Yamaska, pour ladite paroisse de Saint-Guillaume.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton, MARDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI, mil neuf cent vingt-quatre, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, 23 avril 1924.
[Première publication, 26 avril 1924]
2051-17-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Province of Quebec, } VICTOR RICARD,
District of Richelieu, } annuitant, of the
No. 7314. } village of Saint Guillaume district of Richelieu, plaintiff; against PHILIPPE THEROUX, farmer, heretofore of the parish of Saint Guillaume, said district of Richelieu, absent from this province, residing in the United States of America, defendant, to wit:

A parcel of land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the fourth range, of three arpents in front by twenty arpents in depth, the whole more or less; bounded in front by the front road of said range, in rear by the Drummondville road, to the northeast by Octavien Guilbeault, and to the southwest by Mr. Alfred Viens—with a house, barn and other buildings thereon—the said parcel of land being number four hundred and forty (No. 440) on the official cadastral plan and book of reference of the county of Yamaska, for the said parish of Saint Guillaume.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Guillaume d'Upton, on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty four, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's office,
Sorel, April 23, 1924.
[First publication, April 26, 1924]
2052-17-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.—District de Québec.
Province de Québec, } P. T. LEGARE, LI-
No 1367. } P. MITEE, corps politique et incorporé, ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires en la cité et le district de Québec, demanderesse; vs J. THOMAS LAVOIE, de la paroisse de Saint-Gédéon, comté du Lac-Saint-Jean, district de Roberval, défendeur, à savoir.

Un terrain ou emplacement situé en le village de Saint-Gédéon, mesurant quarante pieds de largeur sur cinquante-six pieds de profondeur, plus ou moins, faisant partie du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro onze-B (Ptie No 11-B), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dixième rang du canton Signai; borné au nord à Frs Lessard ou représentants, à l'Est à Elie Murray ou représentants, au Sud au Révérend Guillaume Tremblay ou représentants, et à l'ouest à J.-Thomas Lavoie ou représentants—circonstances et dépendances.

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Quebec.
Province of Quebec, } P. T. LEGARE,
No. 1367. } P. LIMITED, a body politic and corporate, having its head-office and principal place of business in the city and district of Quebec, plaintiff; vs J.-THOMAS LAVOIE, of the parish of Saint Gédéon, county of Lake Saint John, district of Roberval, defendant, to wit:

A lot of land or emplacement situate in the village of Saint Gédéon, measuring forty feet in width by fifty six feet in depth, more or less, forming part of the lot of land now known and designated under the number eleven-B (Pt. No. 11-B), on the official cadastral plan and book of reference for the the tenth range of the township of Signai; bounded to the north by Frs Lessard or representatives, to the east by Elie Murray or representatives, to the south by Reverend Guillaume Tremblay or representatives and to the west by J. Thomas Lavoie or representatives—circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gédéon, MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GEO. LEVESQUE. Sheriff's Office,
Roberval, le 22 avril 1924. Roberval, April 22, 1924.
[Première publication, le 26 avril 1924] [First publication, April 26, 1924]
2053—17-2 2054—17-2

FIERI FACIAS.
Cour supérieure.

Province de Québec, } P. - A. - ERNEST
District de Chicoutimi, } P. LAVOIE, sacris-
No 8978. } tain, de Saint-Gédéon
vs J. - THOMAS LAVOIE, de Saint-Gédéon,
défendeur à savoir:

Un certain terrain ou emplacement sis et situé en le village de la paroisse de Saint-Gédéon, mesurant quarante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, faisant partie du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro onze-B (Ptie No. 11-B), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dixième rang du canton Signai; borné en front vers l'ouest au chemin public, à la profondeur vers l'est à Elie Murray, vers le nord à l'emplacement de François Lessard, au sud à celui de Ephraïm Potvin—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gédéon, MERCREDI, le SEPTIEME jour de MAI prochain (1924), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GEO. LEVESQUE. Sheriff's Office,
Roberval, le 1er avril 1924. Roberval, April 1st, 1924.
[Première publication, le 5 avril 1924] [First publication, April 5, 1924]
1647—14-2 1648—14-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour du Magistrat, district de Saint-François.

No 336. } G. GEORGES GOYETTE, ouvrier,
de Saint-Gérard, dans le canton
de Weedon, dans le district de Saint-François,
demandeur; contre MARIE-ANNE CROTEAU,
épouse commune en biens de Hercule Thibodeau,
de la cité de Shawinigan Falls, dans le district de
Trois-Rivières, et le dit Hercule Thibodeau, pour
autoriser sa dite épouse aux fins des présentes;
CELINA CROTEAU, épouse commune en biens
de Egide Houle, de la cité de Shawinigan Falls,
dans le district de Trois-Rivières, et le dit Egide
Houle pour autoriser sa dite épouse aux fins des
présentes, et LOUIS-S. CROTEAU, de la cité de
Shawinigan Falls, dans le district de Trois-Rivières,
et JOSEPHAT CROTEAU, de la paroisse de
Saint-Fabien, dans le district de Rimouski, tous
en leur qualité d'héritiers de Zoel Croteau, en son
vivant charpentier, de la paroisse de Saint-Gérard,
dans le district de Saint-François, et son épouse
Hermine Houle, du même lieu.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs:
Un emplacement faisant partie du lot No 145,
sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre
pour le village de Lac-Weedon, de la contenance
de 83 pieds de front sur 120 pieds de profondeur;
tenant en front au grand chemin, par derrière au
bout de la profondeur, d'un côté au terrain de la
municipalité scolaire, et de l'autre côté au ter-

To be sold at the door of the church of the parish of Saint-Gédéon, on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE, Sheriff.
Sheriff's Office,
Roberval, April 22, 1924.
[First publication, April 26, 1924]

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, } P. A. ERNEST LA-
District of Chicoutimi, } VOIE, vestry-
No. 8978. } man, of Saint Gédéon;
vs J. THOMAS LAVOIE, of Saint Gédéon,
defendant; to wit:

A certain lot of land or emplacement lying and situate in the village of the parish of Saint Gédéon, measuring forty feet in width by one hundred feet in depth, forming part of the lot of land now known and designated under the number eleven-B (Pt. No. 11-B), on the official cadastral plan and book of reference for the tenth range of the township of Signai; bounded in front to the west by the public road, at the depth to the east by Elie Murray, to the north by the emplacement of François Lessard, to the south by that of Ephraïm Potvin—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Gédéon, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of MAY next (1924), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE, Sheriff.
Sheriff's Office,
Roberval, April 1st, 1924. Roberval, April 1st, 1924.
[First publication, April 5, 1924] [First publication, April 5, 1924]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Magistrate's Court, district of Saint Francis.

No. 336 } G. GEORGES GOYETTE, work-
man, of Saint Gérard, in the
township of Weedon, in the district of Saint Francis,
plaintiff; against MARIE ANNE CRO-
TEAU, wife common as to property of Hercule
Thibodeau, of the city of Shawinigan Falls, in
the district of Three Rivers, and the said Hercule
Thibodeau to authorize his said wife for the pur-
poses hereof; CELINA CROTEAU, wife com-
mon as to property of Egide Houle, of the city of
Shawinigan Falls, in the district of Three Rivers,
and the said Egide Houle to authorize his said
wife for the purposes hereof, and LOUIS S. CRO-
TEAU, of the city of Shawinigan Falls, in the
district of Three Rivers, and JOSEPHAT CRO-
TEAU, of the parish of Saint Fabien, in the dis-
trict of Rimouski, all in their quality of heirs of
Zoel Croteau, in his lifetime, carpenter, of the
parish of Saint Gérard, in the district of Saint
Francis, and his wife Hermine Houle, of the same
place.

Seized as belonging to the said defendants:
An emplacement forming part of lot No. 145,
on the official cadastral plan and in the book of
reference for the village of Lake Weedon, con-
taining 83 feet in front by 120 feet in depth;
bounded in front by the highway, in rear at the
end of the depth, on one side by the land of the
school municipality, and on the other side by the

rain de Philibert Lussier ou représentant—avec les servitudes attachées à cet emplacement.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Janvier (Weedon), MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
C.-E. THERRIEN.
Bureau du shérif,
Sherbrooke, 23 avril 1924.
[Première publication, 26 avril 1924]
2055—17-2

FIERI FACIAS SUR DELAISSEMENT

Cour supérieure.—District de Saint-François

No 172 } MOISE PROULX, rentier,
de Saint-Georges-de-

Windsor, dans le district de Saint-François, demandeur sur poursuite hypothécaire; contre PHILIPPE PROULX, de Saint-Georges de Windsor, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, sur la curatrice Mlle Eva McConnell, député-protonotaire de la Cour supérieure, résidant à la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, curatrice au délaissement.

Le lot No 286 (deux cent quatre-vingt-six) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Windsor, rang 3 (trois)—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges-de-Windsor, MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-quatre, à DOUZE (midi) heures de l'avant-midi.

Le shérif,
C.-E. THERRIEN.
Bureau du shérif,
Sherbrooke, ce 23 avril 1924.
[Première publication, le 26 avril 1924]
2057—17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 71. } JOSEPH-HORMIDAS DESMA-
RAIS, alias HORMIDAS-A.

DESMARAIS, de la ville de Richmond, dans le district de Saint-François, assistant maître de poste, demandeur; contre JULIEN AUCLAIR, d'Asbestos, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Ce certain lopin de terre sis et situé à la dite Ville de Richmond, formant partie du lot de cadastre numéro cinq cent un (ptie No. 501), du plan officiel et livre de renvoi de la dite Ville, contenant trente-sept pieds en largeur par quatre-vingts pieds en profondeur; borné en front au nord-est par la rue Principale de Richmond; en arrière à l'ouest et sur un côté vers le nord par le restant du dit lot maintenant possédé par E.-J. Pearson et borné vers le sud par la rue Saint-Laurent. Avec ensemble les bâtisses, circonstances et dépendances y érigées et y appartenant.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Bibiane-de-Richmond, MARDI, le SIXIEME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
C.-E. THERRIEN.
Bureau du shérif,
Sherbrooke, ce 1er avril, 1924. 1649—14-2
[Première publication, le 5 avril 1924]

land of Philibert Lussier or representatives—with the servitudes attached to said emplacement.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Janvier (Weedon), on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH day of MAY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff.
Sheriff's office,
Sherbrooke, April 23, 1924.
[First publication, April 26, 1924]
2056—17-2

FIERI FACIAS SUR DELAISSEMENT

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 172. } MOISE PROULX, annui-
tant, of Saint Georges de

Windsor, in the district of Saint Francis, plaintiff; upon a hypothecary action against PHILIPPE PROULX, of Saint Georges de Windsor, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, upon the curatrix Mis Eva McConnell, deputy-prothonotary of the Superior Court, residing in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, curatrix to the surrender of property made herein.

The lot No 286 (two hundred and eighty six) on the official cadastral plan and in the book of reference of the township of Windsor, range 3 (three)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Georges de Windsor, on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty four, at TWELVE o'clock noon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Sherbrooke, April 23, 1924.
[First publication, April 26, 1924]
2058—17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 71. } JOSEPH HORMIDAS DES-
MARAIS, alias HORMIDAS

A. DESMARAIS, of the town of Richmond, in the district of Saint Francis, Assistant Post-Master, plaintiff; against JULIEN AUCLAIR, of Asbestos, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

That certain parcel of land lying and situate in the said town of Richmond, forming part of the cadastral lot number five hundred and one (Pt. No. 501), on the official plan and book of reference of the said town, containing thirty seven feet in width by eighty feet in depth; bounded in front to the northeast by the Main street of Richmond; in rear on the west and on one side to the north by the residue of the said lot now owned by E. J. Pearson and bounded to the south by Saint Lawrence Street—Together with the buildings, circumstances and dependencies thereon erected and appertaining thereto.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Bibiane de Richmond, on TUESDAY, the SIXTH day of MAY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Sherbrooke, April 1st, 1924. 1650—14-2
[First publication, April 5, 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure. — District de Saint-François.

No 569.

JOS.-ADJUTOR LETELLIER, }
 gérant d'assurances, de la }
 cité de Sherbrooke, dans le district de Saint- }
 François, demandeur; contre DAME MARIE- }
 LOUISE GAGNE dit NADEAU, épouse de }
 Danville Gagné, tous deux de Sand Hill, dans le }
 district de Saint-François, et le dit DANVILLE }
 GAGNE, tant personnellement que pour auto- }
 riser sa dite épouse aux fins des présentes, dé- }
 fendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, }
 Danville Gagné:

1. Les lots vingt-cinq "A" et vingt-quatre "C" }
 dans le rang six, sur les plan et livre de renvoi offi- }
 ciels pour le canton d'Eaton—avec bâtisses dessus }
 construites, tel que plus au long décrit et sujet }
 aux réserves ou servitudes mentionnées dans un }
 acte de partage passé devant E. Boudreau, N. P., }
 le 1er mai 1915, enregistré à Cookshire sous le }
 No 33074, Vo. 44.

2. Le droit de coupe de bois que possède le }
 défendeur sur une certaine ferme de quinze acres }
 de terre à bois située dans le cinquième rang }
 d'Eaton, et faisant partie du lot No. 24 "C", sur }
 les plan et livre de renvoi officiels du cadastre }
 pour le canton d'Eaton.

Pour être vendus à la porte de l'église de la }
 paroisse de Notre-Dame-de-la-Paix-de-Johnville, }
 MERCREDI, le SEPTIEME jour de MAI, 1924, }
 à QUATRE heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, ce 1er avril 1924. 1651—14-2

[Première publication, le 5 avril 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court. — District of Saint Francis.

No. 569.

JOS. ADJUTOR LETELLIER, }
 insurance manager, of the }
 city of Sherbrooke, in the district of Saint Fran- }
 cis, plaintiff; against DAME MARIE LOUISE }
 GAGNE dit NADEAU, wife of Danville Gagné, }
 both of Sand Hill, in the district of Saint Francis, }
 and the said DANVILLE GAGNE, both per- }
 sonally and to authorize his said wife for the }
 purposes hereof, defendants.

Seized as belonging to the said defendant, }
 Danville Gagné:

1. The lots twenty five A and twenty four C in }
 range six, on the official plan and book of refer- }
 ence for the township of Eaton—with the build- }
 ings thereon erected, as more fully described and }
 subject to the reserves or servitudes mentioned }
 in an act of partition passed before E. Boudreau, }
 N. P., the 1st of May, 1915, registered at Cook- }
 shire under No. 33074, vol. 44.

2. The right to cut timber held by the defen- }
 dant on a certain tract of land of fifteen acres }
 of timber land situate in the fifth range of Eaton }
 and forming part of lot No. 24 C, on the official }
 cadastral plan and book of reference for the }
 township of Eaton.

To be sold at the door of the church of the }
 parish of Notre Dame de la Paix de Johnville, }
 on WEDNESDAY, the SEVENTH day of MAY, }
 1924, at FOUR o'clock in the afternoon.

C. E. THERRIEN.

Sheriff's Office,

Sherbrooke, April 1st, 1924. 1652—14-2

[First publication, April 5, 1924]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit, comté de Rouville, district de**Saint-Hyacinthe.*

Saint-Hyacinthe, à savoir: }
 No 1012. } L. P. FOUR- }
 NIER, de- }
 mandeur; contre HORMISDAS CHICOINE, }
 défendeur.

1. Un lopin de terre sis et situé sur le côté sud }
 de la Branche Nord de la rivière Yamaska, en la }
 paroisse de Saint-Césaire, de la contenance }
 d'environ trois arpents en superficie, connu et }
 désigné sous le lot numéro deux cent cinquante- }
 sept (257), aux plan et livre de renvoi officiels de }
 la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées;

2. Un emplacement sis et situé sur le côté sud }
 de la Branche Nord de la rivière Yamaska, en la }
 paroisse de Saint-Césaire, mesurant soixante }
 pieds de profondeur par quatre-vingts pieds de }
 largeur, le tout plus ou moins, faisant partie du }
 lot numéro deux cent cinquante-huit (p. 258), aux }
 plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse; }
 borné en front par le chemin public du rang sud de }
 la dite rivière, en profondeur et du côté nord par }
 le résidu du dit No. 258, appartenant à Chryso- }
 stôme Gagné, et de l'autre côté par le terrain ci- }
 dessus décrit en premier lieu, étant le numéro 257 }
 du dit cadastre—sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église de la }
 paroisse de Saint-Césaire, MARDI, le SIXIEME }
 jour de MAI prochain (1924), à UNE heure de }
 l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, 2 avril 1924. 1653—14-2

[Première publication, le 5 avril 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court, County of Rouville, District of**Saint Hyacinthe.*

Saint Hyacinthe, to wit: }
 No. 1012. } L. P. FOUR- }
 NIER, plain- }
 tiff; against HORMISDAS CHICOINE, defen- }
 dant.

1. A piece of ground situate on the south side }
 of the North Branch of the Yamaska river, in the }
 parish of Saint Césaire, containing about }
 three arpents in superficies, known and desig- }
 nated under lot number two hundred and fifty }
 seven (257), on the official plan and book of }
 reference of the said parish—with buildings thereon }
 erected;

2. An emplacement situate on the south side }
 of the north Branch of the Yamaska river, in the }
 parish of Saint Césaire, containing sixty feet in }
 depth by eighty feet in width, the whole more or }
 less, being a part of lot number two hundred and }
 fifty eight (p. 258), on the official plan and book }
 of reference of said parish; bounded in front by }
 the public road of the south range of Yamaska }
 river, in depth and on north side by the residue }
 of said No. 258, belonging to C. Gagne, and on }
 the other side by the land above described, }
 being No. 257 on said cadastre—without building.

To be sold at the parochial church door of }
 Saint Césaire, TUESDAY, the SIXTH day of }
 MAY next (1924), at ONE o'clock in the after- }
 noon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office,

Saint Hyacinthe, April 2nd, 1924. 1654—14-2

[First publication, April 5, 1924]

TROIS-RIVIÈRES

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } **FRANÇOIS GEL-**
No 343. } **LINAS,** deman-
deur; vs **ALPHONSE PELLERIN,** défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
1. Une terre sise et située en la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche, à la concession de la petite Acadie, connue et désignée comme étant les lots numéros mille soixante-quinze, mille soixante-dix-sept et mille soixante-dix-huit (Nos 1075-1077-1078) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche—avec maison, grange, étable dessus construites, circonstances et dépendances. A la charge d'une hypothèque de deux mille piastres (\$2000.00) pour garantir, la vie durant de Dame veuve Raphael Pellerin, une pension alimentaire, sur le lot mille soixante-dix-huit (No 1078) seulement;

2. Une terre située en la paroisse de Ste-Anne-d'Yamachiche, à la concession des terres de travers, et connue et désignée sous le numéro six cent quarante (No 640) des plan et livre de ranvoi officiels du cadastre du comté de Saint-Maurice, pour ladite paroisse d'Yamachiche—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche, dans le comté de Saint-Maurice, le SIXIEME jour de MAI prochain 1924, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, PHIL.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 31 mars 1924. 1685—14-2
[Première publication, 5 avril 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } **FRANÇOIS GEL-**
No. 343. } **NAS,** plaintiff; vs
ALPHONSE PELLERIN, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:
1. A farm lying and situate in the parish of Sainte Anne d'Yamachiche, in the concession of Petite Acadie, known and designated as being the lots numbers one thousand and seventy five, one thousand and seventy seven and one thousand and seventy eight (Nos. 1075, 1077, 1078) of the official cadastre of the parish of Sainte Anne d'Yamachiche—with a house, barn, stable thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a hypothec of two thousand dollars (\$2,000.00) to guarantee an alimentary allowance during the lifetime of Dame Widow Raphael Pellerin, on the lot one thousand and seventy eight (No. 1078) only.

2. A farm situate in the parish of Sainte Anne d'Yamachiche in the concession of the cross lands, and known and designated under number six hundred and forty (No. 640) of the official cadastra' plan and book of reference of the county of Saint Maurice, for the said parish of Yamachiche—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Anne d'Yamachiche, in the county of Saint Maurice, the SIXTH day of MAY next 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

PHIL. L. LASSONDE,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, March 31st, 1924. 1686—14-2
[First publication, April 5th, 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } **SEVERE RICARD,**
No 14. } **fil,** demandeur;
contre **ARTHUR GINGRAS,** défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Un terrain situé en la paroisse de Sainte-Flore Est, dans le rang Saint-Olivier, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent trente-six (partie No 136), du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Flore-Est, mesurant environ deux arpents de largeur sur la profondeur de quatre arpents, plus ou moins, étant tout le terrain renfermé dans les bornes suivantes: En front par le rang Saint-Olivier, en profondeur par partie du No 136 appartenant à Wilfrid Lacroix, d'un côté par Arsène Ricard, et d'autre côté partie par le terrain du débiteur et partie par le terrain de Jos. Villemure.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore-Est, Saint-Jean-Baptiste, dans le comté de Saint-Maurice, le SEPTIEME jour de MAI prochain, 1924, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, PHIL.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 1er avril 1924.
[Première publication, 5 avril 1924]
1687—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } **SEVERE RICARD,**
No. 14. } **JNR.,** plaintiff; against
ARTHUR GINGRAS, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:
A lot of land situate in the parish of Sainte Flore East, in Saint Olivier range, known and designated as forming part of the lot number one hundred and thirty six (part No. 136), of the official cadastre of the parish of Sainte Flore East, measuring about two arpents in width by the depth of four arpents, more or less, being all the land comprised within the following boundaries: In front by Saint Olivier range, in depth by part of No. 136 belonging to Wilfrid Lacroix, on one side by Arsène Ricard, and on the other side partly by the land of the debtor and partly by the land of Jos. Villemure.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Flore East, Saint Jean Baptiste, in the county of Saint Maurice, the SEVENTH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

PHIL. L. LASSONDE,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, April 1st, 1924.
[First publication, April 5th, 1924]
1688—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } **RAOUL ROCHE-**
No 469. } **LEAU,** deman-
deur; vs **PIERRE BEAUMIER** ES-QUALITE,
défendeur.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } **RAOUL ROCHE-**
No. 469. } **LEAU,** plaintiff;
vs **PIERRE BEAUMIER,** ES-QUALITE, defend-
ant.

Comme appartenant au dit défendeur es-qualité, savoir:

1. Un terrain situé en la cité du Cap-de-la-Madeleine, faisant partie du numéro cent dix-sept (Ptie No 117) du cadastre officiel d'enregistrement du comté de Champlain, pour la cité du Cap-de-la-Madeleine, de la contenance de cinquante pieds du côté sud-ouest, de soixante pieds du côté nord-ouest, trente pieds et sept pouces du côté nord-est et cinquante-sept pieds et sept pouces du côté sud-est, le tout plus ou moins et à mesure anglaise; borné en front au nord-ouest par le terrain de Thomas Rocheleau, au sud-ouest par le chemin du cimetière, au sud-est par le terrain des R. Pères Oblats, au nord-est par le terrain de G. Beaumier—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Un certain morceau de terrain de forme rectangulaire faisant partie du numéro cent dix-neuf (Ptie No 119) du cadastre officiel d'enregistrement du comté de Champlain, pour la cité du Cap-de-la-Madeleine, de la contenance d'environ vingt-quatre pieds de largeur sur environ cent vingt pieds de profondeur, le tout plus ou moins, et à mesure anglaise; borné en front par le chemin public, en arrière par le terrain des R. Pères Oblats, au sud-ouest par Téléphore Dufresne et au nord-est par P. Trudel—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine du Cap-de-la-Madeleine, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, le HUITIÈME jour de MAI prochain 1924, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 1er avril 1924.
[Première publication, 5 avril 1924]
1689—14—2

As belonging to the said defendant es-qualité, to wit:

1. That certain piece of land situate in the city of Cap de la Madeleine, forming part of number one hundred and seventeen (Pt. No. 117) of the official cadastre of the county of Champlain, for the city of Cap de la Madeleine, containing fifty feet on the southwest side, sixty feet on the northwest side, thirty feet and seven inches on the northeast side and fifty seven feet and seven inches on the southeast side, the whole more or less and English measurements, bounded in front to the northwest by the land of Thomas Rocheleau, to the southwest by the cemetery road, to the southeast by the land of the Rev. Oblates Fathers, to the northeast by the land of G. Beaumier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. That certain piece of land of rectangular figure, forming part of number one hundred and eighteen (Pt. No. 119) of the official cadastre of the county of Champlain, for the city of Cap de la Madeleine, containing about twenty four feet in width by about one hundred and twenty feet in depth, the whole more or less and English measurements; bounded in front by the public road, in rear by the land of the Rev. Oblates Fathers, to the southwest by Téléphore Dufresne, and to the northeast by P. Trudel—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Marie Madeleine du Cap de la Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, the EIGHTH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, April 1st, 1924.
[First publication, April 5th, 1924]
1690—14—2

Proclamation s

Proclamation s

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

N. PERODEAU

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

J.-A. HUDON,
Assistant procureur
général suppléant. } ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain des Trois-Rivières, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits Statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province, le décret de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse, en date du 6 décembre 1923, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, dans le comté de Saint-Maurice, sous le nom de la paroisse de "Saint-Gérard-des-Laurentides";

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

N. PERODEAU

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

J. A. HUDON,
Acting Deputy
Attorney General. } WHEREAS the secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, in and for the Roman Catholic diocese of Three Rivers, as canonically recognized and erected by the Ecclesiastical Authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province, the decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, dated the 6th of December, 1923, erecting into a canonical parish the territory hereunder described, in the county of Saint-Maurice, under the name of the parish of "Saint-Gérard-des-Laurentides".

Attendu que le secrétaire desdits commissaires, a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions desdits Statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance du dit décret canonique pour les fins civiles.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 19 mars 1924, Nous avons confirmé, étalé et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par ledit décret canonique à la paroisse de Saint-Gérard-des-Laurentides, comme suit, savoir :

Au nord-est, dans la Seigneurie du Cap-de-la-Magdeleine, et en référence au cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Flore: le rang Saint-Anatole, depuis—y compris—le lot No 606 jusqu'au lot No 543 exclusivement; le rang Saint-Théophile, depuis la ligne sud-est du lot No 511 prolongée à travers le lac des Piles jusqu'au lot No 499, et le rang lettre B sur la longueur dudit lot 499 prolongé jusqu'à l'axe du premier lac à la Pêche; au sud-est: les lignes sud-est des susdits numéros 606, 543 et celle de 511 prolongée jusqu'au rang Saint-Théophile; au sud-ouest: le deuxième rang du canton de Shawinigan, depuis—y compris—le lot No 606 jusqu'au canton de Caxton, et le huitième rang de ce canton, depuis son coin ouest, dans le lac à la Perche-Chaude, jusqu'à l'axe du lac à la Truite; au nord-ouest: les 17e et 18e rangs du canton de Caxton, sur la profondeur du premier rang de Shawinigan; l'axe du lac à la Truite et celui du premier lac à la Pêche, raccordés l'un à l'autre par le prolongement de la ligne sud-est du lot cadastral No 584 de Sainte-Flore; du territoire ainsi borné et délimité, la partie constituée des lots Nos de 40 à 55—tous deux inclusivement—du premier rang du canton de Shawinigan devant être détachée de la paroisse de Saint-Mathieu et tout le reste dudit territoire étant détaché de la paroisse de Sainte-Flore;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes, ordonnons et déclarons, que la paroisse de Saint-Gérard-des-Laurentides, dans le comté de Saint-Maurice, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions desdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoins: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de Québec, de Notre province de QUÉBEC, ce DOUZIÈME jour d'AVRIL en l'année n'il neuf cent vingt-quatre de l'ère chrétienne et de Notre règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
1919 C.-J. SIMARD,

Whereas the secretary of the said commissioners has also transmitted a certificate attesting that after the publication of said decree and of the notices required, in accordance with the provisions of the said Statutes, no opposition to the recognition of the said canonical decree for civil purposes has been deposited at his office within the legal delay;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, as expressed in an Order in Council dated the 19th of March, 1924, We have confirmed, established and recognized and, by these presents, confirm, establish and recognize the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Saint-Gérard-des-Laurentides, to be as follows, to wit:

To the northeast, in the seigniorie of Cap-de-la-Magdeleine, and with reference to the official cadastre for the parish of Sainte-Flore: Saint-Anatole range, from—and including—the lot No. 606 up to lot No. 543 exclusively; Saint-Théophile range, from the southeast line of lot No. 511 prolonged across lake des Piles up to lot No. 499, and range letter B for the length of said lot 499 prolonged up to the axis of the first lake à la Pêche; to the south-east: the southeast lines of the aforesaid numbers 606, 543 and that of 511 prolonged up to Saint-Théophile range; to the southwest: the second range of the township of Shawinigan, from—and including—the lot No. 606 up to the township of Caxton, and the eighth range of this township, from its western corner, in lake à la Perche Chaude, up to the axis of lake à la Truite; to the northwest: the 17th and 18th ranges of the township of Caxton, for the depth of the first range of Shawinigan; the axis of lake à la Truite and that of the first lake à la Pêche, connected together by the prolongation of the southeast line of cadastral lot No. 584 of Sainte-Flore; of the territory thus bounded and limited, the part constituted of lots Nos. from 40 to 55—both inclusively—of the first range of the township of Shawinigan to be detached from the parish of Saint-Mathieu and all the rest of the said territory to be detached from the parish of Saint-Flore;

And We have proclaimed and directed and, by these presents, proclaim and direct that the parish of Saint-Gérard-des-Laurentides, in the county of Saint-Maurice, described as aforesaid, shall be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. Witness: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, in Our said Province, this TWELFTH day of APRIL, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty four, and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

Letters patent

"Houston Wynne, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mars 1924, constituant en corporation: John MacNaughton, Albert I. Goodstone et Joseph-Horace Michaud, avocats, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme une compagnie générale de construction et d'entreprises;

Faire des contrats pour construire, exécuter, posséder et faire des travaux de toute description comprenant des chemins, des barrages, des éleveurs, des quais, bouilloires, maisons et des pouvoirs hydrauliques;

Faire des travaux d'électricité, de plomberie et de chauffage en rapport avec la construction de bâtisses et travaux en brique, en béton, en pierre ou autres matériaux;

Acheter, vendre et faire le commerce de matériaux pour les entrepreneurs et pour les manufactures, de spécialités et d'équipements pour les ingénieurs, d'accessoires de plomberie et d'appareils électriques;

Acheter, vendre, détenir, arrenter, louer, disposer de, et autrement acquérir toutes sortes de travaux, appareils, propriété immobilière, matériaux de construction, fournitures, outils et matériaux;

Acheter, acquérir, louer, posséder, ériger, équiper, maintenir et opérer des moulins, des manufactures, des entrepôts, des magasins et autres bâtisses, ou travaux nécessaires ou convenant aux fins de la compagnie;

Bâtir, construire, ériger, acheter, louer, prendre à bail ou autrement disposer tous terrains, bâtisses, bureaux, ateliers, usines, machinerie ou autres choses nécessaires ou utiles aux fins d'exécuter les objets de la compagnie;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits ou produits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Faire, exécuter, et prendre ou recevoir tous contrats ou cessions de contrats relativement à aucune des fins de la compagnie et en recevoir comme paiement, de l'argent ou du stock, des bons, débetures ou autres valeurs de toute autre corporation ou individu ou gouvernement, et les détenir, les vendre ou autrement en disposer, ou souscrire au capital, bons, débetures ou autres valeurs de toute autre corporation, conformément à l'article 5985 de la Loi des Compagnies de Québec;

Solliciter, obtenir, enregistrer ou autrement acquérir et détenir, posséder, utiliser, opérer, introduire et vendre, céder ou autrement disposer d'aucune ou de toutes marques de fabrique, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives, et de toutes inventions, améliorations, procédés utilisés en rapport avec ou obtenus par lettres patentes ou autrement, et tout octroi du gouvernement ou autres de licences, baux ou concessions, et faire usage de, exercer, développer, accorder des licences relativement à, ou autrement rendre profitables toutes telles marques de commerce, brevets, octrois, licences,

"Houston Wynne, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1924, incorporating: John MacNaughton, Albert I. Goodstone and Joseph Horace Michaud, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general construction company and contractor;

To enter into contracts to construct, execute, own and carry on all descriptions of works including roads, dams, elevators, wharves, boiler houses, and water powers;

To carry on electrical plumbing and heating work in connection with the construction of buildings and works, whether of brick, concrete, stone or other material;

To buy, sell and deal in contractors and factory supplies, engineering specialities and equipment, plumbing and steam fitting accessories;

To buy, sell, hold, rent, lease, dispose of, and otherwise acquire all kinds of works fittings, real estate, builder's supplies, implements, tools and materials;

To purchase, acquire, lease, own, erect, equip, maintain and operate mills, manufactories, storehouses, stores or other buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company;

To build, construct, erect, purchase, lease, hire or otherwise provide any lands, buildings, offices, workshops, plant, machinery, or other things necessary or useful for the purpose of carrying out the objects of the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To make, execute and take or receive any contracts or assignments of contracts relating to any objects of the company, and to receive in payment therefor cash or stock, bonds, debentures, or other securities of any other corporation, or any individual or government, and to hold, sell, or otherwise dispose of the same, or to subscribe to the stock, bonds, debentures, or other securities of any other corporation, in conformity with article 5985 of the Quebec Companies' Act;

To apply for, obtain, register or otherwise acquire, and hold, own, use, operate, introduce and sell, assign, or otherwise dispose of any and all trademarks, formulae, secret processes, trade names and distinctive marks, and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under Letters Patent or otherwise and any governmental or other grants, licenses, leases or concessions, and use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any and all such trade marks, patents, grants, licenses, leases, concessions, processes and the like, or any such property, rights and inform-

baux, concessions, procédés et autres choses semblables ou toute telle propriété, tous droits et informations ainsi acquis;

Acquérir par achat, souscription ou autrement et détenir comme un placement, vendre, céder, transférer ou autrement disposer de tous bons, débetures ou autres valeurs ou preuves de dettes, ou toutes actions du capital-actions, créées ou émises par toute autre corporation ou association semblables et, comme possesseurs de tel stock, bons, débetures ou autres valeurs, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriétaires, comprenant le pouvoir de voter sur iceux;

Former, promouvoir et aider financièrement ou autrement des compagnies, syndicats ou associations ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, et donner toute garantie légale relativement à iceux ou autrement pour le paiement de deniers ou pour l'exécution de toutes obligations ou entreprises;

Devenir membres de toute association ou être partie à tout arrangement légal pour les concessions réciproques, les aventures conjointes ou la coopération, ou l'entente commerciale mutuelle avec toute personne ou firme ou compagnie exerçant ou exploitant toute affaire que cette compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, et faire telles avances à, ou autrement aider toute telle personne, firme ou compagnie, et faire ou autrement acquérir et détenir des actions du capital, des débetures ou valeurs, et subventionner ou autrement aider toute telle personne, firme ou compagnie, et vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement trafiquer de telles actions, stock, débetures ou valeurs;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, ou acheter, louer ou autrement acquérir tout commerce totalement ou partiellement semblable, quant à son caractère et à ses objets, à aucune des affaires de la compagnie;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes pour représenter la compagnie, selon les lois de tel pays étranger, et accepter leurs services en faveur de la compagnie dans tout procès ou action;

Émettre comme des actions payées du capital de la compagnie en paiement de toute affaire, franchise, entreprise, droits, pouvoirs, privilèges, lettres patentes d'invention, propriété immobilière, stocks, actif et autre propriété que la compagnie peut légalement acquérir ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à, ou pour la compagnie, soit professionnellement ou autrement, par les promoteurs de la compagnie ou par d'autres personnes, soit avant ou après son incorporation et, pour telle considération, attribuer et transmettre telles actions à aucune personne, comprenant ses actionnaires ou ses directeurs, ou les payer totalement ou partiellement en actions acquittées ou totalement ou partiellement en bons, débetures ou en argent ainsi qu'il pourra en être jugé convenable;

Recevoir comme un aide pour la construction ou l'exécution d'aucun des travaux ou opérations autorisés par les présentes, tous terrains, propriétés, franchises, toutes sommes d'argent, stocks, actions, bons ou débetures et les aliéner et en disposer pour promouvoir aucune des affaires, entreprises et opérations de la compagnie, recevoir des exemptions de taxes et toutes autres exemptions accordées par autorité municipale ou autre, par règlement, résolution ou autrement que telle autorité municipale ou autre peuvent légalement accorder;

ation so acquired;

To acquire by purchase, subscription or otherwise, and to hold, as an investment, sell, assign, transfer, or otherwise dispose of any bonds, debentures or other securities or evidence of indebtedness or any shares of capital stock, created or issued by any other similar corporation or association, and while owner of such stock, bonds, debentures or other securities, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To form, promote and assist financially or otherwise, companies, syndicates and associations having objects similar to those of this company, and to give any lawful guarantee in connection with same or otherwise for the payment of money or for the performance of any obligation or undertaking;

To become a member of any partnership or a party to any lawful agreement for reciprocal concession, joint adventure or co-operation or mutual trade arrangement with any person or firm or company that is carrying on or engaged in any business which this company is authorized to carry on, or is engaged in, and to make such advances to or otherwise assist any such person, firm or company, and to make or otherwise acquire and hold shares, stock, debentures or securities of, and subsidize or otherwise assist any such person, firm or company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with such shares, stock, debentures or securities;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company, or to purchase, lease, or otherwise acquire any business in whole or in part similar in character and objects to any of the business of this company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent the company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To issue as paid up shares of the company stock of the company in payment of any of the business, franchises, undertakings, rights, powers, privileges, letters patent of invention, real estate, stocks, assets and other properties which the company may lawfully acquire, or, with the approval of the shareholders, for services rendered to or for the company, either professionally or otherwise, by the promoters of the company or by others either before or after the incorporation thereof, and for such consideration allot and hand over such shares to any person, including its shareholders or its directors; or to pay for the same wholly or partly in paid up shares or wholly or partly in bonds, debentures, or cash, as may be agreed upon;

To receive as aid in the construction or carrying on of any of the works or operations hereby authorized, any lands, property, franchises, sum of money, stocks, shares, bonds or debentures and to alienate and dispose thereof, in promoting any of the affairs, businesses and operations of the company, to receive exemptions from taxation and all other exemptions granted by municipal or other authority by by-law, resolution, or otherwise, which may by by-law be granted by such municipality or other authority;

Faire des contrats avec toute telle personne, compagnie ou corporation soit publique ou privée, gouvernement ou autorité, pour obtenir de tel gouvernement ou autorité, tous droits, privilèges, boni, subsides, garanties de concession, que la compagnie jugerait désirable d'obtenir, et exécuter, exercer tel arrangement fait avec tel gouvernement, relativement à iceux, et s'y conformer;

Vendre, louer ou autrement disposer de toute propriété et de tous biens de la compagnie ou de quelques parties d'iceux pour telle considération que la compagnie jugerait raisonnable, comprenant des actions, débetures et autres valeurs de toute compagnie;

Distribuer le capital-actions ou aucune des propriétés de la compagnie en espèces aux actionnaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et exécuter des billets promissoires, des lettres de change, des connaissements, reçus d'entrepôt et autres instruments négociables et transférables;

Payer tous ou aucun des frais, charges ou dépenses préliminaires ou incidentes à, ou encourues en rapport avec la promotion, l'organisation, la formation, l'établissement, l'enregistrement et l'incorporation de la compagnie;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs, et faire toutes affaires se rapportant à la bonne exécution des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et nécessaires pour permettre à la compagnie d'exercer son entreprise de manière profitable;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents ou procureurs sous le nom de "Houstone, Wynne, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1965 C.-J. SIMARD.

"J.-P. Guy, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1924, constituant en corporation: Madame Amanda Côté, de la cité de Québec veuve de Monsieur J.-P. Guy, en son vivant du même lieu, marchand, et Messieurs Joseph Guy, Ovide Guy, et Alphonse Guy, négociants, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exercer un commerce de gros et de détail, dans toutes ses branches, et spécialement le commerce d'épicerie; faire le commerce de magasin à rayons; et acheter, vendre, échanger et manufacturer toutes sortes de marchandises, effets et produits dont on trafique généralement dans les magasins de détail et dans les magasins à rayons, et agir comme agents pour les marchands ou manufacturiers de tous tels effets, produits et marchandises;

Exercer tout autre commerce, et faire toute autre affaire, manufacturière ou autrement, que la compagnie jugerait susceptible d'être exploitée d'une manière profitable pour son commerce et ses affaires, et pour ses fins;

To contract with any person, company or corporation, whether public or private, and with any government or authority, to obtain from any such government or authority any rights, privileges, bonuses, subsidies, guarantees and concessions which the company may consider it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any arrangement made with such government or authority in connection therewith;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and assets of the company, or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, including shares, bonds, debentures and other securities of any company;

To distribute the capital stock or any of the property of the company in specie among the shareholders;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warehouse receipts, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To pay all or any costs, charges or expenses preliminary or incidental to, or incurred in connection with the promotion, organization, formation, establishment, registration and incorporation of the company;

To do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated and necessary to enable the company profitably to carry on its undertaking;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys, under the name of "Houstone, Wynne, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March 1924.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"J.-P. Guy, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of March, 1924, incorporating: Mrs. Amanda Côté, of the City of Quebec, widow of Mr. J. P. Guy, in his lifetime of the same place, merchant, and Messrs Joseph Guy, Ovide Guy, and Alphonse Guy, merchants, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To do and carry on a wholesale and retail business in all branches thereof and especially a grocery business; to carry on the business of a departmental store; and to buy, sell, exchange and manufacture all kinds of merchandise, goods and products generally dealt in retail stores or in departmental stores; and to act as agents for merchants or manufacturers of any such goods, products and merchandise;

To carry on any other trade or business, manufacturing or otherwise, which the company may think capable of being profitably carried on in connection with the trade and business and purposes of the company;

Acheter et autrement acquérir et se charger de la totalité ou de toute partie des affaires, entreprise, industrie, propriété, actif et passif de toute personne, société ou compagnie exerçant un commerce ou faisant des affaires dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, ou favorisant ces dits objets;

Solliciter, acquérir, louer, ou accorder des marques de commerce, des dessins industriels, des brevets et droits de patente, des licences et privilèges se rapportant à toute invention jugée utile ou profitable à la compagnie, et les utiliser, en jouir et les exploiter;

Eriger et construire des édifices, des travaux et de la machinerie que la compagnie jugerait avantageux, nécessaires et utiles à ses fins;

Vendre, mettre à rente, louer ou aliéner toute propriété mobilière ou immobilière de la compagnie;

Souscrire à, acheter ou autrement acquérir et posséder des parts et des sûretés dans toute autre compagnie ou compagnies exerçant un commerce ou faisant des affaires totalement ou partiellement semblables à celles de cette compagnie;

Emettre et distribuer, comme entièrement libérées, des actions du capital-actions de la compagnie, en paiement total ou partiel du prix d'achat des biens, propriété mobilière ou immobilière, brevets, droits de patente, ou parts de toute autre compagnie, personne ou société, et spécialement la société commerciale actuellement conduite, à Québec, sous le nom de "J.-P. Guy, Enr." et recevoir des parts du capital-actions d'autres compagnies, en paiement de propriété ou de droits dont la présente compagnie a le droit de disposer;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, et autres effets négociables et transférables;

Faire chacune et toutes choses convenant ou favorisant la réalisation de tous de ou chacun des objets de la compagnie, tel qu'énumérés ici ou s'y rapportant, ou qui sembleraient avantageuses ou utiles au commerce, production, industrie ou bénéfice de la compagnie, sous le nom de "J.-P. Guy, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000,000) divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1969 C.-J. SIMARD.

To buy and otherwise acquire or undertake the whole or any part of the business, undertakings, industry, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on any trade or business the objects of which are altogether or partly similar to those of the company or conducive to the company's objects;

To apply for, acquire, lease and dispose of trade marks, industrial designs, patents and patent rights, licenses and privileges incidental to any invention deemed useful or profitable to the company and to use, exercise and exploit the same;

To erect and construct buildings, works and machinery which may seem advantageous to the company or necessary or useful for its purposes;

To sell, rent, lease or dispose of any movable or immovable property of the company;

To subscribe for, buy or otherwise acquire and possess shares and securities in any other company or companies carrying on any trade or business altogether or partly similar to that carried on by the company;

To issue and allot as fully paid up shares of the capital stock of the company in full or part payment of the purchase price of any assets, movable or immovable property, patents, patent rights or shares of any other company or person or partnership, and especially the commercial partnership presently carried on at Québec, under the name of "J. P. Guy, Reg'd", and to receive shares of the capital stock of other companies in payment of property or rights which the present company may have power to dispose of;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable and transferable instruments;

To do all and every thing necessary, suitable or proper for the accomplishment of all or any of the objects of the company, as herein enumerated or incidental thereto, or which may seem advantageous or useful for the business, production, industry or benefit of the company, under the name of "J.-P. Guy, Limitée", with a total capital-stock of ninety nine thousand dollars, (\$99,000,00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be in the city and district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1970 Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Sand & Trading Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de mars 1924, constituant en corporation: Henri-Paul Hamel, négociant, Delles Yvonne Lagacé, Bianche de Maisonneuve, sténographes, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de et se livrer à l'industrie du sable, du charbon, du bois, de la chaux et de toutes choses qui peuvent être l'objet du commerce et de l'industrie ou de l'un ou de l'autre;

Exercer dans toutes ses branches le commerce et l'industrie du sable, du charbon, du bois, de la

"Quebec Sand & Trading Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty first day of March, 1924, incorporating: Henri Paul Hamel, merchant, Misses Yvonne Lagacé, Blanche de Maisonneuve, stenographers, of the city of Québec, for the following purposes:

To carry on business and deal in sand, coal, wood, lime and any other things which may be the object of trade and industry or of one or the other;

To carry on in all branches thereof a trade and business in sand, coal, wood, lime and in any

chaux et de toutes choses qui peuvent être l'objet du commerce et de l'industrie ou de l'un ou de l'autre;

Fabriquer, manufacturer et produire tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de l'industrie et de la production en général;

Faire le commerce et faire affaire, sous quelque forme que ce soit, celui d'importation ou d'exportation compris, de toutes sortes de sable, de charbon, de bois de chaux, et généralement de tout ce qui peut être l'objet du commerce et ce, comme principaux, agents ou courtiers;

Acquérir, posséder et exploiter, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, généralement tout ce qui peut constituer, fournir ou être une source de la matière première de l'énergie ou combustible utiles ou nécessaires à la fabrication, et la construction;

Acquérir, posséder et opérer des entrepôts privés et publics, et donner, en conséquence, tous reçus d'entrepôts et tous documents de cette nature;

Enregistrer, acquérir, exploiter, accorder des licences, céder et disposer de, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, tous brevets d'inventions, marques de commerce et de fabrication, procédés, permis et autres droits et privilèges de cette nature, enregistrée ou non au Canada ou ailleurs;

Se livrer au commerce et à l'industrie du remorquage, acheter, louer, vendre ou autrement acquérir ou disposer de remorqueurs, barges, chalands, dragues et de tous vaisseaux ou navires quelconques; faire des contrats se rapportant à la navigation, au remorquage, au dragage, au transport sur terre ou sur eau; se livrer à la navigation et à faire tout commerce et ouvrage s'y rapportant;

Acquérir, par achat, bail, ou autrement, des terrains, des immeubles, des meubles, enfin toutes choses mobilières ou immobilières et en disposer à son gré;

Se livrer à la construction de bâtisses, immeubles et meubles, et disposer à son gré, hypothéquer, vendre, louer tous biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, conformément à la loi des Compagnies de Québec 1920;

Acquérir, par achat, sur vente privée, judiciaire, publique, ou toute autre, par échange, donation, dation en paiement, ou de quelque autre manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit tous droits, permis, pouvoirs, franchises, concessions ou privilèges et tous biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles, sans aucune exception quelconque et de quelque autorité ou source qu'ils proviennent;

Vendre, donner à bail, lier, donner et livrer en garantie, en échange, en paiement, et généralement aliéner, céder, transporter, disposer, de quelque manière ou à quelque titre que ce soit, des droits et des biens mentionnés dans la clause précédente;

Placer les fonds de la compagnie de la manière jugée convenable, et, pourvu qu'il ait été pourvu au paiement ou à la garantie des dettes et obligations de la compagnie, distribuer en nature entre ses actionnaires, de temps à autre, les biens quelconques de la compagnie et, en particulier, l'argent comptant, les actions, obligations et autres valeurs d'autres corporations que la corporation pourra détenir;

Acquérir par achat, bail, échange ou par un

other thing which may be the object of trade or industry or of one or the other;

To fabricate, manufacture and produce every thing that may be the object of manufacture, trade and production generally;

To carry on the business and trade, in all branches thereof, including the importation and exportation business, of dealers in all kinds of sand, coal, wood, lime and generally in every thing that can be the object of trade, and that, as principals, agents or brokers;

To acquire, possess and operate, under any title and in any manner whatever, everything that may constitute, supply or be the source of the raw material for power or fuel useful or necessary for manufacture, and construction;

To acquire, possess and operate private and public warehouses and to give, in consequence, any warehouse receipts and like documents;

To register, acquire, exploit, grant licenses in respect of, assign and dispose of, under any title and in any manner whatever, all patents, trade marks and trade names, processes, permits and other rights and privileges of a like nature, registered or unregistered in Canada or elsewhere;

To carry on the towing business and industry, buy, lease, sell or otherwise acquire or dispose of tugs, barges, scows, dredges and of any vessels or crafts whatsoever; to enter into contracts relating to navigation, towing, dredging and water and land transportation; to carry on a shipping business and to do any business and work connected therewith;

To acquire by purchase, lease or otherwise lands, immovables, movables and any movable or immovable effects and to dispose of the same as it may see fit;

To carry on the erection of buildings, immovables and movables and dispose of the same at will, hypothecate, sell, lease any movable or immovable property of the company, in accordance with the Quebec Companies' Act, 1920;

To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy, under any title and in any manner whatever, any rights or property, both corporeal and incorporeal, movable or immovable, and without any exception whatever, and from whatever authority or source they may accrue;

To sell, give on lease, pledge, give and hand over as security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph;

To invest the funds of the company in the manner deemed convenient, and on the condition that the payment or security of the debts and obligations of the company has been provided for, distribute in kind among its shareholders, from time to time, any property of the company, and in particular, cash, shares, bonds and other securities of other corporations which the corporation may hold;

To acquire by purchase, lease, exchange or by

autre titre légal, et vendre et autrement trafiquer de la propriété, de l'entreprise et du commerce d'aucune corporation commerciale, industrielle ou mercantile, ou d'aucune firme, société ou personne aux fins de promouvoir et organiser des compagnies pour les exercer, aussi gérer, exploiter et exercer aucun commerce, aucune propriété et entreprise que la compagnie aura ainsi acquis, et en assumer le passif;

Transiger et exercer généralement les affaires d'agents de change, de courtage et d'une compagnie financière, agir comme agents et courtiers pour l'achat, vente, amélioration, développement, gérance de toute propriété, industrie et entreprise et de toutes sortes de marchandises et biens meubles et immeubles;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital corporatif, des obligations ou autres valeurs, dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de compagnies, ou dans la gestion des affaires de compagnies;

Se livrer au commerce et à l'importation et à l'exportation de tous les produits qui font l'objet de l'industrie et de tous les produits qui font l'objet du commerce;

Se livrer à l'industrie de et faire le commerce de meubles et d'immeubles en général;

Agir comme agents à commission;

Acheter des crédits de toute personne, corporation, faillite, et liquidation et les recouvrer ou les revendre;

Agir comme agent ou représentant de toute personne ou compagnie;

Acquérir, acheter ou autrement détenir, et vendre et disposer de tout intérêt, part, débetures, obligations ou choses dans des compagnies dont l'objet est, en tout ou en partie, semblable aux objets de la compagnie ou appartenant à toute personne dans le commerce et l'industrie, et ce, en payant soit en argent, soit en parts acquittées de la présente compagnie;

Faire les opérations de commerçants d'immeubles, acheter, posséder, développer, améliorer, acquérir, établir, utiliser, louer, échanger et vendre des propriétés immobilières de toutes sortes, y compris des coupes de bois et des concessions forestières, et les négocier et autrement en disposer et généralement en faire le commerce;

Agir en qualité de courtiers et d'agents en général dans toutes les branches du commerce, de l'industrie et de la finance;

Acquérir toutes valeurs et créances mobilières et immobilières et en disposer à son gré;

Conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, les risques communs, les concessions réciproques et autres avec toutes personnes ou compagnies exerçant le même commerce que la compagnie ou un commerce semblable;

Prêter pour elle ou pour quiconque lui en confierait la charge, sur toutes garanties immobilières ou mobilières, aux conditions qu'elle jugera convenables;

Acquérir les propriétés ou valeurs quelconques qui pourraient avoir été engagées en faveur de la compagnie comme garantie de tels prêts et en disposer à son gré;

Payer les acquisitions ou avantages, ou services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour tout endossement en faveur de la compagnie ou aucune autre chose que la compagnie jugera appropriée, soit en argent, soit

any other legal title and to sell or otherwise deal with the property, undertaking and business of any commercial, industrial or mercantile corporation or of any firm, partnership or person for the purpose of promoting and organizing companies for carrying on the same, also manage, operate and carry on any business, property and undertaking which the company may have thus acquired and to undertake their liabilities;

To transact, and generally carry on the business of stock brokers and of a brokerage and financial company, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development, management of any property, business and undertaking and of all kinds of merchandise and movable and immovable property;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing, assisting to place or in guaranteeing the placing of any of the shares of the capital stock of the company, bonds or other securities, or in or about the formation or promotion of companies or in the conduct of the business of companies;

To carry on an import and export business in all products which are the object of industry and of all products which are the object of trade;

To carry on business and deal in movables and immovables generally;

To act as commission agents;

To buy credits for any person, corporation, bankruptcy and liquidation and to collect or resell same;

To act as agent or representative of any person or company;

To acquire, buy or otherwise hold and sell and dispose of any interest, share, debentures, obligations or *choses* in any companies the object of which is altogether or partly similar to the objects of the company or belonging to any person carrying on any business or industry, and to pay for the same either in cash or in paid up shares of the present company;

To carry on the business of real estate dealers; to buy, possess, develop, improve, acquire, establish, utilize, lease, exchange and sell immovable properties of every kind, including timber licenses and timber limits, deal with and otherwise dispose of and generally deal in the same;

To act as brokers and general agents in all branches of business, industry and finance;

To acquire any movable and immovable securities and claims and to dispose of the same as it may see fit;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concession and otherwise with any persons and companies carrying on the same business as the company or a similar business;

To lend money for itself or for any one charging the company, to do on any immovable or movable securities, on such conditions as it may think proper;

To acquire any property or securities which have been pledged in favour of the company as security for such loans and to dispose of the same as it may see fit;

To pay for the acquisition or advantages or services rendered to or required by the company, or for any endorsement in favour of the company or for any other thing which the company may think proper, either in cash or in fully or

en actions entièrement ou partiellement libérées, en obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou partie de l'un et partie de l'autre, au gré de la compagnie;

Acquérir par argent ou par actions libérées de la compagnie, soit à titre de propriétaires, soit à titre d'agents, tous titres, actions, débetures, obligations ou autres valeurs, émis par toute autre personne, compagnie ou corporation, et en disposer par vente, transport, ou autrement à son gré, sous le nom de "Quebec Sand & Trading Company, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau et du secrétaire de la province, ce vingt unième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1983 C.-J. SIMARD.

partly paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company or partly in one and partly in the other, as the company may see fit;

To acquire in cash or with paid up shares of the company, either as proprietors or as agents, any stock, shares, debentures, bonds or other securities issued by any other person, company or corporation, and to dispose of same by sale, transfer or otherwise, as it may see fit, under the name of "Quebec Sand & Trading Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1924.

C. J. SIMARD,
1984 Assistant Provincial Secretary.

"The Arundel Butter & Cheese Manufacturing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de février 1924, constituant en corporation: William Dawson Graham, marchand, Alfred Benjamin Morrison, Walter Morrison, Thomas Graham, John Moncrief, et Hugh Boyd, cultivateurs, tous du canton d'Arundel, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Construire, entretenir, équiper, acquérir par achat, bail ou autrement et mettre en opération toutes manufactures pour fabriquer du beurre, du beurre pasteurisé, du fromage, du lait condensé, du lait en poudre, de la crème à la glace, et tous produits et sous-produits qui dérivent du lait et de la crème;

Entretenir des entrepôts, des glacières et autres établissements de cette nature;

Exercer toutes autres opérations commerciales ou manufacturières qui ne sont pas incompatibles avec les opérations régulières de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir, louer ou autrement détenir, vendre ou autrement aliéner toute propriété qui peut servir pour les opérations de la compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autrement, la totalité ou toute partie des affaires, propriété et passif de toute personnes, compagnies, exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou possédant de la propriété convenable et propre aux fins de cette compagnie;

Souscrire à ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre manufacture ou autre compagnie commerciale;

Emettre des fonds, des actions totalement ou partiellement payés pour toute propriété, droits et sûretés transférés à la compagnie et pour services à elle rendus;

Faire des arrangements relativement au partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les profits mutuels, la concession réciproque ou autres avec toutes personnes, associations ou compagnies exerçant toute affaire ou faisant tout travail se rapportant aux objets de la compagnie;

Acquérir, faire usage de et disposer de tous contrats, inventions, brevets ou inventions ou de tous droits de faire usage de toute invention se rapportant de quelque manière, ou appartenant à son commerce;

"The Arundel Butter & Cheese Manufacturing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of February, 1924, incorporating: William Dawson Graham, merchant, Alfred Benjamin Morrison, Walter Morrison, Thomas Graham, John Moncrief, and Hugh Boyd, farmers, all of the township of Arundel, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To construct, maintain, equip, acquire by purchase, lease or otherwise, and operate any factories for the manufacturing of butter, pasteurized butter, cheese, condensed milk, milk powder, ice cream and all products and by-products derived from the manufacturing of milk and cream;

To keep warehouses, ice houses and other establishments of the kind;

To carry on any other commercial or manufacturing operations that are not incompatible with the regular operations of the company;

To purchase or otherwise acquire, lease or otherwise hold, sell or otherwise alienate any property that may serve for the operations of the company;

To acquire or assume the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business that the company is authorized to carry on or in possession of property suitable for the objects of the company;

To subscribe for or otherwise acquire and hold shares in any other manufacture or commercial company;

To issue fully or partly funds or shares for any property, rights and securities transferred to the company or for services rendered to it;

To enter into arrangements relative to the sharing of profits, union of interests, co-operation, mutual profit, reciprocal concession or other with any persons, associations or companies carrying on any business or carrying out any work in connection with the objects of the company;

To acquire, use and dispose of any contracts, inventions, letters patent or inventions or the right to use any invention in any way connected with or appertaining to its business;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et commerce se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée;

Exercer aucune autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son industrie ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la corporation;

Faire affaires comme marchands et commerçants généraux;

Acquérir, acheter, louer, hypothéquer ou autrement la propriété mobilière ou immobilière qui semblerait nécessaire ou requise pour les fins du commerce de la dite compagnie, comprenant des magasins, entrepôts et autres établissements, et les vendre, louer, échanger ou les remplacer;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, ou autres instruments négociables ou transférables;

A chaque assemblée annuelle de la compagnie, les actionnaires présents détermineront et établiront par résolution la valeur des actions dans le capital de la compagnie, basée sur l'état de ses affaires alors soumis, et dans le cas, en aucun temps durant l'année suivante, où toute action du capital de la compagnie serait offerte en vente, ou serait transmise par legs, par héritage, par le mariage d'une actionnaire ou de quelque autre manière quelconque, alors les actionnaires de la dite compagnie et aucun d'eux, durant les deux mois qui suivront telle vente, et qu'une offre de vente ou de transmission aura été notifiée à la compagnie, auront le privilège d'acquérir telles actions à être ainsi vendues, ou ainsi transmises comme ci-dessus, sur paiement ou offre du prix de telles actions, calculé à sa valeur actuelle, telle qu'établie à la dernière assemblée annuelle. Le dit droit d'achat sera exercé comme suit: le secrétaire-trésorier avisera les actionnaires de la vente ou du transfert proposés, et indiquera le nombre et la classe des actions affectées alors, et chaque actionnaire pourra, dans les trente jours, s'adresser aux directeurs pour obtenir les dites actions ou quelques-unes d'entre elles. Les directeurs, en rapport avec ces demandes, accorderont des actions aux applicants, mais les détenteurs du plus grand nombre d'actions auront droit à une distribution préalablement aux détenteurs d'un nombre d'actions moindre. Dans le cas où les actionnaires négligeraient de faire application pour les dites parts, alors, le secrétaire-trésorier transférerait le nom du cessionnaire original dans les livres de la compagnie;

Les objets et les pouvoirs de chaque paragraphe ci-dessus ne seront pas limités et restreints par induction à ou déduction des termes de toute autre clause ou de tout autre paragraphe, mais les pouvoirs et objets spécifiés dans chacune des clauses seront interprétés comme des objets et des termes indépendants, sous le nom de "The Arundel Butter & Cheese Manufacturing Company, Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Arundel, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1985

C.-J. SIMARD.

To do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the carrying out the objects for which the company is incorporated;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To carry on business as general merchants and traders;

To acquire, buy, lease, hypothecate or otherwise hold the movable or immovable property which may be deemed necessary or requisite for the business purposes of the said company, including stores, warehouses and other establishments and to sell, rent, assign, exchange or replace the same;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

At each annual meeting of the company, the shareholders present shall determine and establish by resolution the value of the shares in the stock of the company, based upon the statement of its affairs then before them, and in case, at any time during the next ensuing year, any shares in the stock of the company are offered for sale, or have become transmitted by bequest, inheritance, the marriage of a female holder, or in any other way whatsoever, then the shareholders of the said company, and each of them shall during, the two months next after such sale, offer for sale or transmission has been notified to the company, have the privilege of acquiring such shares so to be sold, or so transmitted as aforesaid, upon payment or tender of the price of such shares, calculated at the value thereof, as established at the then last annual meeting. The said right of purchase shall be exercised as follows: The Secretary Treasurer shall notify the shareholders of the proposed sale or transfer and the number and class, of shares affected thereby and any shareholder may, within thirty days thereafter, apply to the directors for the said shares, or any part thereof. The directors shall thereupon allot the shares to the applicants, but the holder of the greater number of shares shall be entitled to allotment before the holder of a less number of shares. Should the shareholders fail to apply for said shares, the secretary treasurer will then enter the name of the original transferee in the books of the company;

The objects and powers in each paragraph hereof are in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other clause or any other paragraph, but the powers and objects specified in each of the clauses shall be regarded as independent objects and powers, under the name of "The Arundel Butter & Cheese Manufacturing Company, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Arundel, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

1986

Assistant Provincial Secretary.

Vente—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 91. (En faillite).—Dans l'affaire de Patenaude, Carignan et Compagnie, Limitée, cédante autorisée, et Joseph-E. Lemire, syndic autorisé.

Avis est par les présentes donné que le soussigné, dûment autorisé, vendra au plus haut et dernier enchérisseur, au bureau du shérif du district de Montréal, au palais de justice, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi, l'immeuble suivant, appartenant à la dite cédante autorisée, savoir:

Un emplacement ayant front sur le boulevard Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, composé de deux lots de terre connus et désignés comme étant les subdivisions numéros deux cent vingt et un et deux cent vingt-deux, du lot originaire numéro onze (11-221 et 222), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, moins cette partie du dit emplacement expropriée par la cité de Montréal pour l'élargissement du boulevard Saint-Laurent; borné en front par la partie des deux dits lots expropriée par la cité de Montréal et faisant aujourd'hui partie du boulevard Saint-Laurent, en arrière par une ruelle, d'un côté par la subdivision nu néro deux cent vingt du dit lot numéro onze du dit cadastre, et de l'autre côté par la subdivision numéro deux cent vingt-trois du dit lot numéro onze—avec toutes les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 2018, 2020 et 2022, du dit boulevard Saint-Laurent, tel que le tout se trouve actuellement.

La présente vente est faite en vertu de l'article 20, paragraphe C de la Loi de faillite fédérale de 1920 et de ses amendements, et aura tout l'effet du décret. Elle est sujette à toutes les conditions ordinaires d'une vente par le shérif.

Un dépôt de \$2,500.00 sera exigé de chaque enchérisseur, avec son enchère.

En outre du prix d'adjudication, l'adjudicataire devra payer les honoraires et commission du gouvernement et du shérif.

Pour toutes autres informations, s'adresser à: JOSEPH-E. LEMIRE, N. P.

Edifice Marcell Trust,
Chambre 3, 288, rue Saint-Jacques,
Tél. Main 4895, Montréal. 1889—16-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 91 (In bankruptcy).—In the matter of Patenaude, Carignan & Company, Limited, authorized assignor, and Joseph E. Lemire, authorized trustee.

Notice is hereby given that the undersigned, duly authorized, will sell to the highest and last bidder, at the Sheriff's office of the district of Montreal, at the Court House, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of MAY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon, the following property belonging to the above estate:

An emplacement fronting on St. Lawrence Boulevard, in the city of Montreal, composed of two lots known and designated as being the subdivisions numbers two hundred and twenty one and two hundred and twenty two, of the original lot number eleven (11-221 and 222), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, less that portion of said emplacement expropriated by the city of Montreal for the widening of Saint Lawrence Boulevard; bounded in front by the portion of said two lots expropriated by the city of Montreal and being now part of Saint Lawrence Boulevard, in the rear by a lane, on one side by the subdivision number two hundred and twenty of said lot number eleven of said plan and book of reference, and on the other side by the subdivision number two hundred and twenty three of said lot eleven of said plan and book of reference—with all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 2018, 2020, 2022 of said Saint Lawrence Boulevard, as the whole now exists.

The present sale is made in virtue of Article 20, paragraph C of the Federal Bankruptcy Law of 1920 and its amendments, and will have the effect of a sheriff's sale, and be subject to all the conditions of such sale.

A deposit of \$2,500.00 will be exacted from each bidder with his bid.

Beside the purchase price the adjudicator will pay the fees and commission to the Government and Sheriff.

For other information, apply to: JOSEPH E. LEMIRE, N. P.

Marcell Trust Building,
Room 3, 288 Saint James Street,
Tel. Main 4895, Montreal. 1890—16-2

VENTES PAR LE SHÉRIF BEDFORD

SHERIFF'S SALES BEDFORD

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Magistrat.—District de Bedford.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Magistrate's Court.—District of Bedford.

Canada, }
Province de Québec, } LA CORPORATION
No 385. } DU CANTON DE
dûment incorporée selon la loi, ayant son bureau- } BROME, municipalité
chef et sa principale place d'affaires dans le }
village de Brome, dans ledit canton, dans le }
district de Bedford, demanderesse; vs FABIEN }
BROUILLARD, dans ledit canton de Brome, }
défendeur. }

Canada, }
Province of Quebec, } THE CORPORATION
No. 385. } TOWNSHIP OF BRO-
ME, a municipal body, duly incorporated }
according to law, having its head office and chief }
place of business in the Village of Brome, within }
such township, all in the district of Bedford, }
plaintiff; vs FABIEN BROUILLARD, of the }
said township of Brome, defendant. }

Comme appartenant au défendeur:
 Une ferme connue et désignée au plan du cadastre et livre de renvoi officiels du canton de Brome, district de Bedford, comme étant les lots numéros deux cent cinquante-cinq, deux cent cinquante-sept et deux cent cinquante-huit (255, 257, 258)—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Rose-de-Lima, à Sweetsburg, dit district, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
 C. B. JAMESON.
 Bureau du shérif,
 Sweetsburg, Qué., 24 avril 1924.
 [Première publication, 26 avril 1924]
 2061—17-2

As belonging to defendant:
 That certain farm known and designated upon the official Cadastral plan and in the book of reference of the township of Brome, in the district of Bedford, as being lots numbers two hundred and fifty five, two hundred and fifty seven, and two hundred and fifty eight (255, 257 and 258)—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the Parochial Church door of the parish of Sainte Rose de Lima, at Sweetsburg, said district, on the TWENTY SEVENTH day of MAY, 1924, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
 Sheriff.
 Sheriff's office,
 Sweetsburg, Que., April 24, 1924.
 [First publication, April, 26, 1924]
 2062—17-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Bedford.
 Canada,
 Province de Québec, }
 No 89. } **EMERY DUFRESNE,**
 ci-devant cultiva-
 teur, de Bethel, district
 de Bedford, actuellement commis, dans la ville
 de Montréal, district de Montréal, demandeur;
 vs ARTHUR LAPLANTE, cultivateur, du dit
 endroit de Bethel, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
 Une ferme située dans le canton de Ely, district de Bedford, connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Ely, sous les numéros six cent cinquante-trois (653), six cent cinquante-deux (651) et six cent cinquante-six (656)—avec toutes les bâtisses sus-érigées; la dite ferme contenant quatre cents acres, plus ou moins.

Pour être vendue à mon bureau, à Waterloo, comté de Shefford, dit district, MARDI, le SIXIEME jour de MAI, 1924, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
 C.-B. JAMESON.
 Bureau du shérif,
 Sweetsburg, le 1er avril, 1924. 1677—14-2
 [Première publication, le 5 avril 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.
 Canada,
 Province of Quebec, }
 No. 89. } **EMERY DUFRESNE,**
 formerly farmer, of
 Bethel, district of Bedford,
 now clerk, of the City and district of Montreal,
 plaintiff; vs ARTHUR LAPLANTE, farmer,
 of the said place of Bethel, defendant.

As belonging to defendant:
 A farm situated and lying in the Township of Ely, district of Bedford, known and designated upon the official plan and book of reference of the said township of Ely, under the numbers six hundred and fifty three (653), six hundred and fifty two (652) and six hundred and fifty six (656)—with all the buildings thereon erected, the said farm containing four hundred acres, more or less.

To be sold at the Registry Office of the County of Shefford, at Waterloo, said district, on TUESDAY, the SIXTH day of MAY, 1924, at TWO of the clock in the afternoon.

C. B. JAMESON,
 Sheriff.
 Sheriff's Office,
 Sweetsburg, April 1st, 1924. 1678—14-2
 [First publication, April 5, 1924]

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 17

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Archambault vs Roy	1331
" Beulé vs Grenier	1330
" Bérubé vs Souci	1331
" Bessette vs Jeannotte dit Lachapelle	1332
" Bouchard vs Marcoux	1333
" Delongchamp vs Beaupré	1331
" Doyle vs Bissonnette	1331
" Gagnon vs Fourrier	1332
" Gardier vs Guittard	1332
" Genesse vs Fortin	1331
" Gibeault vs Trudeau	1332
" Harton vs Fournier	1332
" Leclerc vs Tétreault	1332
" Ouellette vs Vannini	1331
" Rouleau vs Bouillon	1330
" Thibodeau vs St-Germain	1330

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Emery vs Dame Amyot	1333
---------------------------	------

ANNONCEURS:—Avis aux :—

1281

Index of the Quebec Official Gazette, No 17

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Archambault vs Roy	1331
" Beulé vs Grenier	1330
" Bérubé vs Souci	1331
" Bessette vs Jeannotte dit Lachapelle	1332
" Bouchard vs Marcoux	1333
" Delongchamp vs Beaupré	1331
" Doyle vs Bissonnette	1331
" Gagnon vs Fournier	1332
" Gardier vs Guittard	1332
" Genesse vs Fortin	1331
" Gibeault vs Trudeau	1332
" Harton vs Fournier	1332
" Leclerc vs Tétreault	1332
" Ouellette vs Vannini	1331
" Rouleau vs Bouillon	1330
" Thibodeau vs St-Germain	1330

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY.—

Emery vs Dame Amyot	1333
---------------------------	------

ADVERTISERS:—Notice to:—

1281

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—

Puits de Mines..... 1282

AVIS DIVERS:—

The British & Colonial Furniture Co.,
Lt'd..... 1333

BUREAU-CHEF:—

L'Hôpital St-Luc, ltée..... 1333

CHARTRE—ABANDON DE:—

La Cie Immobilière de Lauzon & Québec,
ltée..... 1334

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Partie Saint-Gabriel-Ouest à Rivière-aux-
Pins..... 1325
Partie Saint-Julien-de-Wolfestown à
Disraeli..... 1325
Saint-François-d'Assise..... 1325
Village Saint-Charles..... 1325

DÉPARTEMENTS DES TERRES ET FORETS:—

Affermage de forces hydrauliques re
rapides Ulverton-Kingsey..... 1326
Examen des mesureurs de bois..... 1326

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—

American Alliance Ins. Co..... 1327
British American Ass., Co..... 1328
Merchants Marine Ins., Co. Lt'd..... 1326
New Hampshire Fire Ins., Co..... 1328
Standard Marine Ins. Co. Lt'd..... 1328
The British Canadian Ins., Co..... 1328
The Guardian Ins. Co. of Canada..... 1327
The Northern Ass., Co., Lt'd..... 1329
The Palatine Ins., Co..... 1329
The Royal Scottish Ins., Co., Lt'd..... 1329
Western Assurance Company..... 1329
World Marine & General Ins. Co. Lt'd..... 1327

LETTRES PATENTES:—

✓ American Trading Co., Inc..... 1285
✓ Atwater Garage, Limited..... 1286
✓ Bray, Caron & Dubé, ltée..... 1287
✓ Canadian Scottish Securities Corpora-
tion, Lt'd..... 1289
G. Jobin, ltée..... 1292
✓ Club du Lac des Six Frères, Inc..... 1293
✓ Daigle & Paul, ltée..... 1293
✓ Drury & Co..... 1297
✓ Foucher & Gélinas, ltée..... 1300
F. Thompson & Sons Lt'd..... 1314
✓ Greenshields & Co., Lt'd..... 1302
✓ Hew R. Wood Bond Company..... 1317
✓ Houston Wynne, Limited..... 1355
✓ Hudson Investment Co., Lt'd..... 1310
J. P. Guy, limitée..... 1357
La Cie de l'Hôtel Windsor de Hull—The
Hull Windsor Hotel Company..... 1320
✓ Mac-Tag Rubber Co., Lt'd—Cie de
Caoutchouc Mac-Tag, ltée..... 1303
Manganese Steel Castings, Lt'd..... 1321
Phoenix Manufacturing Co., Lt'd..... 1305
Protection, Inc..... 1307
Quebec Provincial Motor League, Inc... 1308
Quebec Sand Trading Co., Lt'd..... 1358
The Arundel Butter & Cheese Manufact-
uring Co., Lt'd..... 1361

ORDER-IN-COUNCIL:—

Mine Shafts..... 1282

MISCELLANEOUS NOTICES:—

The British & Colonial Furniture Co.,
Lt'd..... 1332

CHIEF-OFFICE:—

L'Hôpital St-Luc, ltée..... 1333

CHARTER—SURRENDER OF:—

La Cie Immobilière de Lauzon & Québec,
ltée..... 1334

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Part of Saint-Gabriel-Ouest to Rivière-
aux-Pins..... 1325
Part Saint-Julien-de-Wolfestown to
Disraeli..... 1325
Saint-François-d'Assise..... 1325
Village Saint-Charles..... 1325

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—

Leasing of Water Power re Ulverton-
Kingsey-falls..... 1326
Examination of Cullers..... 1326

TREASURY DEPARTMENT:—

American Alliance Ins. Co..... 1327
British American Ass., Co..... 1328
Merchants Marine Ins., Co. Lt'd..... 1326
New Hampshire Fire Ins., Co..... 1328
Standard Marine Ins. Co. Lt'd..... 1328
The British Canadian Ins., Co..... 1328
The Guardian Ins. Co. of Canada..... 1327
The Northern Ass., Co., Lt'd..... 1329
The Palatine Ins., Co..... 1329
The Royal Scottish Ins., Co., Lt'd..... 1329
Western Assurance Company..... 1329
World Marine & General Ins. Co. Lt'd... 1327

LETTERS PATENT:—

American Trading Co., Inc..... 1285
Atwater Garage, Limited..... 1286
Bray, Caron & Dubé, ltée..... 1287
Canadian Scottish Securities Corpora-
tion, Lt'd..... 1289
C. Jobin, ltée..... 1292
Club du Lac des Six Frères, Inc..... 1293
Daigle & Paul, Lt'd..... 1293
Drury & Co..... 1297
Foucher & Gélinas, Ltée..... 1300
F. Thompson & Sons Lt'd..... 1314
Greenshields & Co., Lt'd..... 1302
Hew R. Wood Bond Company..... 1317
Houston Wynne, Limited..... 1355
Hudson Investment Co., Lt'd..... 1310
J. P. Guy, limitée..... 1357
La Cie de l'Hôtel Windsor de Hull—The
Hull Windsor Hotel Company..... 1320
Mac-Tag Rubber Co., Lt'd—Cie de
Caoutchouc Mac-Tag, ltée..... 1303
Manganese Steel Castings, Lt'd..... 1321
Phoenix Manufacturing Co., Lt'd..... 1305
Protection, Inc..... 1307
Quebec Provincial Motor League, Inc... 1308
Quebec Sand Trading Co., Lt'd..... 1358
The Arundel Butter & Cheese Manufact-
uring Co., Lt'd..... 1361

✓The College Tavern Co., Lt'd.....	1309	The College Tavern Co., Lt'd.....	1309
✓The Manufacturers Sponging Works, Inc.	1320	The Manufacturers Sponging Works, Inc.	1320
✓Vipond-Tolhurst Coal Co., Lt'd.....	1324	Vipond-Tolhurst Coal Co., Lt'd.....	1324
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—		DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—	
Cercle agricole de la paroisse de Macamic.	1330	Cercle agricole de la paroisse de Macamic.	1330
MINUTES DE NOTAIRES :—		NOTARIAL MINUTES :—	
Baillargeon, Lucien.....	1334	Baillargeon, Lucien.....	1334
Courtois, Arthur.....	1334	Courtois, Arthur.....	1334
NOMINATION:—		APPOINTMENT:—	
Commissaire pour recevoir les affidavits en Angleterre.....	1282	Commissioner to receive affidavits in England.....	1282
PROCLAMATION:—		PROCLAMATION:—	
Saint-Gérard-des-Laurentides.....	1353	Saint-Gérard-des-Laurentides.....	1353
RATIFICATION DE TITRE:—		CONFIRMATION OF TITLE:—	
James Scott & Co., Lt'd.....	1335	James Scott & Co., Lt'd.....	1335
Sherbrooke Footwear Co., Lt'd.....	1334	Sherbrooke Footwear Co., Lt'd.....	1334
Desjardins, J.-M.....	1337	Desjardins, J. M.....	1337
SOUSSIONS :—		TENDERS :—	
Cité de Sorel.....	1338	City of Sorel.....	1338
Commission scolaire de La Tuque.....	1338	School commission of La Tuque.....	1338
VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—		SALE OF UNCLAIMED FREIGHT :—	
Dominion Express Company.....	1339	Dominion Express Company.....	1339
VENTES—LOI DE FAILLITE :—		SALES—BANKRUPTCY ACT :—	
Bouchard, A.....	1339	Bouchard, A.....	1339
Patenaude Carignan & Cie, ltée.....	1364	Patenaude Carignan & Cie, ltée.....	1363
Poulin, Georges.....	1340	Poulin, Georges.....	1340
Reid Manufacturing Company.....	1339	Reid Manufacturing Company.....	1339
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—		SHERIEF'S SALES:—	
ABITIBI:—		ABITIBI:—	
The Mathew Moody & Sons Co. vs Carreau.....	1341	The Mathew Moody & Sons Co. vs Carreau.....	1341
ARTHABASKA:—		ARTHABASKA:—	
Gagné vs Fortier.....	1342	Gagné vs Fortier.....	1342
Garneau vs Moreau.....	1341	Garneau vs Moreau.....	1341
BEAUCE:—		BEAUCE:—	
Beaudoin vs Blais.....	1342	Beaudoin vs Blais.....	1342
Dumont vs Morin.....	1342	Dumont vs Morin.....	1342
Maheu vs Roy.....	1342	Maheu vs Roy.....	1342
BEDFORD:—		BEDFORD:—	
Corporation du canton de Brome vs Brouillard.....	1363	Corporation of the township of Broem vs Brouillard.....	1363
Dufresne vs Lapointe.....	1364	Dufresne vs Lapointe.....	1364
CHICOUTIMI:—		CHICOUTIMI:—	
Simard vs Morissette.....	1343	Simard vs Morissette.....	1343
GASPÉ:—		GASPÉ:—	
Banque Nationale vs Lemieux.....	1343	Banque Nationale vs Lemieux.....	1343

IBERVILLE:—

Deneault vs Bisailon..... 1344

JOLIETTE:—

Lagacé vs Rondeau..... 1344

MONTCALM:—

Brunet vs Lamoureux..... 1345

Laurentian Lumber Co., Lt'd vs The
Eagle Lumber Co., Lt'd..... 1345

MONTREAL:—

Legault vs Surprenant..... 1347

Noiseux vs Sauriol..... 1347

Penny *et al* vs Chee *et al*..... 1346

Sharing vs Lafortune..... 1347

Wasman vs Malamud..... 1346

RICHELIEU:—

Ricard vs Theroux..... 1348

ROBERVAL:—

Lavoie vs Lavoie..... 1349

P-T. Légaré, ltée vs Lavoie..... 1348

SAINT-FRANCOIS:—

Desmarais vs Auclair..... 1350

Goyette vs héritiers de Z. Croteau..... 1349

Letellier vs Gagné *et vir*..... 1351

Proulx vs Proulx..... 1350

SAINT-HYACINTHE:—

Fournier vs Chicoine..... 1351

TROIS-RIVIERES:—

Gélinas vs Pellerin..... 1352

Ricard vs Gingras..... 1352

Rocheleau vs Beaumier..... 1352

IBERVILLE:—

Deneault vs Bisailon..... 1344

JOLIETTE:—

Lagacé vs Rondeau..... 1344

MONTCALM:—

Brunet vs Lamoureux..... 1345

Laurentian Lumber Co., Lt'd vs The
Eagle Lumber Co., Lt'd..... 1345

MONTREAL:—

Legault vs Surprenant..... 1347

Noiseux vs Sauriol..... 1347

Penny *et al* vs Chee *et al*..... 1346

Sharing vs Lafortune..... 1347

Wasman vs Malamud..... 1346

RICHELIEU:—

Ricard vs Theroux..... 1348

ROBERVAL:—

Lavoie vs Lavoie..... 1349

P T. Légaré, Lt'd vs Lavoie..... 1348

SAINT FRANCIS:—

Desmarais vs Auclair..... 1350

Goyette vs heirs of Z. Croteau..... 1349

Letellier vs Gagné *et vir*..... 1351

Proulx vs Proulx..... 1350

SAINT-HYACINTHE:—

Fournier vs Chicoine..... 1351

THREE RIVERS:—

Gélinas vs Pellerin..... 1352

Ricard vs Gingras..... 1352

Rocheleau vs Beaumier..... 1352

